N°1839 MAI 2022 4 €

LE MONDE LIBERTAIRE

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
MEMBRE DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES

UKRAINE p. 5
L'APPEL DES RÉFRACTAIRES

PASSE-PORTS p. 13
ESPAGNE - SAHARA OCCIDENTAL

En mai, défais ce qui te déplaît

SOMMAIRE INTERACTIF

N° 1839 – MAI 2022

1 Couverture Denis Lopatin
3 Édito Mais... Il n'y a pas de mai.
3 Faits d'hiver On ne discute pas avec les brouettes ... on les pousse !
3 Strip Monsieur l'Homme.

TERRAINS DE LUTTES

4 Ukraine. Communiqué de l'Internationale des fédérations anarchistes.
5 Ukraine. Communiqué de la FA. Solidarité avec toutes et tous les réfugié·es.
5 Ukraine. Appel des réfractaires.
6 Ukraine. Témoignage d'un objecteur ukrainien.
7 « Bête et méchant » dans un logement « bon marché ».

HISTOIRE

8 La FORA face au congrès fondateur de l'Internationale Syndicale Rouge.
10 Les « hommes-taupes », les « autres » victimes du franquisme.

PASSE-PORTS

13 Le gouvernement espagnol vend le territoire sahraoui en échange de gaz et de frontières blindées.
16 Communiqué de la CNT espagnole.
17 Le PSOE empêche le Congrès d'enquêter sur les crimes de Franco
18 USA. Le fossé religieux (2e partie)
20 Le Guetteur. Tour d'horizon.

RÉFLEXIONS

21 L'homme ou le robot, il va falloir choisir.
23 193...
24 Le piège identitaire
26 **Le traître mot**. Ceci n'est pas une crise, c'est une escroquerie.

EN MAI, DÉFAIS CE QUI TE DÉPLAÎT

28 Pourquoi nous battons le pavé le 1er mai.
32 Anarchisme, antimilitarisme, le choix des armes.
34 Moi, je ne suis pas français, je suis ouvrier.
37 Le 1er mai, un temps dans les luttes
38 Liberté, égalité, féminisme.
40 Alors rat... compte !
41 Les hommes des présidents.
42 « Soyez résolus à ne plus servir et vous voilà libres. »

CULTURES

44 Algunas Bestias, un film chilien de Jorge Riquelme Serrano
46 Clin d'œil a l'artiste

FICHES DE LECTURE

47 La faim ou à genoux !
47 Les bolcheviks à la conquête de l'espace.
48 La Commune, un bateau ivre ?
48 Salvador Puig Antich, 48 ans après
49 Les mômes, ceci n'est pas un conte de fées...
49 L'Inévitable effondrement
50 24 heures dans la vie d'une femme
50 Une écologie brune

51 Chroniques Noir et Rouge
52 Dernières parutions de la librairie Publico
53 Annuaire des groures et liaisons de la FA
54 BD Itô Noé
56 Quatrième de couv Manolo Prolo

BULLETIN D'ABONNEMENT

LE MONDE LIBERTAIRE

Je choisis mon abonnement

☐ **FRANCE MÉTROPOLITAINE ET DROM-COM**
● **tarif réduit :** chômeur·se·s, étudiant·e·s ● **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
un an numérique	☐ 11 numéros **22 €**	☐ 11 numéros **42 €**	☐ 11 numéros **11 €**
un an papier + numérique	☐ 11 numéros **44 €**	☐ 11 numéros **85 €**	☐ 11 numéros **22 €**
durée libre papier + numérique	prélèvement automatique ☐ **11 €** / trimestre	☐ **21 €** / trimestre	☐ **5,5 €** / trimestre
offre d'essai 3 mois	☐ papier + numérique **6 €**		

☐ **ÉTRANGER abonnement papier + numérique (uniquement virement et Paypal)**
● **tarif réduit :** chômeur·se·s ● **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
Union Européenne et Suisse (si paiement en €)	☐ 11 numéros **49 €**	☐ 11 numéros **89 €**	☐ 11 numéros **24 €**
reste du monde	☐ 11 numéros **65 €**	☐ 11 numéros **105 €**	☐ 11 numéros **32 €**

J'envoie ce bulletin sous enveloppe affranchie avec mon règlement à :
Les Publications libertaires – 145 rue Amelot 75011 Paris

☐ **par chèque bancaire :** libéllé à l'ordre de « Les Publications libertaires »
☐ **par virement bancaire : IBAN FR7642559100 0008001514236 17 – BICCCOPFRPPXXX**
☐ **par prélèvement (abonnement à durée libre)** JOINDRE UN RIB
COMPTE À DÉBITER TITULAIRE :.....
IBAN : |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_| **BIC** : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

mon adresse de livraison

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code Postal .....
Ville .....
Date : |_|_| |_|_| |_|_|_|_|
signature : .....

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal LE MONDE LIBERTAIRE. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal par courrier ou par courriel :

administration-ml@federation-anarchiste.org.

ORGANISME CRÉANCIER : PUBLICATIONS LIBERTAIRES
145 RUE AMELOT 75011 PARIS
N° NATIONAL ÉMETTEUR : 58 50 98

signature obligatoire :.....

Le Monde libertaire **est disponible en vente directe et à l'unité sur le site du journal www.monde-libertaire.fr**

ÉDITO

Mais… il n'y a pas de mai.

Boutcha ! Mariopoul ! Pas d'excuses, pas d'explications vaseuses, pas la moindre justification pour les bombardements sur les populations civiles, pour les massacres, pour les viols, en Ukraine mais aussi au Yémen, au Soudan, au Kazakhstan, en Birmanie ou ailleurs.

Et rien qui puisse nous faire comprendre le tri entre l'accueil généreux des réfugiés ukrainiens et la chasse aux migrants africains, syriens, afghans… !

Mais… Il n'y a pas de mai. C'était pourtant le mois qui portait les révolutions (1789, 1848, 1871, 1936 et 1968) là où nous nous contentons de ces vagues élections, qui ne changeront rien à la course folle qui nous envoie au précipice.

Alors oui, le *Monde Libertaire* de ce mois de mai n'est pas rempli d'enthousiasme et d'optimisme mais porteur de colères, de dégoûts et de nostalgies. Ce qui ne l'empêche pas d'éclairer nos lanternes sur les vibrations du monde et donner envie de se battre encore et toujours pour une société libérée du capitalisme, des armées, des frontières.

Vive la révolution sociale et libertaire !

Caillou

MONSIEUR L'HOMME

LE MONDE LIBERTAIRE

Le Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris

Direction de la publication :
Dominique Lestrat

Maquette mise en page
Philippe Camus
(ductus@me.com)

Prix de vente au n° : 4 €

Dépôt légal :
1er trimestre 1977

N°ISSN :
0026-9433

Commission paritaire :
0624D80740

N° d'imprimeur
19070146

Imprimé par :
Corlet Imprimeur
ZI Rue Maximilien-Vox 14110 Condé-sur-Noireau

En supplément dans ce uniquement pour les abonnés, la brochure « *Pourquoi je n'irai pas voter*

FAITS D'HIVER

ON NE DISCUTE PAS AVEC LES BROUETTES… ON LES POUSSE !

Cela fait une dizaine d'années qu'il n'y a plus de lutte armée en Corse. C'est une bonne chose. Comme ce n'est pas une mauvaise chose que cela ait débouché sur des « discussions » entre indépendantistes, autonomistes… et pouvoir. Sauf que…

Une des revendications des Corses était que les prisonniers politiques purgent leur peine en Corse. C'était soi-disant impossible. Et pourtant, après l'assassinat d'Ivan Colonna à la prison d'Arles et une éruption de manifs « musclées », c'est devenu immédiatement possible.

Les jeunes Corses ne se sont pas privés de dire à leurs « représentants » : « Nous avons obtenu en sept jours ce que vous n'avez pas réussi à obtenir en sept ans ».

Au Pays basque, ETA a arrêté la lutte armée il y a 10 ans et s'est autodissoute. Un processus de paix, tout de « contacts » et de « discussions » est toujours en cours et n'a débouché sur rien. Mon ami et camarade Jakés Esnal (ainsi que Ion Kepa Parot) entame sa 33ème année de détention à Lannemezan. Il a 72 ans et on refuse sa libération conditionnelle au motif qu'il pourrait peut-être…

Camarades basques, vous voyez ce qu'il vous reste à faire !

Jean-Marc Raynaud

COMMUNIQUÉ DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES

CONTRE LA GUERRE, POUR UNE SOLIDARITÉ MONDIALE

Le Comité des Relations de l'Internationale des Fédérations Anarchistes (CRIFA) s'est réuni à Marseille les 19 et 20 mars 2022, et a discuté des questions relatives à la guerre en cours en Ukraine.

Bien qu'il y ait des points de vue différents sur certains points entre les Fédérations membres, sur lesquels nous nous engageons à poursuivre l'échange et la discussion constructive, d'importants points communs ont émergé de la discussion.

Nous condamnons l'agression criminelle contre l'Ukraine promue par le gouvernement russe, ainsi que tous les militarismes, et nous sommes solidaires des personnes opprimées des deux côtés de la frontière, en promouvant un soutien actif aux victimes du conflit, aux réfugiés, aux déserteurs et aux prisonniers de tous les côtés de cette guerre et de son expansion potentielle. Dans les contextes dans lesquels nos différentes fédérations opèrent, nous devons dénoncer et nous opposer au rôle de l'OTAN, des États-Unis et de l'Union européenne qui ont créé également les conditions préalables permettant à l'État russe d'attaquer son voisin plus faible avec la complicité de sa marionnette, la Biélorussie.

Nous dénonçons la montée de l'autoritarisme à travers le monde ces dernières années, qui a vu le rôle croissant des armées dans les politiques publiques. Dans la situation actuelle, nous soulignons en particulier la militarisation croissante de la société dans le contexte d'un réarmement croissant dans l'UE, au milieu d'appels généralisés à une armée européenne, au détriment des dépenses sociales.

Les populations pauvres et opprimées du monde sont toujours les perdantes des guerres. Elles sont devenues de la chair à canon, ont été déracinées de leurs foyers et sont confrontées à la pauvreté et à la maladie à cause de cette guerre. Dans le même temps, les patrons mondiaux continuent à travailler pour contrôler les ressources du monde.

Nous nous opposons au capitalisme mondial et au nationalisme qui sont les causes de la guerre. Au lieu de cela, nous devons mener la guerre de classe, en contrant l'industrie de guerre et les dépenses publiques pour la guerre, ainsi que toute la logique de la guerre, et promouvoir des mobilisations horizontales plus larges des travailleurs et des collectivités.

De même, nous soulignons le danger de commettre l'erreur de défendre « notre » nation ou « notre » pays, en mettant en avant nos positions antinationalistes et défaitistes/de refus, car notre ennemi se trouve dans « notre » pays et c'est « notre » État national ou notre bourgeoisie nationale. Au lieu de cela, nous visons à construire la solidarité entre tous les prolétaires, et à souligner le caractère mondial des États capitalistes.

Confirmant nos valeurs historiques d'internationalisme, de solidarité et de parenté mondiale au-delà des frontières, nous confirmons notre opposition à tous les crimes et massacres perpétrés par le capital et l'État, du génocide des peuples noirs et indigènes qui se poursuit aujourd'hui au Brésil, en Amérique latine et dans tout le Sud, à la destruction de l'environnement perpétrée par la logique des États, du profit et des marchés qui menace la vie même de notre planète.

Dans la guerre perpétuelle des oppresseurs contre les opprimés, nous constatons l'aggravation des conditions de vie des pauvres dans le monde en raison des pandémies et des guerres régionales qui ont commencé ces dernières années, en raison de l'augmentation du coût des produits de base et des dépenses supplémentaires en armement dues à l'économie de guerre. Nous soulignons tout particulièrement la tragédie des migrants, des personnes marginalisées et racisées qui se voient refuser les droits les plus élémentaires, et nous sommes aux côtés des derniers, des oubliés, des discriminés, contre les États, le capitalisme, le fascisme, le racisme, le patriarcat et l'exploitation.

IFA
IAF ИФА IFA

COMMUNIQUÉ DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

SOLIDARITÉ AVEC TOUTES ET TOUS LES RÉFUGIÉ·E·S !

Une pandémie de compassion s'est-elle abattue sur nos élites, même les plus droitieres ? La solidarité s'impose-t-elle comme la nouvelle mode printemps-été ? Pas si vite !

La triste musique qui accompagne cet élan d'empathie vient nous rappeler qu'il n'y a rien à espérer de l'aréopage de réacs qui défilent devant micros et caméras. Leur toute nouvelle inclinaison charitable s'accompagne d'une condition rance : la proximité identitaire.

Ces fétides personnages appellent à l'accueil des réfugié.es ukrainien·ne·s et seulement ukrainien·ne·s… pourvu qu'ils et elles ne fuient pas déjà d'autres contrées, moins à leur goût, moins blanches ou moins chrétiennes.

Quand la haine se déguise en générosité.

La Fédération anarchiste reste fidèle à sa tradition d'accueil des réfugie·e·s d'où qu'elles et ils viennent.

Nous mettrons tout en œuvre et soutiendrons toute initiative qui aura pour but de mettre à l'abri celles et ceux qui en ont besoin. Sans distinction de pays d'origine et quoi qu'en dise la loi.

Nous vomissons les frontières, nous haïssons les guerres, nous combattons le capitalisme.

Bienvenue à toutes et tous les réfugié.es !

FÉDÉRATION ★ ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

ANTIMILITARISTES, NOUS SOUTENONS LES RÉFRACTAIRES À L'ARMÉE RUSSE

Le 24 février, l'armée russe a envahi le territoire ukrainien. Depuis, la population ukrainienne subit les bombes, tirs d'artillerie, chars, qui tuent, mutilent, détruisent. Ils et elles résistent aux attaques décidées par le régime dictatorial de Poutine. Comme dans toute guerre, ce sont les peuples qui sont les premières victimes.

Mais des témoignages montrent des refus d'obéissance au sein de l'armée russe. Des soldats désertent. Nous devons leur apporter notre solidarité ! C'est aussi un moyen de soutenir ceux qui, en Russie, s'opposent à Poutine et à son régime.

Anciens réfractaires à la guerre d'Algérie, objecteurs de conscience, insoumis au service militaire, antimilitaristes, nous sommes solidaires des réfractaires, insoumis, objecteurs et déserteurs de l'armée russe qui refusent de participer à la guerre menée en Ukraine. Ils doivent être accueillis dans le pays de leur choix (ou plutôt de leur possibilité, vu le contexte) en tant que réfugiés politiques !

Premiers signataires

> André Bernard, insoumis à la guerre d'Algérie (1956), objecteur de conscience (1961-1963) > François Cerutti, insoumis à la guerre d'Algérie (1961) > Pierre Sommermeyer, insoumis à la guerre d'Algérie, objecteur de conscience (1961-1965) > Gérard Chenet, insoumis au service militaire (1966) > Daniel Pinós, insoumis au service militaire (1973 à 1981) > Pierre Malod, insoumis au service militaire (1974) > Patrick Silberstein, syndicaliste aux armées (1976-1977), comité de soldats de l'École d'application du train, officier de réserve > Michel Dubois, objecteur de conscience (1978) > Jean-Luc Dupriez, objecteur de conscience, insoumis au service militaire (1978), ancien directeur de publication de RAS ?, journal d'action et de réflexion antimilitaristes. > Gilles Cousin, objecteur de conscience (1979) > Patrick Le Trehondat, membre du comité de soldats Tonnerre de Brest (1980-1981) > Christian Mahieux, objecteur de conscience, insoumis au service militaire (1980-1984) > Sylvain Garel, objecteur de conscience (1981-1982) > Jehan Guy, insoumis au service militaire (?) > Daniel Guerrier, radié des cadres de réserve de la Marine pour appel à l'insoumission et la désertion lors de la 1ère guerre du Golfe (1991)

Pour signer cet appel :
refractairessolidaires@gmail.com

TÉMOIGNAGE D'UN OBJECTEUR UKRAINIEN

IL Y A TROIS MOIS, tout le monde a célébré la Journée des droits de l'homme lors de la conférence organisée par l'Académie de droit de l'Université nationale d'Odessa, j'y ai parlé des violations du droit à l'objection de conscience au service militaire en Ukraine.

J'ai souligné le manque d'accès au service alternatif, les obstacles bureaucratiques, l'extorsion de pots-de-vin, les demandes discriminatoires d'adhésion à des organisations religieuses approuvées par le gouvernement et du non-respect par l'Ukraine des recommandations du Comité des droits de l'homme des Nations-Unies. Ma présentation a été bien reçue ; d'autres participants ont partagé leur expérience de la lutte contre la détention arbitraire de conscrits.

Puis le professeur Vasyl Kostytsky, ancien député, a fait remarquer qu'il est communément dit que le service dans les Forces armées ukrainiennes est un devoir sacré de tout homme.

Je savais que ce professeur était un chrétien dévoué, alors je lui ai répondu que je ne me souvenais pas d'un tel devoir sacré parmi les Dix Commandements. Au contraire, je me souviens qu'il y est dit : « *Tu ne tueras pas*. »

Cet échange m'est venu à l'esprit maintenant, alors que ma maison à Kiev est secouée par des explosions d'obus russes à proximité et que des sirènes d'avertissement de raids aériens, plusieurs fois par jour et par nuit, rappellent que la mort vole à l'entour.

Après l'invasion russe en Ukraine, la loi martiale a été proclamée et tous les hommes âgés de 18 à 60 ans ont été appelés à prendre les armes et interdits de quitter l'Ukraine. Vous avez besoin d'une autorisation de l'armée pour séjourner dans un hôtel et vous risquez d'être enrôlé en passant chaque point de contrôle.

Le gouvernement ukrainien néglige le droit de l'homme de refuser de tuer, tout comme le gouvernement russe qui envoie des conscrits à la mort et qui ment.

J'admire ces Russes qui ont massivement protesté contre les mensonges bellicistes et contre la guerre, et j'ai honte que le peuple ukrainien n'ait pas insisté sur un règlement non-violent pendant les huit années de guerre entre le gouvernement et les séparatistes. Même maintenant, il soutient davantage l'effort de guerre que les pourparlers de paix.

Je crois toujours que tout le monde, y compris le gouvernement, ne tuera pas. La guerre est un crime contre l'humanité ; Je suis donc déterminé à ne soutenir aucune sorte de guerre et à lutter pour l'élimination de toutes les causes de guerre. Si chacun·e refuse de tuer, aucune guerre n'aura lieu.

Yurii Sheliazhenko

Yurii Sheliazhenko est secrétaire exécutif du Mouvement pacifiste ukrainien et membre du conseil d'administration du Bureau européen pour l'objection de conscience. Il vit en Ukraine..

« Si chacun·e refuse de tuer, aucune guerre n'aura lieu. »

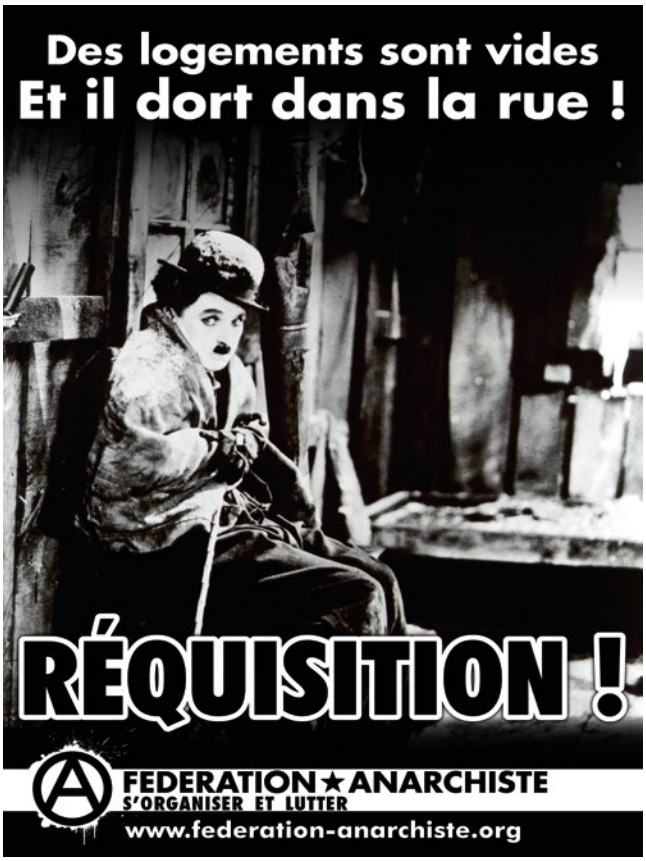
ILLUSTRATION MOMENTMAL

« BÊTE ET MÉCHANT » DANS UN LOGEMENT « BON MARCHÉ »

J'HABITE DANS UNE **HLM** (Habitation à loyers modéré pour les familles à revenus modestes), parmi les 22.000 logements gérés par le bailleur social Néotoa en Bretagne. Il y a quelques semaines, j'ai envoyé un courrier électronique au service « adaptation logement » de ce bailleur, pour demander si des travaux d'adaptation pouvaient être effectués dans mon logement en raison de ma situation de handicap. En réponse à ce mail, un entretien téléphonique a suffi pour annuler ma demande : je ne pouvais y prétendre dans la mesure où j'occupais un T4... L'agent Néotoa était gêné de donner une réponse « bête et méchante » (c'est l'expression qu'il a utilisée). En effet, Néotoa s'occupe de « **l'adaptation aux évolutions de la vie personnelle de ses locataires** » quand il s'agit d'une habitation de type T1 à T3...

Mais, je dois être rassurée : une des valeurs clés de ce bailleur « social », c'est le bien-être ! D'après lui (*cf.* prospectus, pages Internet,...), sa mission principale, c'est : « *embellir la ville et la vie* » et ses « *collaborateurs* » se mobilisent autour d'un même objectif : « *la satisfaction client* », portant « *4 valeurs clés : le Développement durable et l'Innovation, le Bien-être, la Proximité* ».

Néotoa se félicite ainsi de proposer « *depuis plus de 95 ans des logements au prix le plus ajusté possible et permettre au plus grand nombre d'accéder à un habitat de qualité* ».



Indécence

Personnellement, en ce qui concerne mon logement, je paie effectivement un loyer résiduel en raison de mes revenus très modestes mais en matière d'architecture innovante ou de maîtrise des dépenses énergétiques, c'est franchement inexistant !

Je vis en effet dans un logement qui a présenté très vite des dysfonctionnements au point de devenir non décent. Après un an et demi d'inertie, mon bailleur social commence à se préoccuper de ce problème de non-conformité : visite de techniciens pour mesurer le taux d'humidité, devis d'un artisan-peintre... Mais, à l'heure actuelle, aucune démarche de Néotoa pour régler les problèmes de fond, juste des intentions de réaliser de simples travaux pour cacher la misère !

Parallèlement à ma lettre recommandée, à mes appels téléphoniques ou courriers électroniques, j'ai décidé de constituer un dossier de demande de relogement social. Mais, pour cela aussi, c'est l'inertie qui prévaut voire des remarques « bêtes et méchantes » de la part des services sociaux...

« ***Nous avons bien pris en considération votre demande, votre dossier sera traité dès qu'un logement disponible correspondra à votre demande*** [...] ***L'attribution de logement est soumis à une liste d'attente qui permet de positionner les demandeurs sur un logement. Celle-ci est établie par le logiciel de Rennes Métropole en fonction de certains critères (ancienneté, critères prioritaires...).*** »

Est-ce la faute des précaires de ne pas savoir être patient-e-s ? Ou s'agit-il plutôt d'une rationalisation du secteur du logement social aboutissant à **un tri des pauvres**, face à la pénurie de logements et à la précarité énergétique du parc locatif social ?!

Dans le parc privé également, les précaires connaissent des galères de logement dues aux spéculateurs, promoteurs immobiliers et autres gros propriétaires qui continuent à s'engraisser, y compris au détriment de personnes en CDI ! Dans le même temps, la France accueille des personnes ukrainiennes alors qu'il n'y a pas de solutions d'hébergement pour les autres personnes exilé·e·s fuyant des guerres et des discriminations...

Sylvie, une Locataire « Handi-Méchante »
liaison FA - LACINAPSE

La FORA face au congrès fondateur de l'Internationale syndicale rouge

Le profil internationaliste des anarchistes conduisit à un échange constant d'informations, à la recherche d'actions articulées et au renforcement des liens entre les différentes organisations au niveau international. Le cas de la Federación Obrera Regional Argentina [Fédération ouvrière régionale argentine] (FORA) — la première fédération syndicale d'Argentine — est éloquent à cet égard.

Dès sa fondation, les anarchistes acquirent une position hégémonique en son sein, ce qui leur permit d'adopter une structure organisationnelle et des tactiques de lutte conformes à leur point de vue. Quant à la coordination au niveau international, en raison du déclenchement de la Première Guerre mondiale les premières tentatives ne donnèrent pas les résultats escomptés, ni au niveau sous-continental, ni avec les syndicats plus consolidés en Europe. Ce désir ne devint réalité qu'au début des années 1920, dans le climat d'enthousiasme provoqué dans le monde ouvrier par le triomphe de la Révolution russe[1].

L'Internationale Syndicale Rouge

En conformité avec une résolution adoptée au Congrès de l'Internationale communiste (Komintern), les organisations syndicales révolutionnaires du monde entier furent convoquées afin de former un nouvel organisme qui se différencierait du profil réformiste de la Fédération syndicale internationale (FSI), basée à Amsterdam et guidée par la social-démocratie européenne. L'espoir de parvenir à une plus grande coordination entre les travailleurs du monde raviva l'espoir de renouer avec l'expérience de la Première Internationale, désormais sous l'impulsion d'une révolution socialiste triomphante. Les attentes, cependant, suscitèrent de sérieuses réserves quant à l'orientation que cette association devait prendre. L'expérience développée par le Komintern au cours des années précédentes avait montré aux autres partis communistes du monde le caractère centralisateur adopté par les Russes. Les organisations syndicales, en grand nombre, exprimèrent leur souhait d'un rapprochement au niveau international, à condition que leur autonomie et l'égalité des conditions au sein de l'organe de coordination soient respectées.

En ce sens, les organisations au profil fédéraliste et anti-parti, qu'elles soient anarchistes ou *syndicalistes révolutionnaires*, conditionnèrent leur participation à la nouvelle Internationale aux critères organisationnels qui seraient adoptés lors de son Congrès fondateur. Dans le cadre de ces mêmes attentes et précautions, la FORA participa à la fondation de l'Internationale Syndicale Rrouge - ISR, ou Profintern[2] - mais avant d'aborder cet événement, nous allons brièvement passer en revue les différentes positions soutenues au sein du prolétariat organisé à propos de la Révolution d'Octobre et du gouvernement bolchevique.

Les gauches en Argentine avant la révolution russe

Comme dans une grande partie du monde, le processus révolutionnaire qui s'est déroulé en Russie en 1917 suscita de grandes espérances dans le mouvement ouvrier argentin, mais au fil des mois et à mesure que se répandait la nouvelle de la voie adoptée par les bolcheviks après avoir pris le pouvoir, les opinions et le soutien à leur gouvernement commencèrent à se fragmenter.

Deux des plus importants courants de gauche en Argentine, les socialistes et les syndicalistes, ne tardèrent pas à marquer leur désaccord avec le cours adopté par la révolution d'Octobre. Les premiers, représentants du plus grand parti politique de gauche du pays, subirent une scission interne lorsqu'ils manifestèrent leurs critiques envers le processus soviétique qui n'était pas en accord avec leur conception évolutive, démocratique et réformiste. C'est au sein de ce parti qu'apparurent les principaux partisans des bolcheviks, qui formèrent le Parti socialiste international, appelé plus tard le Parti communiste.

De leur côté, les *syndicalistes* se montrèrent réticents à l'égard de l'expérience russe parce qu'ils n'avaient pas confiance dans l'orientation politique du processus révolutionnaire, et ils renouèrent avec leurs positions anti-parti. À son tour, ce courant ne participa pas à l'ISR car sa centrale syndicale, la FORA du IXe Congrès[3] appartenait déjà à la Fédération syndicale internationale (FSI).

Le courant qui nous intéresse, les anarchistes, exprima son soutien unanime à la révolution. Mais à partir de la mi-1919, les premières critiques furent publiées dans les médias libertaires, exprimées par le secteur qui se coalisera plus tard autour du journal *La Antorcha*. Dans leurs articles, ils soulignaient le caractère dictatorial du gouvernement bolchevique, la censure des opposants, la répression des anarchistes et le contrôle de l'État sur les soviets, bref, l'application des théories marxistes de la dictature du prolétariat exercée par le parti d'avant-garde.

MANIFESTATION DE LA FORA EN 1915

Le temps des désillusions

D'autres secteurs de l'anarchisme argentin continuèrent de soutenir l'expérience soviétique pendant une période plus longue. Par exemple, la FORA et le journal *La Protesta* soutinrent pendant deux années supplémentaires que ce processus avait un bilan positif. C'est précisément la participation de la FORA au congrès fondateur de l'ISR qui a été l'un des points tournants du changement de position, en plus de la circulation accrue des nouvelles sur la répression contre les anarchistes ou simplement contre les travailleurs qui voulaient la liberté de décision au sein de leurs soviets, comme à Cronstadt.

Une dernière tendance au sein du camp libertaire fut constituée par ceux qui maintinrent leur soutien au processus politique russe après 1921. Qualifiés d'"anarcho-bolcheviks" de manière péjorative par d'autres anarchistes, ils consolidèrent leur cohésion après que plusieurs de leurs membres furent exclus de la FORA pour leurs positions sur cette question et pour leurs intentions de réaliser la fusion des centrales ouvrières.

Jacinto Cerdá

L'auteur : Jacinto Cerdá est professeur d'histoire à l'Instituto Superior del Profesorado "Joaquín V. González" et termine actuellement un master en recherche historique à l'Universidad de San Andrés. Il enseigne à la faculté d'économie de l'université de Buenos Aires, au département des sciences humaines de l'université de San Andrés, à l'Instituto Superior del Profesorado "Joaquín V. González" et à l'Instituto de Formación Docente N° 1 d'Avellaneda. Ses recherches portent sur l'histoire sociale et politique de l'anarchisme argentin dans l'entre-deux-guerres. Certains de ses travaux ont été publiés dans des revues telles que *Historia Regional* et *Archivos de historia del movimiento obrero y la izquierda*.

1. En 1920, le FORA a convenu que : "*Considérant que, dans un but de solidarité internationale, il est nécessaire de créer un organisme pour établir des liens de solidarité entre les travailleurs révolutionnaires du monde, le Conseil fédéral est habilité à entreprendre le travail nécessaire pour reconstruire l'Internationale syndicale révolutionnaire — qui sera la continuation de la première Internationale — composée des institutions syndicales à l'étranger qui sont en sympathie avec la FORA communiste*". "Relations internationales", Congrès extraordinaire, septembre et octobre 1920, in *FORA. Estructur*a Orgánica, Acuerdos y Resoluciones de sus Congresos y Reuniones Regionales, Buenos Aires, Ediciones FORA, 2014, p. 41.

2. Acronyme russe pour l'Internationale syndicale rouge, ou « Internationale professionnelle ». (NdT)

3. Entre 1915 et 1922, deux centrales syndicales coexistèrent sous le nom de FORA, suite à la scission produite lors du IXe Congrès de la Fédération en 1915, où les syndicalistes révolutionnaires adhérèrent en masse, après avoir dissous leur précédente centrale. Mettant les anarchistes en minorité, ils modifièrent plusieurs de ses axes structurels, éliminant le communisme anarchiste comme recommandation finaliste. Aussi, les anarchistes ne reconnurent pas les résolutions de ce Congrès et maintinrent l'existence d'une FORA parallèle, appelée FORA "communiste" ou du Ve Congrès, tandis que l'autre se distinguait comme FORA du "IXe Congrès" ou "syndicaliste".

Les « hommes-taupes », les « autres » victimes du franquisme

L'histoire de l'Espagne recèle de nombreuses périodes noires, surtout lorsqu'il s'agit de la période franquiste qui s'étend pendant presque quarante ans, de 1939 à 1975. Francisco Franco y Bahamonde le susnommé « Caudillo », (le chef, le guide), régnera sans partage dans le pays sous une dictature cruelle, féroce et sanglante, jusqu'à sa mort, le 20 novembre 1975, (ce qui n'empêchera pas de voir s'exercer encore le franquisme pendant de nombreuses années).

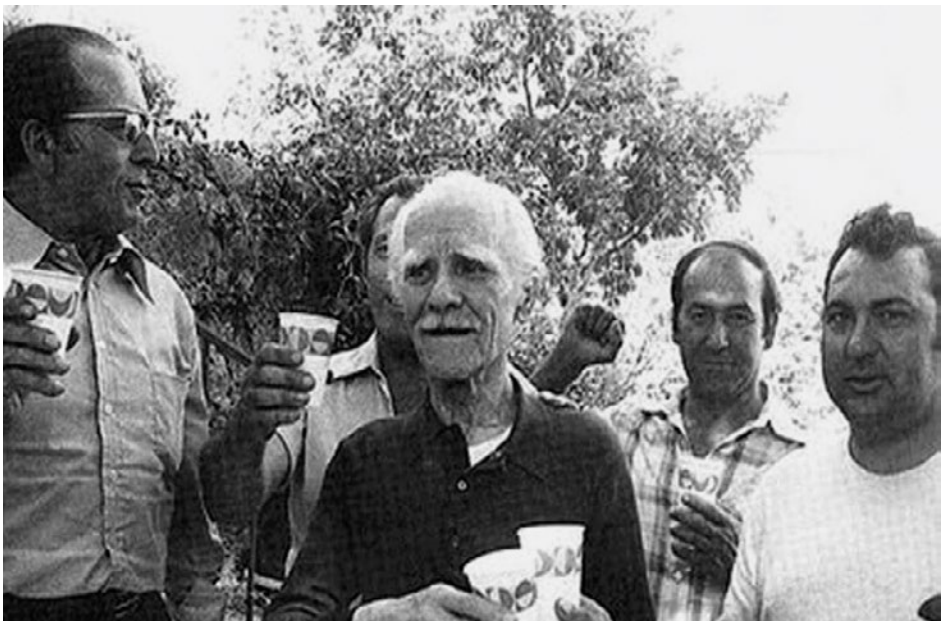
À cause de la politique du dictateur, près de cinq cent mille espagnol·e·s se verront déracinés·e·s et devront fuir le pays entre janvier et février 1939. Mais, il est important de signaler que certains réfractaires dont une femme vont s'installer dans un exil intérieur. Ils seront des centaines désignés comme « Los topos » (les taupes), terme qui vient du livre éponyme (après huit ans de recherche) désigné par l'écrivain Jesús Torbado Carro et le journaliste Manuel Leguineche Bollar paru en 1977 aux Éditions Libreria Editorial Argos S.A et en 1979 en France aux Éditions Balland. Les hommes-taupes se cachèrent pendant la dictature franquiste par crainte de violentes représailles. Certains restèrent cachés pendant des semaines voire quelques mois, d'autres jusqu'à la fin de la guerre, mais il y a ceux qui continueront pendant des décennies à rester tapis dans des lieux improbables (écurie, pigeonnier, grenier, grange, grotte, fosse, galerie souterraine, sous-sol, terrier, mur aveugle, placard, coffre, cave, puits…). Des centaines « d'hommes-taupes » ont pu rester cachés grâce à leur famille. Bien que beaucoup d'entre eux aient quitté leur cachette en 1969, suite à un décret d'amnistie publié sous la dictature franquiste déclarant le délai de prescription pour toutes les infractions commises avant le 1er avril 1939, certains resteront cachés pendant trente ans, le dernier « homme-taupe » ressurgira à la lumière après trente-huit ans reclus dans sa cache en 1977. L'histoire de certains de ces témoignages choquants sont évoqués dans ces quelques lignes.

Manuel Serrano : l'anarchiste

Manuel Serrano Ruiz surnommé « l'anarchiste solitaire » dans son village, Almodóvar del Campo, (Ciudad Real), est ouvrier dans les ateliers de mécanique, de l'organisation d'une cellule du syndicat CNT, ce qui le conduira à être président du Comité local avant 1936. À la fin de la guerre, par crainte de représailles franquistes, Manuel El Cojo (Le Boiteux) décida de se cacher dans le grenier de la maison de sa mère, ne sachant pas que ce repaire allait être sa « topera » (taupinière) pendant treize ans. L'étroitesse de cet espace était telle que Manuel n'a jamais pu se mettre debout, souffrant de ce handicap. Sa femme Ana et leurs enfants ne le voyaient qu'une fois tous les deux mois. Sa sœur Esperanza dira que « *Manuel n'a réussi à sortir de son trou que des années plus tard, en 1953, quand il n'en pouvait plus* ». Malgré le drame, il a été traduit en cour martiale puis incarcéré pendant huit ou neuf ans. Il a réussi à être gracié à la fin de la dictature et banni à Orihuela (province d'Alicante dans la communauté valencienne) où il a pu vivre de nouveau avec sa femme et ses enfants.

« Miguelico », « El Perdiz » (Le Perdreau)

« Miguelico », c'est ainsi qu'on appelait Miguel Villarejo Arance dans le village, surnommé « El Perdiz » (le Perdreau) pour être braconnier. Il s'enfuit dans les montagnes quelques jours avant la fin de la guerre. Affilié à l'UGT(Union Générale des Travailleurs), il n'a jamais cesser de braconner et sa bonne connaissance des chemins de montagne lui permit de s'y cacher pendant que ses camarades du Front populaire tombaient sous les pelotons d'exécutions franquistes. Armé d'un fusil de chasse, il poursuit son voyage à travers la Sierra Morena et la Sierra Madrona plus précisément dans la Sierra Despeñaperros. Cependant, tout au long de la période d'après-guerre, les phalangistes et les gardes n'ont cessé leurs recherches. « El Perdiz » choisissait au hasard les abris. Il resta dans le collimateur de la police franquiste jusqu'en 1950, date où les recherches s'arrêtèrent. Miguel lui-même a rappelé comment après ces dix années dans les montagnes, il a traversé toutes sortes de souffrances et il a avoué qu'il avait toujours pensé : « T*ant qu'il y a de la vie, il y a de l'espoir, parce que si j'avais su que j'allais être comme ça pendant des années, je me serais tiré une balle dans la tête* ». Il vivra caché pendant trente ans à Bailén (commune de la province de Jaén) dans la maison achetée par sa femme Catalina. Ce n'est qu'après avoir pris connaissance du décret de Franco en mars 1969 sur la prescription des crimes de guerre, que Miguel a préparé son départ et a pu respirer l'air de la liberté. Et c'est le même prêtre Don Francisco de Bailén, qui est allé expressément chez lui pour dire : « *ouvrez la porte et que l'air entre pour qu'enfin cet homme puisse respirer* ».



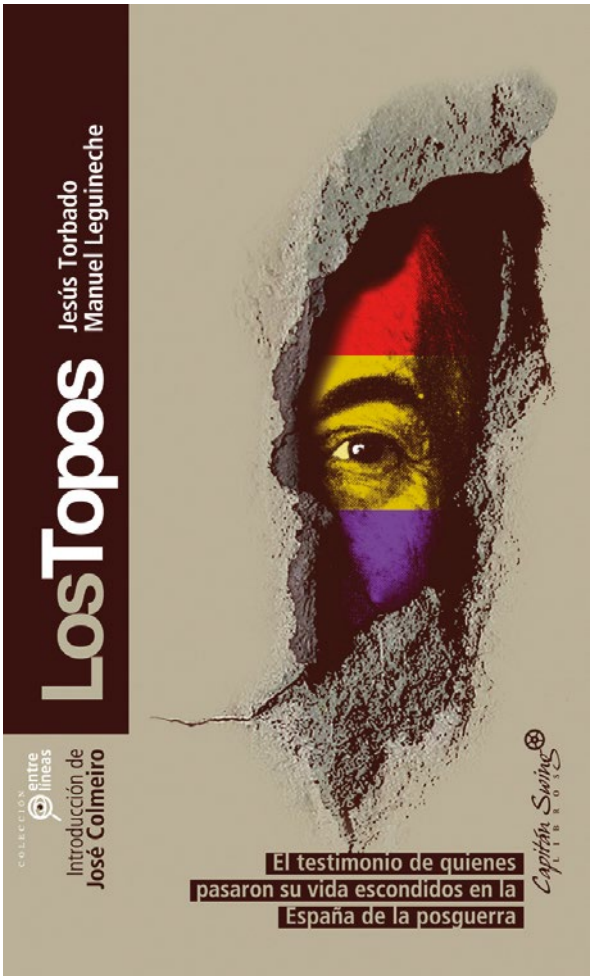
DE HAUT EN BAS :
TEODOMIRA GALLARDO ALIAS TEO
MANUEL CORTÉS QUERO,
PROTASIO MONTALVO MARTÍN,

Manuel Cortés Quero, (l'homme-taupe de Mijas)

Manuel Cortés Quero connu comme « El topo de Mijas » croyait fermement au socialisme ; si bien qu'après barbier et organisateur clandestin du PSOE (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) et de l'UGT à l'époque pré-républicaine, il finit par être conseiller municipal de Mijas (Malaga) en 1931, à seulement 26 ans. À 31 ans, il accepte d'être maire, à cette époque où la ville était plongée dans un climat d'inquiétude et de nervosité avant le coup d'État militaire du 18 juillet 1936. Lorsque les troupes franquistes entrèrent dans Malaga au début de 1937, Manuel comme tant d'autres quittera la ville, en direction d'Alméria à travers la montagne, accompagné de sa femme Juliana et de ses filles. Puis, il les renvoya à Mijas déjà occupée par les fascistes. Il continuera seul le voyage jusqu'à Alméria d'où il rejoindra le camp républicain. Lorsque la République tombe en 1939, Manuel décide depuis Valence de retourner à Mijas, voyageant dans des trains de marchandises, des camions à bestiaux avec un sauf-conduit de dernière minute pour passer les contrôles franquistes. Il entrera dans la clandestinité, et restera caché pendant deux ans dans un placard encastré dans une pièce. Après ces deux ans de confinement, la famille se risquera à déplacer Manuel dans un grenier beaucoup plus commode en louant une maison. Plus tard Manuel et Juliana décideront d'en acheter une, ce qui lui permettra de se déplacer plus « librement » à l'étage supérieur. Il mettra un pied dehors le 11 avril 1969, après trente ans de captivité, à soixante-trois ans. Son histoire incroyable inspirera tout d'abord un livre de l'historien Ronald Fraser *Escondido : la vida de Manuel Cortés* (*Caché*) 1973, aux Éditions México, D.F. ; Editorial Extemporáneos, un dessin animé, *30 años de oscuridad* (*30 ans de ténèbres*) de 2011 de Manuel

Les « hommes-taupes », les « autres » victimes du franquisme

H. Martín, puis récemment une production cinématographique espagnole qui racontera dans le film, *La Trinchera Infinita* (*Une vie secrète*) de 2019, les terribles expériences de Manuel et de sa famille.



Teodomira Gallardo alias Teo

(Zarza del Tajo, Cuenca, province de Castille)

Elle fut la seule femme-taupe connue, mariée à Valerio Fernández, militant communiste tout comme elle et maire de Zarza del Tajo. À l'âge de 30 ans, il s'engage dans la guerre comme volontaire et restera fidèle à la République. Il retourne secrètement dans son village investi par les franquistes. Informé que le maire de Santa Cruz avait été arrêté, Valerio et Teodomira, décident de quitter la ville, errant de cache en cache. Fin mars 1940, Teodomira donnera naissance à une petite fille. Pas un mois ne s'était écoulé depuis la naissance lorsque la police les arrêta. Valerio sera détenu à la prison de Santa Rita à Carabanchel et Teodomira à la prison de Ventas, toutes les deux situées à Madrid. Au bout de quatre ans d'attente, ils furent accusés de rébellion militaire et jugés pour la mort d'un prêtre, Don Pedro qui, en réalité était toujours bien vivant, puisqu'il réapparaîtra en 1947. Valerio sera condamné à mort et sera fusillé par un peloton d'exécution en mars 1945. Teodomira quant à elle restera en prison jusqu'en 1947, date à laquelle elle sera libérée. Arrêtée par intermittence jusqu'en 1970 pour être communiste, en 1948, elle sera détenue et battue (27 raclées en 9 jours) pendant un mois dans les sous-sols de la Gare d'Atocha à Madrid. Elle gardera des séquelles toute sa vie (des poignets tordus, des côtes déviées et une colonne vertébrale en très mauvais état). Teodomira épousera en second mariage un autre militant communiste, ils vivront dans une maison modeste dans le quartier ouvrier de San Blas.

Protasio Montalvo Martín, le dernier homme-taupe

Beaucoup de « topos » sont sortis à la fin des années 60, lorsque Franco a accordé un décret officiel d'amnistie, sauf Protasio Montalvo, le dernier homme-taupe, qui attendra jusqu'en 1977 pour sortir de sa tanière, après s'être caché pendant trente-huit ans (3 ans dans un terrier et 35 ans dans une maison). Il meurt en 1991. Il était maire de Cercedilla de la province de Madrid. Protasio était un militant PSOE et affilié à l'UGT. Il devient le trésorier de la Chambre du peuple. Il sera accusé de meurtre par des ennemis, pour avoir mené des représailles très dures avec des milices populaires contre les membres des partis de la Phalange et de la droite. Le 20 juillet 1939, approchant la quarantaine, il commence son confinement, tout d'abord en se cachant dans un terrier puis plus tard dans une maison à Collado del Hoyo (Castilla y León). Ce qu'il ignore, c'est qu'il y restera pendant trente-huit ans. Il ne sortira pas lorsque Franco mourra, à ses yeux c'était toujours les mêmes qui tenaient les postes administratifs. Il attendra jusqu'en 1977, précisément le 18 juillet qui était la date du coup d'état militaire, pour mettre le premier pied dehors et se sentir citoyen libre.

Après avoir plongé dans un abîme de silence et d'obscurité se fabriquant leur propre prison pendant des décennies, ces hommes-taupes, ces fantômes, ces morts-vivants, oubliés de toutes et tous, apprendront à survivre dans un pays contaminé par le règne de la terreur, par la répression franquiste, par un gouvernement autoritaire. Ces « topos » conserveront leur idéal et leur valeur de changement de société dans une Espagne écrasée par une chape de plomb, où personne ne pouvait s'exprimer librement à haute voix. Ils seront les derniers témoins, les derniers remparts d'une République abattue et vaincue par une horde de brutes sanguinaires et sauvages. Ces hommes-taupes forceront le respect et l'admiration pour avoir survécu à l'horreur et à la haine de leurs ennemis dans des conditions inhumaines sans jamais avoir trahi leur rêve égalitaire.

Juan Chica Ventura
Groupe La Rue

ESPAGNE - SAHARA OCCIDENTAL

Le gouvernement espagnol vend le territoire sahraoui en échange de gaz et de frontières blindées

Le changement de politique étrangère de l'Espagne sur le conflit du Sahara occidental vise à permettre à nouveau l'arrivée du gaz algérien et à protéger le rôle de gendarme du Maroc à la frontière sud de l'Union européenne.

Le 18 mars, la lettre du Premier ministre espagnol, Pedro Sánchez, au Roi du Maroc, Mohamed VI, a été rendue publique. Dans cette lettre, l'État espagnol reconnaît pour la première fois l'occupation illégale du Sahara Occidental par le régime marocain. Sánchez accepte la proposition d'une autonomie régie par la monarchie alaouite. Selon la lettre, cela constituerait « *la base la plus sérieuse, la plus réaliste et la plus crédible pour le règlement du différend* ».

Le soutien officiel de l'État espagnol aux résolutions de l'ONU sur la tenue d'un référendum d'autodétermination est abandonné. Un revirement de la position traditionnelle espagnole qui corrobore ce qui avait déjà été fait de facto par les différents gouvernements du régime issus de la Transition de 1978.

Quand deux monarques décident du sort d'un peuple

Pendant 47 ans, l'UCD (centre-droit), le PSOE (socialiste) et le PP (droite) ont soutenu les demandes du peuple sahraoui avec des paroles, tandis qu'aux moyens de leur véritable politique étrangère, ils approuvaient l'occupation marocaine du Sahara, en échange de la participation au pillage de ses ressources par des entreprises espagnoles dans les secteurs de la pêche, de la construction et de l'énergie — comme King Pesca, Acciona ou Gamesa — et des accords avec la dictature de Mohamed VI pour faire le sale travail en contrôlant la frontière sud de l'Union européenne.

Cette politique a fait et fait toujours partie des politiques d'État de l'impérialisme espagnol. Le Sahara occidental, en tant que colonie africaine espagnole, a été remis à Hasan II, père de l'actuel monarque, par Juan Carlos Ier en novembre 1975. Un pacte entre les deux maisons royales, sponsorisé par les États-Unis, l'Arabie Saoudite et Israël. La décision de Pedro Sánchez revêt toutefois une grande importance. Elle consolide l'alignement de l'Espagne sur la dictature marocaine contre le peuple sahraoui, comme l'ont fait récemment le nouveau chancelier allemand, Olaf Scholz, et les administrations Trump et Biden.

●●●

ESPAGNE - SAHARA OCCIDENTAL

Le gouvernement espagnol vend le territoire sahraoui en échange de gaz et de frontières blindées

MANIFESTATION DE SOUTIEN AU POLISARIO

Avec cet avenant, de bonnes relations diplomatiques entre les royaumes d'Espagne et du Maroc ont été rétablies. La crise ouverte après le retour des affrontements armés entre l'armée d'occupation et le Front Polisario en novembre 2020 est donc close. Un conflit qui non seulement fait des morts, mais crée des conditions de vie indignes pour la population, outre la répression, l'emprisonnement et la torture des voix dissidentes.

Ce « succès » de la diplomatie espagnole et européenne, dont l'ancien président du gouvernement Zapatero s'est félicité vendredi, est une caution à l'offensive de l'impérialisme espagnol et européen dans le contexte guerrier et belliciste que traverse l'Europe après l'occupation russe de l'Ukraine.

Si sous Juan Carlos Ier, le peuple sahraoui a été vendu en échange du soutien de Washington et des pétrodollars pour le processus de Transition, sous le règne de son fils, Felipe VI, l'objectif est d'augmenter l'arrivée de gaz maghrébin vers l'UE et de consolider le rôle de gendarme de Mohamed VI face à l'augmentation prévisible de l'arrivée de millions d'êtres humains en provenance d'Afrique dans les prochaines années.

Sacrifiés pour un gazoduc

Après une longue guerre entre le Front Polisario et les forces d'occupation qui a duré jusqu'en 1991, un référendum d'autodétermination parrainé par l'ONU a été accepté. Toutefois, cette opération a été reportée à plusieurs reprises. En novembre 2020, suite à des attaques marocaines sur certaines parties des zones libérées du Gerguerat, le conflit armé a repris jusqu'à aujourd'hui.

La reprise de la guerre a entraîné une crise diplomatique entre le Maroc et l'Algérie, et le premier avec l'État espagnol, notamment après l'accueil du chef du Polisario, Brahim Gali, en mai 2021, pour un traitement hospitalier.

Cette crise a conduit au non-renouvellement en novembre 2021 du contrat d'approvisionnement de 25 ans entre l'algérien Sonatrach et Naturgy, et entre Naturgy et le Maroc, pour l'exploitation et la maintenance des 500 kilomètres du gazoduc Maghreb-Europe sur le sol marocain, par lequel transitent 40 % du gaz algérien acheminé par gazoduc vers la péninsule.

Sa fermeture a fait chuter la quantité de gaz algérien transporté par cette méthode de 52 % à 31 %, augmentant la quantité arrivant dans les méthaniers jusqu'à 70 % à un coût jusqu'à 30 % plus cher.

La recherche d'alternatives rapides au gaz russe a accéléré les négociations avec d'autres producteurs, dont l'Algérie, pour augmenter leur production et leurs expéditions. La démarche espagnole, précédée par la démarche allemande, vise à normaliser les relations avec le Maroc comme première étape

pour faciliter le rétablissement du flux de gaz par le gazoduc fermé dès que possible.

Le ministre des Affaires étrangères, José Manuel Albares, a assuré que le changement de position sur le Sahara occidental ne mettait pas en péril les relations avec l'Algérie, un allié traditionnel du Polisario. Reste à savoir si le pari espagnol sera payant ou non. La première réaction de l'Algérie a été de rappeler son ambassadeur pour des consultations.

Il ne semble pas que le gaz circule à nouveau. Bien que nous ne puissions pas exclure la possibilité que le régime réactionnaire algérien finisse également par participer à cette vente du peuple sahraoui en échange de pouvoir vendre le plus de gaz possible, en profitant des prix élevés du marché.

Il s'agit d'une autre conséquence de l' « effet papillon » généré par la guerre en Ukraine et l'escalade du bellicisme de l'impérialisme européen sous la forme de plans de réarmement et de guerre économique.

Le Maroc, chien de garde de l'Europe

L'autre grande politique impérialiste que cette normalisation des relations vise à consacrer est le rôle du Maroc en tant que gendarme de la politique migratoire de l'Union européenne. Les prévisions d'un monde beaucoup plus convulsif — avec des conséquences très graves dans les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique, qui ont déjà connu de multiples conflits armés, et maintenant une menace alarmante pour la sécurité alimentaire — conduiront l'Europe, qui aujourd'hui parle cyniquement d'accueil en se référant aux réfugiés ukrainiens, à déployer des politiques de plus en plus agressives pour repousser l'arrivée des personnes.

Le fait que la gendarmerie marocaine continue à faire une grande partie du sale boulot en surveillant les côtes du Sahara occidental et du nord du Maroc est encore plus important maintenant que dans le Mali voisin où le gouvernement a « sous-traité » ce travail à des sociétés mercenaires russes dans le cadre de ses forces armées.

Podemos or no podemos, that is the question.

La décision de Pedro Sánchez a une fois de plus suscité des désaccords au sein de la coalition gouvernementale. Unidas Podemos a rejeté le contenu de la lettre et s'est prononcé en faveur d'un référendum d'autodétermination comme seule solution.

Cependant, comme pour le reste des divergences exprimées ces dernières semaines sur la politique de réarmement ou l'envoi d'armes à l'Ukraine, le maintien des ministres d'Unidas Podemos au sein du « gouvernement le plus progressiste de l'histoire » reste incontesté. Les déclarations et les tweets sont des fumigènes qui contrastent avec l'aval que leur présence

1976. COMBATTANTE DU POLISARIO

au gouvernement signifie pour des politiques de plus en plus réactionnaires et impérialistes.

Ce nouveau coup, porté à la cause du peuple sahraoui par son ancienne puissance coloniale, a suscité l'indignation et un fort mouvement de solidarité dans l'État espagnol.

Plusieurs mobilisations ont eu lieu en solidarité avec la lutte du peuple sahraoui et pour lutter contre le gouvernement PSOE-Unidas Podemos, qui est responsable de l'occupation, du pillage et de l'exil perpétuel de milliers de Sahraouis.

Les entreprises espagnoles et européennes sont impliquées dans le pillage du Sahara occidental et de ses côtes, elles livrent des armes et de matériel militaire au régime marocain. Le gouvernement espagnol mène une politique réactionnaire vis-à-vis des migrants en blindant ses frontières et en faisant de Mohamed VI un partenaire privilégié.

Si la lettre de Pedro Sánchez démontre quelque chose, c'est qu'une solution au conflit aux mains de l'ONU ou de la communauté internationale est une simple illusion. La lutte des Sahraouis contre l'occupation marocaine, contre les camps et contre les territoires occupés, doit être liée et soutenue par ceux qui luttent contre la dictature de Mohamed VI au Maroc.

Daniel Pinós

COMMUNIQUÉ DE LA CNT ESPAGNE 02/03/2022

Décision du Gouvernement, qui légitime l'invasion du Sahara Occidental par l'État marocain

Le syndicat CNT exprime sa condamnation la plus ferme de la décision du gouvernement de Pedro Sánchez légitimant l'invasion par l'État marocain du Sahara Occidental et les graves violations des Droits Humains dans le Sahara occupé par une partie de la dictature que constitue le régime du roi du Maroc.

Nous considérons que les déclarations du gouvernement et du PSOE de soutien aux positions de Mohamed VI et de renoncement au droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, sont non seulement contraires au droit international mais aussi honteuses, révoltantes et profondément immorales. Par cette position, Pedro Sánchez se fait le complice de la politique menée par une dictature féroce et partage la responsabilité des conséquences du conflit du Sahara. Un conflit qui non seulement fait des morts mais crée des conditions de vie indignes pour la population, outre la répression, l'emprisonnement et la torture des voix dissidentes.

Nous devons rappeler que l'Espagne est encore "de jure" la puissance administratrice du Sahara Occidental et qu'elle ne respecte pas le droit international en n'engageant pas le processus de décolonisation. Par ailleurs, on nous prend pour des imbéciles avec le recours à des critères différents concernant les Droits Humains selon qu'il s'agisse d'un pays allié des États-Unis ou pas. Bien que nous soyons toutes [sic, écriture militante de la CNT] d'accord pour dire que Poutine est un despote et que l'invasion de l'Ukraine est un acte criminel, cela n'est pas moins vrai concernant l'invasion du Sahara. Mohamed VI n'est pas non plus moins dictateur qu'un autre du seul fait que c'est un allié de l'OTAN. Nous adressons un message d'encouragement à toute la population sahraouie des campements, des territoires occupés et de la diaspora. Nous renouvelons notre soutien à toutes les personnes réfugiées, sans distinction.

Nous adressons également ici nos encouragements aux compagnes et compagnons qui souffrent dans les prisons du Maroc (populations sahraouies, rifaines, prisonniers politiques…) et exigeons leur libération immédiate ainsi que le retrait des troupes d'occupation et le respect de la légalité par le gouvernement espagnol, en décolonisant une fois pour toutes le Sahara Occidental. Le peuple sahraoui peut et pourra compter sur notre appui total.

À bas les invasions et les murs impérialistes ! Décolonisation immédiate ! Sahara libre!

CNT Espagne

Traduction de l'espagnol.
Monica Jornet Groupe Gaston Couté FA

ESPAGNE

Le PSOE (Parti socialiste espagnol) empêche le congrès d'enquêter sur les crimes de Franco

Alors que le PSOE a empêché le congrès de faciliter l'enquête judiciaire sur les crimes de Franco, la juge servini de cubría accepte d'enquêter pour le processus mené en Argentine contre les crimes de Franco

Le 15 mars, l'Assemblée plénière du Congrès des députés a voté la prise en considération d'une initiative législative promue par le CEAQUA (Comité de coordination de l'État pour soutenir le procès intenté par l'Argentine contre les crimes du régime franquiste) et travaillée au sein de l'intergroupe *Mémoire et droits de l'homme* du congrès lui-même, consistant en la modification du Code pénal pour y introduire le principe de légalité dans la perspective du droit international des droits de l'homme.

L'objectif de cette initiative était de lever l'un des principaux obstacles invoqués à plusieurs reprises par les cours et les tribunaux espagnols pour enquêter et poursuivre les crimes franquistes : le principe de légalité. L'objectif de cet amendement était de transposer dans le code pénal espagnol une disposition légale établie dans divers traités et conventions internationaux signés et ratifiés par l'État espagnol, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Convention européenne des droits de l'homme.

L'initiative a été rejetée à la suite du vote négatif du groupe parlementaire du Parti socialiste ouvrier espagnol qui, dans cette affaire, s'est aligné sur la position des groupes parlementaires du Parti populaire et de Vox[1].

Le recours argentin

L'initiative a obtenu 70 voix en sa faveur et si le PSOE l'avait soutenue, elle aurait été approuvée et, par conséquent, elle aurait poursuivi son traitement parlementaire.

De cette façon, le PSOE, une fois de plus, renforce et consolide le modèle d'impunité de l'État espagnol qui empêche l'enquête judiciaire sur les crimes de Franco.

Le CEAQUA tient à remercier le travail et le soutien des forces parlementaires qui ont voté en faveur de l'initiative : Candidature d'unité populaire — qui a eu la courtoisie de « consommer du quota » pour que le projet de loi puisse être pris en considération —, Unidas Podemos, Gauche républicaine de Catalogne, EH Bildu, Parti nationaliste basque, Más País, Compromís, Junts Per Catalunya et le Bloc nationaliste gallicien.

Paradoxalement, alors que le débat se déroulait hier en séance plénière du Congrès des députés et démontrait une fois de plus la volonté sans équivoque des groupes parlementaires majoritaires de maintenir et de soutenir le modèle d'impunité de l'État espagnol, le Tribunal fédéral pénal et correctionnel d'Argentine, sous la juridiction de la juge Servini de Cubría, a notifié une résolution dans laquelle elle accepte de mener à bien une série de procédures probatoires dont le but n'est autre que de renforcer la responsabilité pénale de Rodolfo Martín Villa[2], en ce qui concerne les crimes contre l'humanité

ESPAGNE

Le PSOE (Parti socialiste espagnol) empêche le congrès d'enquêter sur les crimes de Franco

commis pendant la période comprise entre 1976 et 1979, alors qu'il était ministre des Relations syndicales et de l'Intérieur.

Un lourd cahier des charges

Ainsi, de manière très résumée, la juge Servini a accepté, par le biais de l'émission des commissions rogatoires correspondantes qui doivent être exécutées par l'État espagnol, que des informations soient fournies en ce qui concerne :

1. Mesures gouvernementales prises entre 1976/1978 pour combattre ou contenir les actions des groupes d'ultra-droite et les actions répressives des forces de l'ordre.

2. Les instructions ou directives qui ont pu être données par les autorités de l'époque et notamment par Rodolfo Martín Villa sur la manière de disperser les manifestations ou les mouvements de grève.

3. Si, pendant cette période, le ministère a émis des directives visant à restreindre l'utilisation des armes à feu dans le cadre de la répression des manifestations.

4. Procédures administratives ou pénales engagées dans les années 1976/1978 sur la base des actions des forces de l'ordre dans la dispersion des manifestations sur la voie publique, s'il y a eu un type d'accusation pénale spécifique et une condamnation de toute personne de ces forces qui a agi.

5. Nombre de procédures engagées et leur issue entre 1976/1978 dans lesquelles des personnes appartenant à des groupes d'ultra-droite ont été accusées d'avoir tué ou blessé gravement des manifestants.

6. Les occasions où Rodolfo Martín Villa a été interrogé au Congrès des Députés pour donner des explications sur les actions des forces de l'ordre.

7. Nombre de personnes tuées au cours de la période 1976-1978 par des tirs des forces de l'ordre ou de sécurité lors de la dispersion ou du démantèlement de manifestations ou de mouvements de grève, etc.

8. Envoyer une copie du manuel délivré à la police, au moins jusqu'en novembre 1976, dans lequel il est dit que la répression n'atteint pas son but si elle est molle et qu'il faut agir avec dureté et énergie, en utilisant tout, de la charge avec défense par le feu avec toutes sortes d'armes.

ARMHA.
Association pour la récupération de la mémoire historique d'Aragon
Traduction : Daniel Pinós

Notes de la rédaction :
1. Vox : parti d'extrême droite.
2. Rodolfo Martín Villa : homme politique espagnol ayant débuté durant le franquisme. Nommé ministre de l'Intérieur par Adolfo Suarez (ancien chef du parti unique phalangiste) dans le gouvernement dit « de la Transition démocratique ».

PASSE-PORTS

ÉTATS-UNIS

Le fossé religieux

DEUXIÈME PARTIE.
Résumé de l'article précédent.
Parmi les éléments qui contribuent à définir les choix des électeurs quant au meilleur candidat possible: la religion. La révolution américaine était fondée sur des revendications politiques mais s'appuyait sur le discours religieux.

Revenons un peu en arrière. La monarchie anglaise est fondée sur l'anglicanisme : aucun monarque ne peut être autre chose qu'anglican[1]. Les fonctions officielles de l'État ne pouvaient être tenues que par des anglicans. Cette procédure était réglementée par un décret, le "Test Act" qui instituait un serment d'allégeance à l'Église anglicane. À l'origine, cette mesure, ouvertement anti-catholique, était destinée à empêcher les "papistes" d'accéder à des fonctions politiques.

Bien que le "Test Act" fût à la longue devenu obsolète et contraire à l'évolution des temps et des mœurs, les tentatives faites par l'État pour le révoquer avaient été suivies en Angleterre par de véritables émeutes, comme ce fut le cas en 1780, lorsque les biens des catholiques furent pillés ou brûlés. En Angleterre, le "Test Act" finit par être révoqué en 1829, mais au Canada il le fut en 1774. Dans cette colonie, en effet, de nombreux Français, catholiques, s'étaient trouvés intégrés par l'annexion du Québec; aussi, le Quebec Act autorisait-il les catholiques à exercer leur religion, et l'Église "papale" fut autorisée à prélever le denier du culte. Un nouveau serment d'allégeance fut mis en place permettant aux catholiques d'accéder à des postes officiels.

L'épouvantail catholique

Cela créa un véritable choc auprès des colons américains. En septembre 1774, le Congrès continental, s'adressant au public britannique, se déclara outragé "qu'un parlement britannique puisse consentir à établir dans ce pays [le Québec] une religion

LA MORT DU GÉNÉRAL MONTGOMERY
À LA BATAILLE DE QUÉBEC, LE 31 DÉCEMBRE 1775
PAR JOHN TRUMBULL, 1786.

qui a provoqué un déluge de sang sur votre île". Les rédacteurs de ce texte faisaient allusion à des événements datant du XVIe siècle, lorsque Marie Stuart persécuta les protestants. Le livre de référence des protestants anglais contre le catholicisme était le *Book of Martyrs* de John Fox, qui raconte cette persécution avec force détails horribles. Les rebelles américains s'étaient persuadés que le Quebec Act allait faire déferler le catholicisme dans les colonies d'Amérique. Un journal, le *Pennsylvania Packet*, écrivit que jamais auparavant il n'y avait eu "une tentative aussi ouverte contre le succès de la religion protestante". Il était donc acquis, aux yeux de l'ensemble des représentants des colons, qu'il y avait une sorte de religion d'État, le protestantisme, avec toutes ses variantes.

La tolérance accordée aux catholiques du Canada poussa même les colons américains à entrer en guerre contre leur voisin du Nord, à envahir le pays et à faire, brièvement, le siège de Québec. L'expédition du Canada était clairement alimentée par une rage anti-catholique qui avait son fondement non seulement dans la conviction que le catholicisme était une erreur, mais aussi dans la certitude qu'il représentait le Mal.

Cette expédition fut un échec, et elle eut un effet inattendu: les Canadiens ne se joignirent pas à la rébellion de leurs voisins du sud contre la couronne britannique[2]. Il va de soi que les histoires officielles des États-Unis ne s'étendent pas trop sur cet épisode.

Les protestants… protestent.

La conviction qu'eurent les Américains que la liberté de culte accordée aux catholiques du Canada allait conduire à la tyrannie politique et religieuse n'était évidemment fondée sur rien de concret. Mais pour beaucoup de protestants, l'Église anglicane était assimilée au catholicisme car peu de chose les différenciait, et surtout, comme sa "cousine" catholique, l'Église anglicane avait une hiérarchie, avec ses évêques nommés par une autorité supérieure (la Couronne britannique), ce qui était pour les protestants un péché majeur et, selon eux, un facteur d'oppression religieuse.

Les colons américains étaient donc persuadés que la couronne britannique voulait ramener tous ses sujets sous la coupe de l'Église officielle. Cette impression était confirmée par le désir exprimé par les anglicans américains d'avoir leurs propres évêques. Nommés par Londres, ils étaient perçus par les protestants des colonies américaines comme une sorte de Cinquième colonne. La crainte d'une conjonction de la tyrannie politique et religieuse était centrale dans la pensée des protestants américains, notamment chez John Adams, pour qui l'introduction du catholicisme en Amérique représentait l'introduction de la loi féodale. Le papisme visait à soumettre la population à l'esclavage (sauf sans doute les Noirs, qui étaient déjà esclaves…), le papisme était la doctrine de l'obéissance aveugle qui ne pouvait conduire qu'à la destruction de la nation.

Il ne faut pourtant pas déduire que les pères fondateurs de la république américaine étaient des intégristes protestants. Ils étaient plutôt déistes dans la tradition des Lumières européennes, et particulièrement française. A ce titre, justement, ils étaient opposés à toute religion organisée. Ils pensaient, avec raison d'ailleurs, que les Églises établies, catholique mais aussi protestantes, avaient rarement travaillé pour le bien-être de l'humanité, mais qu'elles avaient été les instruments des rois, aristocrates, oppresseurs du peuple. Ils tournaient en dérision la Sainte Trinité. Thomas Jefferson dénonçait les "religions factices" dans une lettre à John Adams et s'inquiétait des méfaits qu'un "papisme protestant" pouvait amener en Amérique. Les deux hommes partageaient l'idée que la religion parlait de la vie, pas de doctrine.

[à suivre]

René Berthier

1. Le roi Henry VIII (contemporain de François Ier) avait décidé en 1532 que ce n'était plus Rome, mais lui-même, qui était le chef de l'Église. Pour le reste, peu de modifications interviennent dans les rites et toute cette sorte de choses. Mais ensuite ça se complique: l'Église d'Angleterre (Church of England) se constitue en deux fractions : la "haute" Église et la "basse" Église (High Church of England et Low Church of England), constituée sur des bases sociologiques différentes: la première regroupe les couches supérieures de la société, la seconde les couches inférieures.

2. La rage anticatholique des rebelles américains s'atténua quelque peu lorsque la France — catholique — s'allia avec eux contre l'Angleterre. Dès lors on ne parla plus de législation interdisant le catholicisme. L'article VI de la Constitution des États-Unis stipule depuis 1789 qu'aucune condition d'appartenance religieuse n'est requise pour avoir un emploi public. Soulignons que le soutien de Louis XVI à la révolution américaine ne fut pas motivée par un amour immodéré pour la démocratie mais pour emmerder les Anglais avec qui nous étions en guerre. Il reste que la contribution française fut décisive.

LE GUETTEUR
Tour d'horizon

Avec l'aide involontaire de Google des nouvelles, d'un peu partout. Il est difficile de donner des informations sous une forme ou une autre alors qu'à quelque distance tombent les bombes et courent dessous, enfants, femmes et hommes désemparés, pleurant, criant, mourant. C'est donc avec cette actualité qu'il faut commencer.

Ukraine. « *Nous souhaitons que la Pologne, la Lituanie, l'Ukraine, les Finlandais et les Lettons des États Baltes, ainsi que la région du Caucase, retrouvent une entière liberté et le droit de disposer d'eux-mêmes et de s'organiser selon leur volonté, sans aucune ingérence, directe ou indirecte, de notre part* » écrivait Bakounine dans *la Cause du peuple* en 1868. ***Courrier des Balkans***

Dijon. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, un réseau anarchiste d'entraide et de luttes s'est mis en place sur le terrain avec des soutiens à travers le monde. Face à la course au pouvoir et à la guerre entre États-nations, ce réseau offre une réponse émancipatrice queer-féministe et antiraciste. ***Dijoncter***

À Londres, des manifestants se revendiquant d'un groupe anarchiste ont occupé le balcon de l'hôtel particulier d'Oleg Deripaska, un oligarque russe proche de Vladimir Poutine, qui figure sur la liste de sanctions imposées par le gouvernement britannique. ***Vanity fair***

Makhno, reviens ! Il n'y a pas de « non-intervention » défendable dans un conflit comme celui d'Ukraine, aujourd'hui. Quand il y a un agresseur et un agressé, ne pas se tenir du côté de l'agressé, c'est se tenir du côté de l'agresseur. Si les Ukrainiens et les Russes sont frères comme la propagande officielle russe le serine, alors l'agression russe de l'Ukraine est fratricide. Pour Poutine, l'Ukraine n'existe pas. *Le courrier.* ***Suisse***

Livres

Dans *Le Désert de la critique,* qui vient de reparaître aux éditions de L'Échappée avec une nouvelle préface de l'auteur, le philosophe anarchiste Renaud Garcia s'attaque au courant de la déconstruction — par la gauche. La notion de déconstruction, à l'origine seulement liée à une technique originale de lecture des textes, devenait une forme d'impératif militant. ***Philosophie magazine.***

Avec le feu de Victor Barrucand (1864-1934) Remettant en cause la logique de subordination des gouvernés aux gouvernants, l'anarchisme - malgré sa violence terroriste et une certaine naïveté idéologique - fascine nombre d'intellectuels et artistes tel que Mallarmé (« *Le poème est comme une bombe* »). *Actualité Les univers du livre*

Arsène Crié* (1853-1895)** Journaliste, anarchiste et boulangiste. Dans ce livre, Yannick Lemarié retrace l'itinéraire de cet influent anarchiste lavallois, considéré par les journaux de son époque comme l'un des chefs des socialistes révolutionnaires avec Émile Gautier, Pierre Kropotkine et Élisée Reclus. ***Ouest France

Les Anarchistes dans la ville. Révolution et contre-révolution à Barcelone (1898-1937) Chris Ealham décrit minutieusement la stratégie d'action directe s'appuyant sur l'émergence d'une conscience de classe mise en place par le mouvement anarcho-syndicaliste impulsé par la Confédération nationale du travail (CNT). ***Monde diplomatique***

L'anarchiste qui s'appelait comme moi dresse le portrait à la fois réaliste et rêvé des utopies montantes du tournant du XX[e] siècle, dans l'esprit des grands romans populaires où l'amitié, la trahison, l'amour et la peur sont les rouages invisibles qui font tourner le monde. L'auteur Pablo Martín Sánchez a tapé son propre nom dans un moteur de recherche. Par le plus grand des hasards, il a découvert un homonyme au passé héroïque : un anarchiste, condamné à mort en 1924. ***Azinat. actualités en Ariège***

Et un podcast sur Arte ! *Anarchiste et fille de flic*, une vie entre deux feux Sacha est anarchiste et *« déteste la police »*. Ses amis militants ne savent pas que son propre père est justement policier : *« Fille de flic, c'est une insulte dans le milieu. »* Ce « défaut » lui donne pourtant un sacré avantage : puisque son père travaille à la Direction générale de la Sécurité intérieure, il la rancarde sur les nasses prévues lors des rassemblements ou les démantèlements de squats. ***Télérama***

Et un colloque ! *Perspectives anarchisantes dans les arts et sciences sociales : questions et débats sur l'imaginaire de « l'ingouvernabilité »* (20 et 21 octobre 2022 Paris). Selon le regretté anthropologue David Graeber une « approche anarchiste » n'existerait pas encore, ce qui le conduisait à s'interroger dans son livre sur les raisons d'une telle absence, à l'université et dans les sciences humaines et sociales. L'esprit anarchiste d'un Graeber repose [...] sur une façon — que l'on peut juger salutaire — de remettre en question les évidences les moins questionnées à propos des piliers de notre organisation sociale, et souvent à renverser les points de vue admis. ***Fabula.org***

L'homme ou le robot, il va falloir choisir.

Systèmes d'autoguidage des tracteurs de plus en plus précis, capteurs connectés, applications mobiles, drones en tous genres… Autant d'outils d' « aide à la décision ». Pour évaluer la vitesse de croissance des plantes, la maturité des animaux, mesurer les rations alimentaires, identifier les ravageurs, cibler les plages horaires des pulvérisations… Le gouvernement français l'assure : « La numérisation de l'agriculture, c'est l'avenir. Robots et applications la rendront plus économe en eau, en énergie, en pesticides, plus résistante au changement climatique ».

Fondée sur le numérique, la robotique et la génétique, c'est ainsi une nouvelle « révolution agricole » qui obtient le soutien exalté de (presque) tous les acteurs : les géants de l'agrochimie, les start-ups du secteur de l'AgriTech, l'Union européenne, la Banque mondiale, la FAO, l'OCDE… Entreprises privées et secteur public s'entendent comme larrons en foire pour assurer des milliards d'investissements.

Une demande des agriculteurs ?

Il semblerait qu'au Forum international de la robotique agricole, dans la banlieue toulousaine (voir article *Reporterre*), l'enthousiasme des exposants et des sponsors ne soit pas partagé par les premiers concernés, les agriculteurs, qui en étaient les grands absents. Pour au moins deux raisons. D'abord le coût des machines : si l'on excepte le robot de maraîchage à 30 000 euros, les prix s'élèvent entre 130 000 et 200 000 euros, auquel il faut ajouter un abonnement annuel pour la maintenance. Ensuite, le manque d'intérêt et une confiance très limitée dans les performances, avec beaucoup d'interrogations : fiabilité, comportement sur des terrains en pente, complexité technique des machines, paramétrage des logiciels, dépendance aux mises à jour… Si bien que même équipés, et malgré de nombreuses applications gratuites pour appâter la clientèle, une proportion importante d'agriculteurs n'utilise pas ces matériels. Mais alors qui a intérêt à faire rentrer le numérique dans les fermes ?

Le numérique au service de qui ?

Le meilleur argument pour s'opposer à la numérisation du monde, c'est de mettre en évidence que le discours dominant lui est outrageusement favorable. Or le discours dominant est le

L'homme ou le robot, il va falloir choisir.

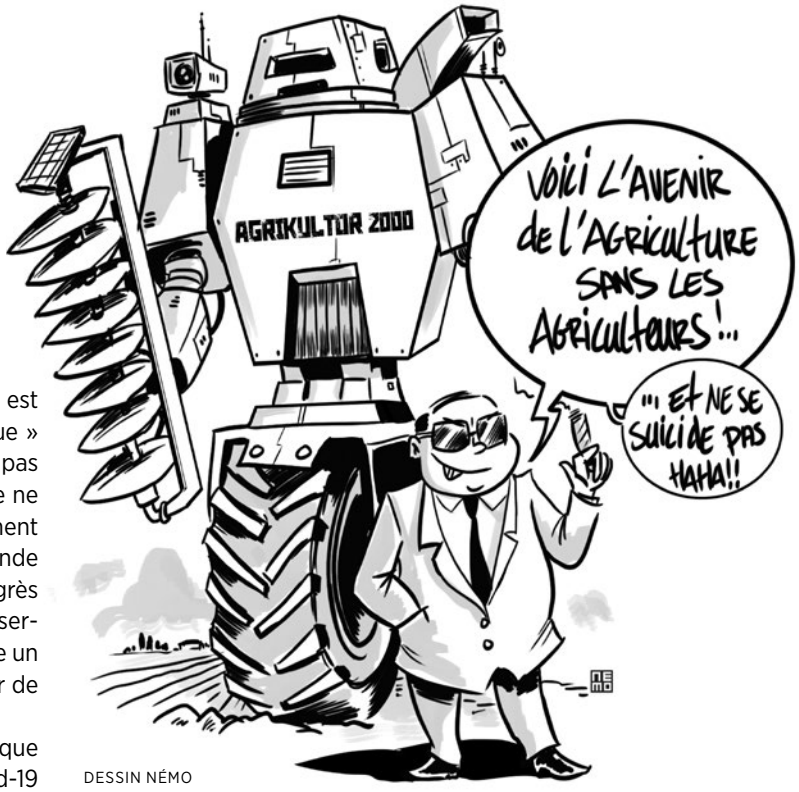
discours de la classe dominante dont la seule préoccupation est la défense de ses propres intérêts. La « révolution numérique » est un leurre dans la mesure où, non seulement elle ne peut pas donner naissance à un nouveau modèle de société, mais elle ne peut que renforcer celui qui l'a engendrée. On sait, notamment depuis Marcuse, Ellul ou Illich, que la numérisation du monde n'est qu'une étape supplémentaire dans la course au « progrès technique », que la technoscience n'a d'autre finalité que de servir le capitalisme, que l'homme s'obstine à croire qu'il contrôle un processus qui, en définitive, le submerge, l'aliène et fait peser de lourdes menaces sur les libertés fondamentales.

Il n'est pas indispensable d'être expert pour constater que le capitalisme numérique aura largement profité du Covid-19 pour accélérer sa mutation, que ce sont les entreprises du numérique qui profitent le plus de cette « crise », que le numérique gagne du terrain dans toutes les sphères de l'économie, que l'intelligence artificielle et la robotique sont les meilleurs moyens de baisser les coûts de production, que les professions les plus utiles socialement seront aussi les plus exposées aux prochaines « disruptions technologiques », que la numérisation renforce les inégalités sociales existantes puisque ce sont les classes « informées » qui en bénéficient, celles qui possèdent déjà davantage de ressources financières, sociales ou culturelles, qu'une faible compétence numérique comporte un risque plus élevé de chômage et une intégration plus difficile au marché du travail.

Pourquoi l'agriculture échapperait-elle à la règle ? La logique dominante reste celle du modèle productiviste, de la maximisation des rendements, de l'accumulation du capital, de la croissance économique, de la recherche d'économies d'échelle, de la concentration des structures et du contrôle accru des populations. Le système capitaliste ne peut envisager d'autre voie que la fuite en avant vers une agriculture *high tech* qui a déjà provoqué de nombreux dégâts écologiques et sociaux, comme il ne peut prétendre « réparer » la planète que par la géo-ingénierie ou limiter le naufrage anthropologique que par le transhumanisme.

Le sacrifice des paysans

Un peu partout sur la planète, les paysans ont constitué le socle des sociétés pendant des millénaires. Le processus d'industrialisation n'aura pas attendu la 5G pour « vampiriser » l'agriculture familiale et paysanne et l'adapter aux règles d'une rationalité unique. La mécanisation et la chimie avaient préparé le terrain pendant les Trente Glorieuses avec le « remodelage » de la France rurale, et même la révolution industrielle du XIXe siècle. Depuis plusieurs décennies déjà, les paysans obstinés à survivre ne trouvent plus de sens à leur travail. Contraints d'abandonner leurs dialectes, leurs patois, leurs manières d'être, taxés d'archaïques et d'obscurantistes, ils ont été relégués dans des campagnes folklorisées avec « battages à l'ancienne » et prolifération d'écomusées.



DESSIN NÉMO

L'économie de marché, la machinisation outrancière, la chimie et la génétique, les stratégies commerciales et les formulaires administratifs les ont éloignés de leurs terroirs, du temps long des rythmes naturels, de la dignité du travail bien fait, les condamnent à empoisonner la terre et les consommateurs en leur ôtant tout pouvoir de décision. 60 à 70 heures de labeur par semaine pour une tâche qui n'a plus pour finalité de nourrir l'homme mais d'engraisser les multinationales, avec la peur omniprésente du surendettement, de la faillite et du suicide (30 % de plus que les autres professions). La mécanisation avait largement réduit le contact avec la terre et déshumanisé la fonction nourricière, le temps passé derrière les écrans atrophie encore davantage les qualités qui ont défini la savoir-faire paysan, l'observation, l'intuition, l'intelligence sensorielle.

Outre qu'elle dénature complètement le métier d'agriculteur et marginalise son rôle, cette fuite en avant technologique, cette « surenchère capitalistique » accélèrent la logique de l'agrandissement, réduisent toujours plus le nombre d'agriculteurs et rendent sans cesse plus difficile la reprise des fermes par les jeunes. L'agriculture française a perdu 100 000 fermes ces dix dernières années, soit une sur cinq. L'agriculture est devenue une « industrie extractiviste » où les « exploitations » dépendent aussi étroitement de carburant, d'engrais, de pesticides, d'aliments pour animaux que des industries de collecte, de transformation et de distribution.

Le bilan apparaît encore plus lourd lorsqu'on y ajoute le déclin des solidarités et la montée de l'individualisme, les dégâts de la désertification rurale (disparition des artisans, des petits commerces et des services publics), ainsi que les atteintes aux différents milieux de vie, les rendements énergétiques négatifs ou la perte de qualité nutritive d'une alimentation frelatée. Un seul exemple : en dépit des effets d'annonce, non seulement les quantités de pesticides épandues n'ont pas diminué, mais les ventes ont augmenté de 22 % entre 2009 et 2018.

Des paysans qui résistent

Si le rêve du progrès technique s'est longtemps nourri de l'espoir de conjurer les aléas climatiques, les risques de pénuries ou

: KAWAMARU.

d'éliminer les tâches physiquement pénibles, aujourd'hui l'imaginaire de la puissance et la recherche du profit conduisent à la servitude. Mais pas sans réaction. Les luttes paysannes ne datent pas d'aujourd'hui. À l'image des luddites (ces ouvriers du textile briseurs de machines à tisser dans le nord de l'Angleterre), 500 batteuses ont été détruites en quelques mois dans plusieurs comtés ruraux lors d'émeutes en 1830. Des épisodes semblables se produiront au cours de l'histoire dans d'autres pays, témoignant du fait que beaucoup de paysans avaient compris que les machines servaient d'abord à mieux les contrôler, les discipliner et à économiser à leurs dépens.

Plus récemment, ces luttes ont intégré le fauchage de cultures OGM, la défense des semences paysannes ou le refus du puçage des animaux. Mais l'escalade technologique permanente, les machines conçues comme « engins de guerre agricole », la division industrielle et internationale du travail et l'hyperspécialisation, l'artificialisation continue du vivant accélèrent la dépossession des moyens de production et, parallèlement, le désir de reprise en main des conditions matérielles d'existence dans un contexte où le surcroît de technologie est toujours la seule réponse aux problèmes politiques.

L'Atelier paysan

« **Coopérative d'intérêt collectif à majorité paysanne** » œuvrant à un changement de modèle agricole et alimentaire radical, l'**Atelier paysan** notamment, fondé en 2009, « *accompagne la conception et le colportage des technologies paysannes, c'est-à-dire de low-tech (basse technologie) qui répondent à cinq critères : l'investissement de l'usager, individuellement ou en groupe, dans l'élaboration, le maintien et l'amélioration continue de l'outil ; les besoins réels de l'agriculteur comme point de départ ; la reproductibilité et la polyvalence à la ferme ; réfléchir et faire ensemble, s'éduquer mutuellement entre pairs ; mise en commun des outils et accès gratuit. Loin de l'éthique colibriste des petits gestes, il s'agit de promouvoir l'entraide et la résistance par les luttes collectives* ».

On peut lire dans leur Manifeste pour une autonomie paysanne et alimentaire *Reprendre la terre aux machines* (Seuil — Anthropocène) : « *La technologie n'est pas neutre : elle est une force de transformation du monde — du monde sensible et du monde social ; elle est porteuse de logiques de séparation et de domination, de pertes de savoir-faire et d'autonomie* ». « *L'outil qu'on ne peut pas entretenir et réparer soi-même, pour lequel on est dépendant d'une instance en situation de (quasi)monopole technique et qui nous fait payer cher ses services, cet outil nous asservit* ». La Mégamachine, ou le cauchemar permanent.

Jean-Pierre Tertrais

La photo d'ouverture de l'article est extraites- du livre *Dystopia, main basse sur l'agriculture*. 30 Photos d'Alexa Brunet — Textes de Patrick Herman. Éditions Le Bec en l'air. 2015

Ça fait douze fois que je me lave les mains et l'odeur ne part pas… Elle est sur mes mains, sur mes cheveux, sur mes vêtements…

L'odeur du sang, de la mort…

193… C'est dur…

193… C'est long…

193… Ça marque…

On est un peu des automates, ça discute et ça rigole pour évacuer…

193 cris, **193** battements d'ailes, **193** électrochocs, **193** saignées, **193** plumages, **193** découpes, **193** vidages, **193** nettoyages et **193** préparations.

Tout cela tient en quelques lignes et pourtant tire le cœur à jamais…

Une fois l'année et voici vingt familles nourries malgré leur maigre consommation de viande. (1 poulet par mois et encore…)

« *Je ne sais pas pourquoi tu me racontes ça moi je ne mange plus de viande, juste des œufs et du fromage.* »

Commençons par ne jamais oublier que la consommation de ces denrées entraîne indirectement la consommation de viande : veaux, agneaux, chevreaux pour le fromage et poules pour les œufs.

Ceci n'est absolument pas un laïus pro-végan mais un réquisitoire pour parler des camarades qui nous nourrissent en se crevant le cœur.

« *Après cette journée je me sens mal et pourtant je ne fais pas ça tous les jours.* »

« *Et le pire c'est la fin de journée où tu te retrouves seul·e… face à ton verre…* »

Je me sens mal et pourtant je refuse une alimentation synthétique régie par une industrie capitaliste qui serait à même de pallier à nos besoins. Je me sens mal et pourtant je refuse une alternative végétale importée (soja, algues…), encore produite par cette même industrie.

Réduire nos apports en protéines animales, bien sûr.

Il est évident qu'un modèle idéal n'existe pas mais diversifier au maximum nos ressources en y participant tous et toutes semble être une solution. Il nous faudrait revenir à une paysannerie collective, car ce genre de tuerie n'est le fait que de la surconsommation ou de la délégation à l'autre de la production de notre propre alimentation.

Retrouvons nous autour de notre alimentation pour la comprendre, la conscientiser, y participer sans déléguer systématiquement à autrui ce qui nous semble si loin. Je me sens mal parce que si souvent on accuse les copains et copines de tortionnaires alors qu'il·elle·s sont les premiers à en chier…

« *Putain, j'en peu plus, j'ai du sang plein les pompes…* »

Blandine (ouvrière agricole)
Groupe Gaston Couté

Le piège identitaire

***Le Monde libertaire* en ligne a publié le 17 janvier dernier des extraits d'un article de Daniel Bernabé, un auteur qui combine sa carrière d'écrivain avec ses publications journalistiques d'analyse politique et sociale dans des médias espagnols — un intellectuel critique, une espèce en voie de quasi-disparition.**

Les éditions L'Échappée viennent de publier en français un de ses ouvrages : *Le Piège identitaire*. C'est un ouvrage assez conséquent de 300 pages, dense. On pourrait dire que c'est un antidote à cette déferlante de politiquement correct qui s'est abattue sur nous, dans le débat public, et qui voit une multitude de personnes se présenter comme les porte-parole de groupes qui revendiquent leur droit à la « visibilité », à la « reconnaissance » de leurs spécificités.

Cependant, loin d'être un simple antidote, *Le Piège identitaire* est surtout un travail méticuleux d'analyse qui dévoile les mécanismes par lesquels le néolibéralisme a « déconstruit » — terme fort à la mode —, je préfère dire *combattu* toute tendance visant à appréhender la société comme un ensemble. Dans ce processus, la « gauche », invitée à prendre position, a choisi la plupart du temps de soutenir ce qui est présenté comme un combat contre les discriminations et pour la justice sociale, mais qui est en réalité toute autre chose. On n'a plus affaire à la lutte des classes telle que l'entendait le mouvement socialiste dans son sens large, mais à des combats dispersés, *à la carte,* si on peut dire. Chacun vient chercher dans ce que Bernabé appelle « le marché de la diversité » (chapitre 4) le combat qui convient le mieux à sa sensibilité ou à ses préoccupations personnelles. Et ceux qui n'approuvent pas cette approche sont accusés de faire le jeu de l'extrême droite.

« *Le marché de la diversité*, dit Bernabé, *ne dort jamais : il lui faut tout le temps de nouveaux quotas de spécificité, de la même manière que les prêtres mayas réclamaient régulièrement leur lot de victimes. Mais comme l'atomisation des identités suit une courbe exponentielle, il n'est plus possible de satisfaire les aspirations à la reconnaissance d'un groupe social en particulier sans en léser un autre.* » (p. 244-245)

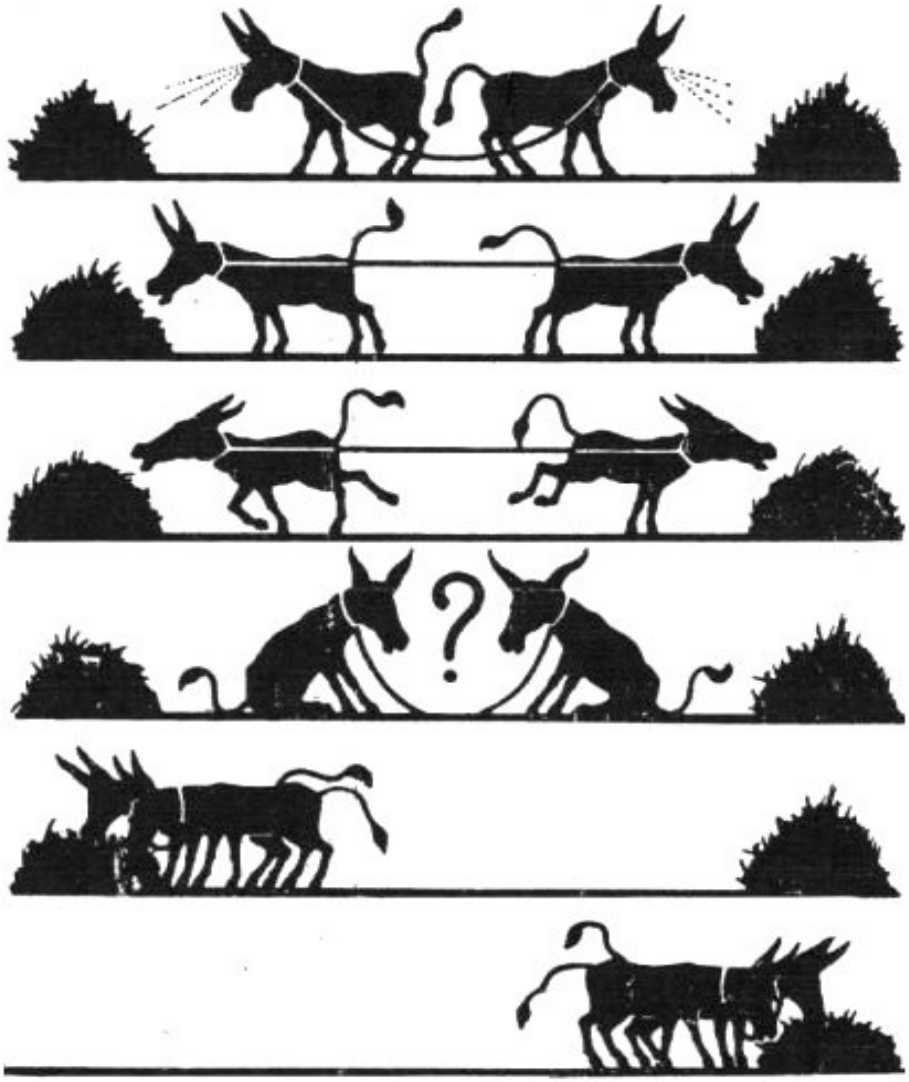
Dans l'excellent avant-propos de Patrick Marcolini, on peut ainsi lire : « *Toute une partie de la gauche et de l'extrême gauche s'affaire ainsi depuis des années à répandre les principes de l'écriture inclusive, à déconstruire les clichés qui pèsent sur les personnes LGBT, à soutenir l'organisation de groupes de parole non mixtes pour les "racisés", à veiller à ce que la "diversité" soit correctement représentée à la télévision, au cinéma, dans les séries ou les publicités — et ce ne sont que quelques exemples. Mais en consacrant ses efforts à agir sur les représentations, le langage, les imaginaires, ne risque-t-elle pas de délaisser un terrain plus concret, celui de l'économie et de la conquête d'une égalité matérielle pour tous ? Autrement dit, les questions sociétales ne sont-elles pas en train de remplacer la question sociale ?* »

Bernabé constate que l'obsession sur la question des identités finit par occulter des questions qui jusqu'alors étaient au centre de la lutte pour la justice sociale et l'égalité : les salaires. les conditions de travail, le logement ou tout simplement la survie dans monde capitaliste. Dorénavant, toutes ces questions sont abordées à partir de la grille de lecture du « genre », de la « race », etc. On n'a affaire qu'à un anticapitalisme de façade qui est en réalité un renoncement à toute tentative réelle de combattre le régime capitaliste : les politiques de l'identité se réduisent dans la pratique à s'interroger sur la manière dont le capitalisme a produit l'oppression sexiste, raciste, etc.

Reprenons encore l'avant-propos de Patrick Marcolini : « *En fait, l'originalité du propos de Bernabé est de montrer comment cette obsession pour l'identité va de l'extrême droite à l'extrême gauche de l'échiquier politique, et dépasse les questions de race ou de "genre", pour investir des domaines aussi variés que la religion, le handicap physique, les souffrances psychiques, le rapport aux animaux, l'alimentation, les loisirs, ou même les opinions philosophiques.* [...]. *La floraison actuelle d'identités, loin d'être le signe d'un mouvement généra l d'émancipation, l'opportunité de pouvoir enfin s'assumer comme on est et de choisir sa vie en toute liberté, traduit donc au contraire le renforcement d'une tutelle implacable : celle de l'économie sur nos vies.* »

À la dérive

Bernabé propose une généalogie des dérives identitaires que nous connaissons aujourd'hui, dans un sous-chapitre intitulé « *Le retour du capitalisme sauvage* » (p. 80 sq.). L'élection de Margaret Thatcher en 1979 et celle de Ronald Reagan en 1981 donnent en quelque sorte le « top dé-



COOPÉRATION

part » de la « réaction conservatrice des années 80 » (p. 86) visant à « démanteler l'État providence » — réaction dont les concepteurs et les metteurs en scène furent, dès les années 1950, des organismes qui inspireront des universitaires rassemblés autour de l'École de Chicago dont le projet était de « doter les conservateurs déboussolés, de nouvelles armes qui leur permettraient de reprendre le pouvoir, non pour gérer l'État providence, mais pour le détruire ». (p. 87.) Bernabé reprend avec justesse les analyses que Susan George avait développées dès les années 90.

Un autre intérêt du livre de Bernabé, peut-être le plus important, est l'analyse qu'il fait de l'apport des penseurs postmodernes à l'essor du néolibéralisme : Foucault, Derrida, Lyotard, Deleuze, dont l'éloge systématique de la différence et des minorités a fourni l'un des fondements du piège identitaire et justifié la création du « marché de la diversité ». Ainsi, « *l'identité de la classe ouvrière a été balayée par le concept totalisant de classe moyenne, et le vide qui en a résulté a été comblé par des myriades d'identités fragiles, changeantes, superficielles et sans lien réel avec la vie des individus. Au tournant des années 2000 le néolibéralisme n'avait pas seulement endormi les gens : il était devenu une sorte de rêve collectif.* » (p. 221)

Bernabé fait le constat que le concept de travailleur a été occulté par l'idéologie dominante mais qu'il reste malgré tout actuel : « *Pour beaucoup de gens*, dit Marcolini, *le discours communiste ou anarchiste sur l'exploitation et la lutte des classes a quelque chose de daté. L'esprit du temps a si bien fait son œuvre qu'il est devenu désuet et vaguement ridicule de parler de "classes laborieuses". Prononcer le mot "prolétaire" vous fait passer pour une sorte d'archéo-marxiste, et le nom de "travailleur" lui-même semble résonner étrangement à nos oreilles. En revanche, les notions de différence, de diversité, de tolérance, d'inclusivité, semblent beaucoup plus actuelles, en prise sur notre époque.* »

Retrouver la Sociale

A la fin de son livre, Bernabé nous appelle à « *Revenir à la question sociale* » (p. 276); il nous affirme que son livre n'est pas dirigé contre la diversité, contre ce qui fait de nous des êtres différents les uns des autres. Ce n'est pas un livre contre les groupes sociaux, les femmes, les minorités qui luttent pour leurs droits civils, pour leur représentation correcte dans la société, dans les institutions, les médias. Au contraire, c'est un livre qui tente de dévoiler « *comment les identités sont devenues des produits mis en concurrence sur un marché* ».

La gauche ne peut pas battre le néolibéralisme sur son propre terrain, avec ses propres règles, par des raccourcis linguistiques, des « *fantasmes techno-utopiques* » et des analyses de données. Nous en sommes là depuis le milieu des années 1990 et cela n'a servi qu'à vider les partis, les syndicats et les programmes politiques. Pour inverser cette situation, il n'y a pas de raccourcis, il n'y a pas de formules magiques, il n'y a pas de manière correcte de faire de la politique, d'être de gauche, qui nous garantisse un retour sur le bon chemin, celui où ce qui est aujourd'hui étranger est perçu comme le nôtre.

« *Si vous cherchez des réponses, vous les trouverez dans une glorieuse tradition de théoriciens, de militants, de révolutionnaires, de philosophes, de penseurs, d'écrivains, de musiciens, de peintres et de poètes — des hommes et des femmes et d'hommes, qui nous ont laissé un héritage, celui de la modernité, celui du XX^e siècle, que nous devons à présent reprendre, tout en réfléchissant aux erreurs qui nous ont menées dans la situation actuelle.* » (p. 295)

En effet, conclut Bernabé, « *le fond de de l'air est toujours rouge* ».

R. B.

DANIEL BERNABÉ
Le Piège identitaire
L'effacement de la question sociale
Éditions L'Échappée.
312 pages. 20 euros

LE TRAÎTRE MOT

Ceci n'est pas une crise, c'est une escroquerie

Les mots ne sont pas neutres. Choisir un mot plutôt qu'un autre n'est pas un choix innocent. En effet, les mots véhiculent une vision du monde et donc des rapports sociaux. Ils orientent nos pensées et nos comportements. Considérer la grève comme une « prise d'otages », c'est transformer un mouvement social en une action violente et illégale. C'est le connoter négativement afin de faire en sorte qu'il ne recueille pas l'adhésion de la population.

On a beau le savoir c'est difficile de se défaire d'habitudes et d'habitus qui sont martelés à longueur de journée. Mais accepter le dialogue avec les mots de l'adversaire, c'est déjà avoir un peu perdu…

En 1968 déjà, le philosophe Herbert Marcuse nous mettait en garde contre la disparition des mots et expressions permettant de penser négativement le système capitaliste. C'est-à-dire le critiquer et le définir en termes marqués comme ceux de « domination », « d'exploitation », voire « d'aliénation ». Qui d'entre vous, de moins de 30 ans, a déjà entendu ces mots ailleurs que dans Le Monde libertaire ? C'est la pensée duelle qui tend à disparaître au profit d'un consensus. Celui-ci se trouve désormais dans une série de « concepts opérationnels », des mots qui n'indiquent plus la même chose et où chacun entend ce qu'il y met. On appelle cela aussi « la langue de bois », de ce bois dont nous serions tous faits mais tellement raboté et vernis que jamais la moindre écharde ne viendra vous causer du mal. Pourquoi serait-on contre la bonne gouvernance ? Qui serait assez stupide pour ne pas vouloir le dialogue social ou l'entente entre partenaires sociaux ? Peut-on vraiment s'opposer à la modernisation, à la libéralisation, à la compétence, à l'égalité des chances ?

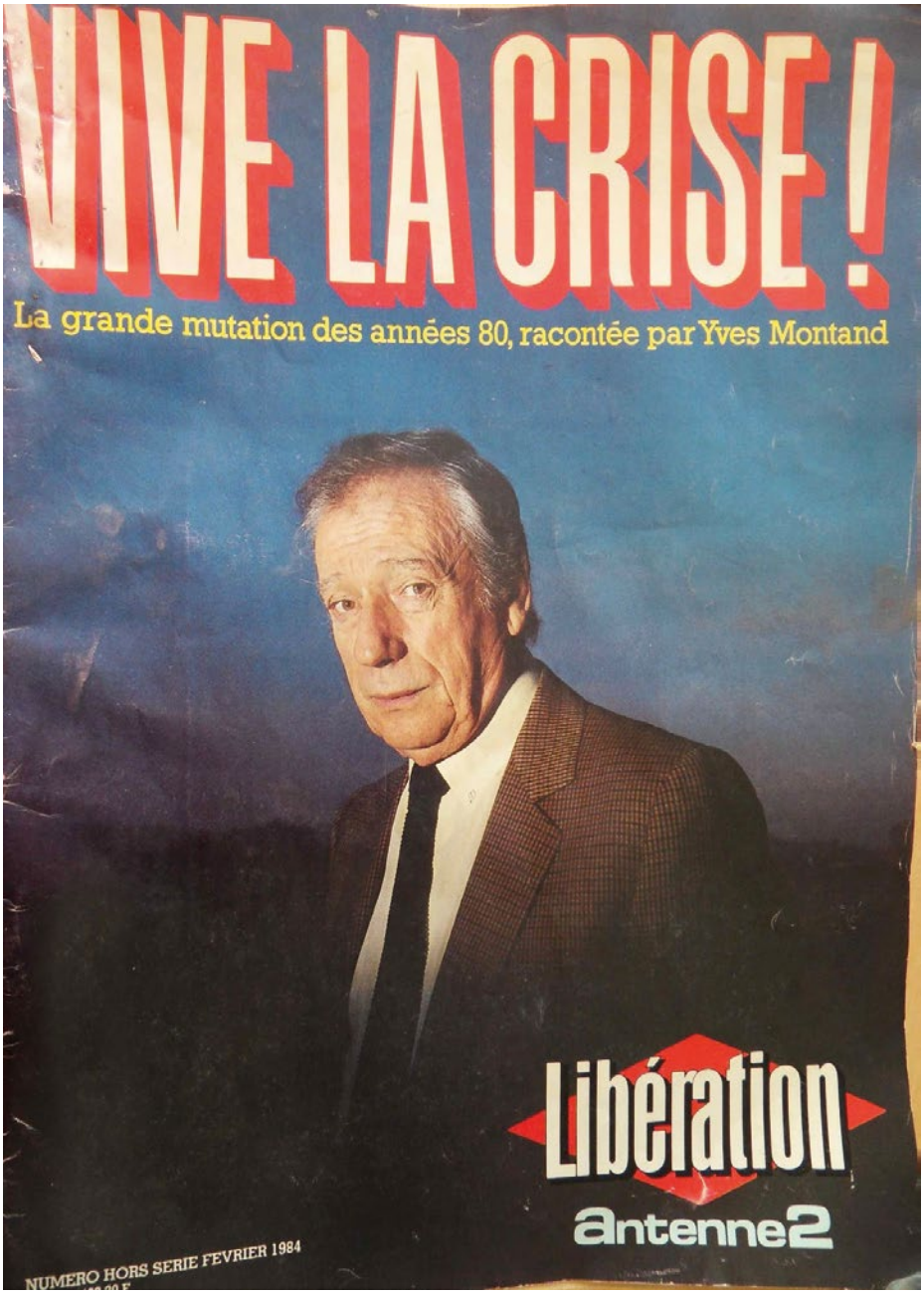
Dialogue de sourds

Le but est de lisser les conflits et les aspérités et faire admettre qu'il n'y a pas d'alternative, qu'il ne saurait y en avoir car nous serions tous prétendument dans le même camp. Davantage, il n'y a plus de places pour les concepts négatifs car les mots de la critique, le langage de la lutte n'existent plus ou sont tellement discrédités qu'ils ne portent plus : ils sont devenus inaudibles…

Ainsi, l'espace public se dénature et se vide de son agora et de son agone au profit d'une assemblée molle, sans tension où la seule divergence admise est de degré, plus jamais de nature…. Telle est devenue la nature sous le joug néolibéral : un ordre mondial dominé par les lois du commerce et de la compétitivité au sein duquel les entreprises et leurs dirigeants doivent être aidés et soutenus par tous les moyens car de leur réussite dépend le ruissellement qui fera l'abondance du restant du monde. Adieu lutte des classes, adieu négociation collective ! Le seul « travail du négatif » encore socialement admis est aussitôt mis au service de l'oligarchie. Il doit permettre de frapper les esprits ! C'est le sens même du concept de **crise** et voilà pourquoi, quelle que soit l'embellie de notre économie, nous n'en sortons pas depuis 50 ans !

La crise, entre résignation et critique

Même si nous subissons actuellement



plusieurs crises (sanitaire, climatique, politique, etc), son sens le plus répandu est économique. D'ailleurs, l'utilisation généralisée du mot crise pour désigner la crise financière et économique nous amène à réduire toute la réalité à sa dimension marchande. Si on y réfléchit, il est bien difficile de donner une définition précise et surtout de trouver un sens commun à toutes ces crises. Et c'est bien là le souci car l'utilisation ambiguë du mot nous empêche de poser clairement le problème et d'y apporter les solutions adéquates.

État d'urgence

Dès 1976, le philosophe Edgar Morin dénonçait l'usage abusif d'un terme qui n'était plus en rapport avec son sens premier. « Pour les Grecs, le mot crise « Krisis » signifie décision, le moment du diagnostic. Alors que le mot « crise » signifie aujourd'hui exactement le contraire : il traduit l'indécision, la difficulté de faire un diagnostic. C'est le moment où, en même temps qu'une perturbation, surgissent les incertitudes[1] ».

Renforcée par les médias, cette angoisse[2] induit un état de stupeur qui nous empêche de nous interroger sur le bien-fondé de la crise, la présente comme une évidence incontournable. Quand l'heure est grave, l'urgence commande et justifie des mesures exceptionnelles ! On n'a pas le choix : aux sacrifices succédera l'embellie ! Aujourd'hui, les politiques libérales s'appuient sur ces sentiments induits de fatalisme et d'impuissance.

C'est une escroquerie

Depuis les années 1970, cette urgence a imposé l'austérité. Elle n'a pas eu d'autres effets que de limiter les revenus des travailleurs et donc d'inscrire la crise économique dans la durée… Là où l'escroquerie est patente, c'est que les investissements promis n'ont pas eu lieu. Les détenteurs de capitaux ont favorisé la spéculation financière, amplifiant le transfert massif de la rémunération du travail vers les dividendes du capital. La crise, certes, mais pas pour tout le monde !

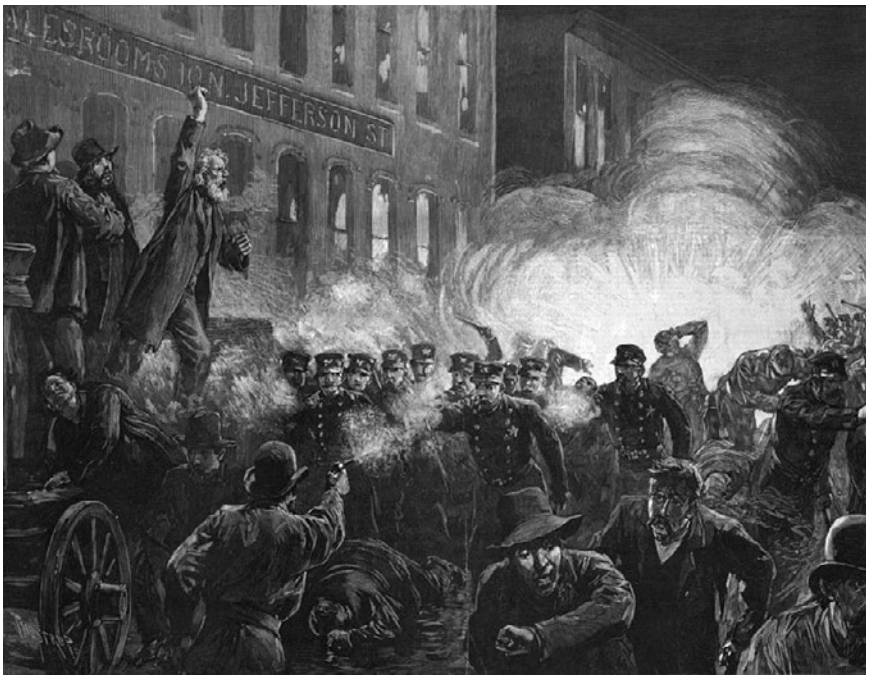
Ainsi, depuis 50 ans, le monde du travail a été culpabilisé et sommé de redoubler d'efforts et de productivité. Depuis 50 ans, l'exception est devenue la norme et l'urgence perpétuelle ; chaque sacrifice amenant à devoir en consentir de nouveaux.

Le temps ne peut plus être celui de la résignation ! « Le moment de la crise - le moment critique - est donc le moment de la critique. Toute crise augure une crise de sens[3] » ! » Retrouver du sens, c'est apprendre à réutiliser nos mots comme autant d'outils de lutte, de revendication et d'émancipation.

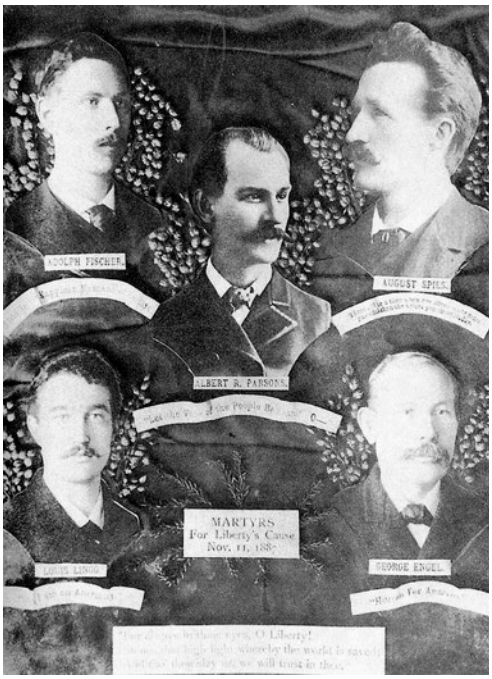
Orgoun Ferraille

1. Edgar Morin, *Pour une crisologie*, Communications, n°25, 1976, p. 149-163.
2. « Le système nous veut triste et il nous faut arriver à être joyeux pour lui résister. » dit le philosophe Gilles Deleuze.
3. Yannis Youlountas, Ce que cache le mot crise, **https://www·bastamag.net/Ce-que-cache-le-mot-crise**

Pourquoi nous battons le pavé le 1er Mai



GRAVURE DE 1886, IN *HARPER'S WEEKLY* REPRÉSENTANT LE DRAME DE HAYMARKET SQUARE



LES MARTYRS DE CHICAGO

Années 1880, États-Unis, c'est le temps des luttes ouvrières. Années 1880, outre Atlantique, les businessmen, souvent appelés à juste raison les barons voleurs (*robber barons*) sont en train de se bâtir des fortunes colossales dans l'industrie, les affaires et les finances sur le dos des cohortes de travailleurs. Des barons voleurs qui ignorent le Droit du travail et ne font aucun sentiment avec la vie des travailleurs.

Années 1880, les États-Unis traversent une période de crise économique sévère, les grèves se succèdent, impulsées notamment par des organisations ouvrières de plus en plus puissantes, comme les Chevaliers du travail ou la Fédération américaine du travail. Les migrants européens, Allemands notamment, sont légion parmi eux. Dans de nombreuses villes, des groupes anarchistes organisés sont engagés dans les luttes sociales en cours. Chicago - ville phare du mouvement ouvrier étasunien, où les journaux socialistes et révolutionnaires sont nombreux, les syndicats, puissants et actifs - ne fait pas exception à la règle.

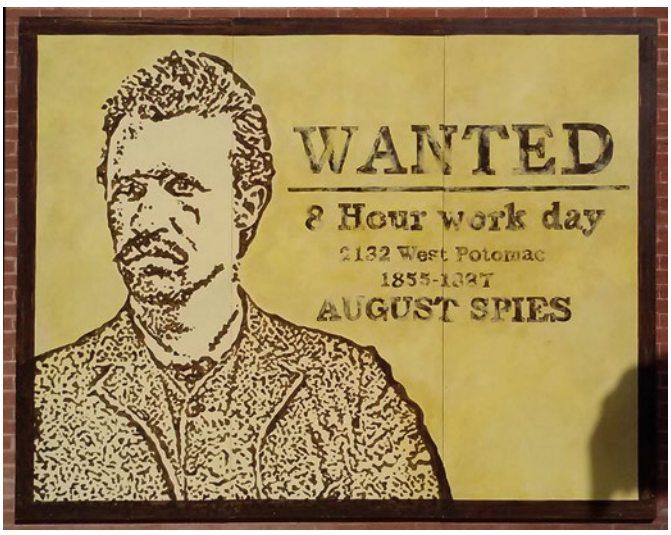
Année 1886, le mouvement ouvrier étasunien combat pour la journée de huit heures. Bien que luttant pour l'abolition définitive du salariat, les anarchistes se sont joints aux autres travailleurs. Les organisations ouvrières décident de faire du 1er mai 1886 la date à partir de laquelle la revendication des huit heures de travail quotidiennes doit entrer en application.

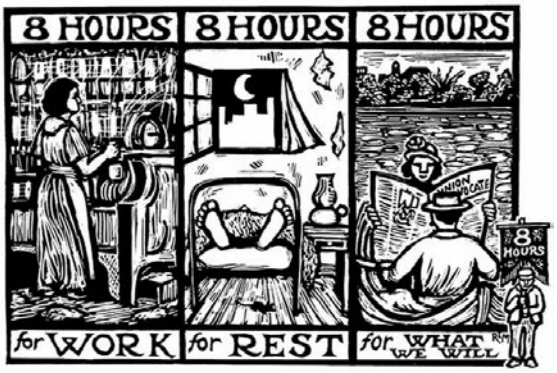
Comme arme, ils en appellent à la grève générale.

1er mai 1886. À Chicago, ils sont donc 80.000 à se croiser les bras. Touchés dans leur suffisance, les patrons mettent en route la machine à licencier. Parmi eux, les boss de l'entreprise MacCormick...

3 mai, rassemblement ouvrier devant l'usine de machines agricoles, histoire d'insulter patrons, alliés et ouvriers« jaunes » - « *scabs* » - non-grévistes venus remplacer les grévistes licenciés. August Spies - militant anarchiste très

AUGUST SPIES SUR UN MUR DE CHICAGO EN 2015 LCC AUTEUR STEPHEN BOISVERT





influent au point d'avoir organisé la marche des 80 000 ouvriers tout au long de *Michigan Avenue* deux jours plus tôt — est l'un des derniers à prendre la parole. La police et surtout les détectives de l'*agence Pinkerton* (tristement connue pour fournir provocateurs et tueurs à gage au patronat) font feu sur les manifestants, tuant deux d'entre eux et en blessant des dizaines. Spies file et rédige un appel à un rassemblement de protestation, à *Haymarket Square*, contre la violence policière. Beaucoup de travailleurs d'origine allemande parmi les victimes. Leur journal *Arbeiter Zeitung* lance l'appel suivant : **« Esclaves, debout ! La guerre de classes est commencée. Des ouvriers ont été fusillés hier devant l'établissement MacCormick. Leur sang crie vengeance. Le doute n'est plus possible. Les bêtes fauves qui nous gouvernent sont avides du sang des travailleurs, mais les travailleurs ne sont pas du bétail d'abattoir. A la terreur blanche, ils répondront par la terreur rouge. Mieux vaut mourir que de vivre dans la misère. Puisqu'on nous mitraille, répondons de manière que nos maîtres en gardent longtemps le souvenir. La situation nous fait un devoir de prendre les armes. »**

4 mai. *Haymarket Square*, devant 3 000 personnes, les intervenants se succèdent pour défendre les revendications ouvrières et dénoncer les violences policières.

À la fin d'un discours, les forces de police interviennent pour mettre fin au meeting. C'est alors qu'une bombe est lancée dans les rangs policiers. Aussitôt, c'est la panique et l'affrontement. Quand le calme revient sur *Haymarket Square*, on relève treize cadavres : six ouvriers et sept policiers.

5 mai. La presse, aux mains des industriels, se déchaîne contre les syndicalistes et principalement les anarchistes qu'elle rend responsables de l'attentat. Une rafle est effectuée dans les milieux révolutionnaires et débouche sur l'arrestation de 7 hommes. Des meneurs de grévistes et des rédacteurs de *l'Arbeiter Zeintung*. Un huitième homme, Albert Parsons, se livre à la police, persuadé qu'on ne pourra le condamner à quoi que ce soit puisqu'il est innocent, comme les autres. Seuls trois d'entre eux étaient présents au meeting dont deux à la tribune.

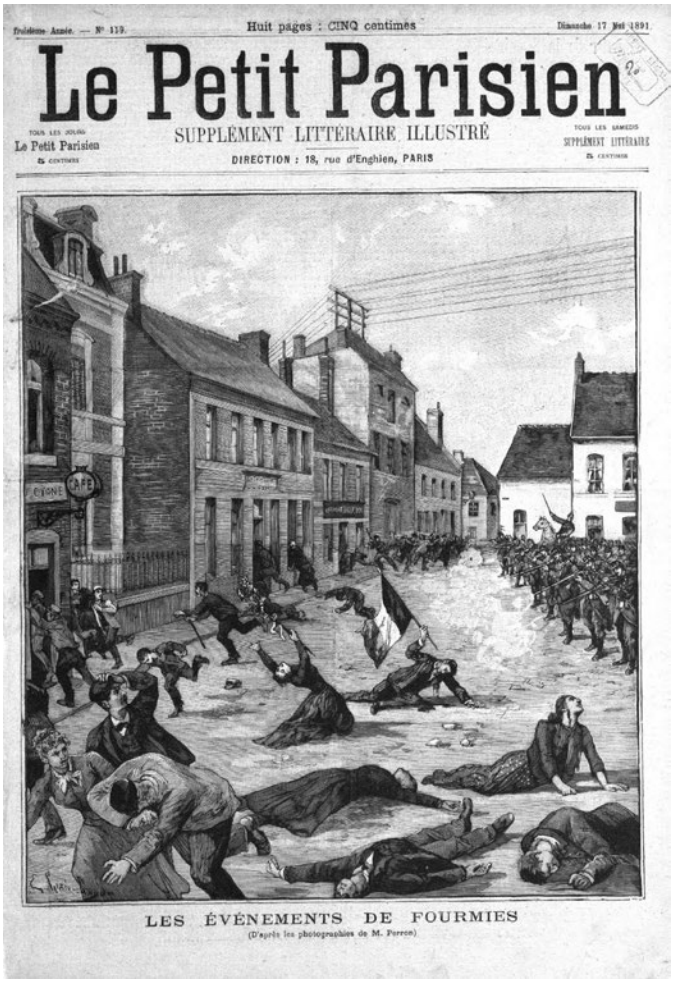
Mais tous sont anarchistes[1]...

Mois de juin 1886. Le procès. C'est un procès politique, évidemment truqué, le genre de procès forts utiles quand les « démocraties » se sentent menacées : juge et jurés appartiennent tous aux milieux bourgeois et réactionnaires de la ville. Le procureur, Julius Grinnel, déclare ainsi lors de ses instructions au jury : **« Il n'y a qu'un pas de la République à l'anarchie. Ces huit hommes ont été choisis parce qu'ils sont des meneurs. Ils ne sont pas plus coupables que les milliers de personnes qui les suivent. Messieurs du jury : condamnez ces hommes, faites d'eux un exemple, faites-les pendre et vous sauverez nos institutions et notre société. C'est vous qui déciderez si nous allons faire ce pas vers l'anarchie, ou non. »**

L'issue du procès ne fait donc aucun doute : un seul échappe à la peine de mort. Durant l'année qui suit, les campagnes internationales de solidarité se succèdent pour essayer d'arracher à la potence les sept anarchistes.

10 novembre 1887. Louis Lingg se suicide. Le même jour, le gouverneur confirme les peines de mort pour quatre des prisonniers : Adolf Fischer, George Engel et August Spies et Albert Parsons. Justice de classe, justice expéditive... Vingt-quatre heures plus tard, 11 novembre 1887, les quatre anarchistes condamnés sont pendus. Pas moins de 250 000 personnes accompagneront le cortège funéraire de ceux que l'on appelle dès lors « les martyrs de Chicago ».

LE 1ER MAI 1891 À FOURMIES, VOIR PAGE SUIVANTE


Huit pages : CINQ centimes

Le Petit Parisien

SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

DIRECTION : 18, rue d'Enghien, PARIS

LES ÉVÉNEMENTS DE FOURMIES

Pourquoi nous battons le pavé le 1er Mai

ARRESTATION D'UNE FEMME LE 1ER MAI 1907 PAR LA GENDARMERIE. LCC

1889, à Paris le congrès de l'Internationale socialiste décide de consacrer chaque 1er mai journée internationale de lutte des travailleurs.

1er Mai 1891. Première célébration française de cette Journée internationale des travailleurs. À Fourmies, cité industrielle du Nord, la troupe tire sur les grévistes pacifiques : neuf morts, dont huit manifestants de moins de 21 ans, parmi lesquels une jeune ouvrière qui restera comme un symbole, Marie Blondeau, le p'tit Émile qui n'avait que 11 ans. 35 manifestants seront blessés, l'un d'eux décédera le lendemain des suites de ses blessures.

Cette fusillade provoque une vive émotion dans la France entière. Elle est considérée aujourd'hui comme l'un des événements fondateurs du mouvement ouvrier.

1893. États-Unis, la révision du procès permet d'établir l'innocence des huit inculpés ainsi que la machination policière et judiciaire mise en place pour criminaliser et casser le mouvement anarchiste et, plus largement, le mouvement ouvrier naissant.

Depuis, les politiciens de tous bords, conscients du caractère subversif du 1er Mai, se sont échinés à détourner de sa signification ouvrière et révolutionnaire la journée du 1er Mai.

Des bolcheviks aux pétainistes, le 1er Mai ne doit plus être un symbole de lutte et d'émancipation, mais la fête des travailleurs et la glorification du travail, de la productivité et de la paix sociale !

1920. La Russie bolchevique décide que le 1er mai sera chômé et deviendra la fête du travail (la propagande stalinienne glorifiera ensuite la productivité en inventant le stakhanovisme).

1933. C'est par les urnes en Allemagne qu'Hitler arrive au pouvoir aux élections législatives de mars. Aussitôt, il institue le 1er mai comme jour chômé célébrant la fête du travail. Les manifestations du 1er Mai sont interdites, les syndicats sont dissous et déclarés illégaux le lendemain…

1941. En France, pendant l'occupation allemande, le 1er mai est officiellement désigné par René Belin, ministre du Travail de Pétain, comme la fête du travail et de la concorde sociale et devient chômé. Et c'est encore sous Pétain qu'apparaît le fameux brin de muguet si cher à certains militants devenus vendeurs… Le muguet blanc comme le lys monarchiste ou la sainteté… Le muguet venu remplacer les églantines rouges (symbole révolutionnaire depuis la première commune de 1793 et repris comme symbole des luttes ouvrières) ou l'aubépine (en hommage à la jeune ouvrière Maria Blondeau tuée un bouquet de ces fleurs à la main le 1er mai 1891 à Fourmies).

1947. le 1er Mai est inscrit dans le Code du travail comme journée fériée, chômée et payée, le gouvernement reprend et officialise l'année suivante la dénomination vichyste de « fête du travail ».

Nestor Makhno l'écrivait dans le journal *Diélo Trouda*,[2] n°36, 1928 : **« Il y a plus de quarante ans les travailleurs américains de Chicago et des environs se rassemblaient le Premier Mai. Ils écoutèrent là des discours de nombreux orateurs socialistes, et plus particulièrement ceux des orateurs anarchistes, car ils assimilaient parfaitement les idées libertaires et se mettaient franchement du côté des anarchistes. Les travailleurs américains tentèrent ce jour-là, en s'organisant, d'exprimer leur protestation contre l'infâme ordre de l'État et du Capital des possédants. C'est sur cela qu'interviennent les libertaires américains Spiess, Parsons et d'autres.**

C'est alors que ce meeting fut interrompu par des provocations de mercenaires du Capital et s'acheva par le massacre de travailleurs désarmés, suivi de l'arrestation et de l'assassinat de Spiess, Parsons et d'autres camarades.Les travailleurs de Chicago et des environs ne se rassemblaient pas pour fêter la journée du premier Mai. Ils s'étaient rassemblés pour résoudre en commun les problèmes de leur vie et de leurs luttes. »

Non, le 1er Mai n'est pas une journée de fête. Le 1er Mai est une journée inscrite dans l'histoire du mouvement ouvrier avec le sang d'ouvriers, de militants syndicalistes, anarchistes. Elle appartient à celles et à ceux qui se battent pour leur émancipation et qui ne sont pas là pour célébrer le salariat, l'exploitation et la souffrance au travail.

Bernard
Groupe d'Aubenas

LE PREMIER MAI SOUS PÉTAIN

1. Auguste Spies, né à Hesse (Allemagne) en 1855 administrateur de l'*Arbeiter Zeitung;* Samuel Fielden, sujet anglais né en 1846, le dernier orateur avant la bombe ; Oscar Neebe né à Philadelphie en 1846, ouvrier étameur ; Michel Schwab né à Mannheim (Allemagne), en 1853, travaille à *l'Arbeiter Zeitung* ; Louis Lingg, né en Allemagne, en 1864, il parviendra à confectionner une bombe en prison et se suicida la veille de son exécution ; Adolphe Fischer, né en Allemagne en 1856, travaille à *l'Arbeiter Zeitung* ; Georges Engel, né en Allemagne en 1835, marchand de tabac ; Albert Parsons, Américain, né en 1847, édita *The Alarm*, la version anglaise de *l'Arbeiter Zeitung*.

2. *Dielo Trouda*, en français *Cause ouvrière* : journal fondé en 1925 par des anarchistes russes et ukrainiens réfugiés à Paris. C'est dans ce journal que fut publiée en 1926 la « plate-forme organisationnelle de l'union générale des anarchistes »

Anarchisme, antimilitarisme, le choix des armes

Nous, les anarchistes, comme les autres, avions cru que la guerre près de chez nous était du passé. Nous avons cru, et moi le premier, que le rouleau compresseur du capitalisme, l'accès potentiellement de tous à une consommation effrénée rendrait obsolète une guerre traditionnelle. Et nous avions tort.

Le récit anarchiste est plein de bruits et de fureurs. De la Commune de Paris et la Semaine sanglante à la colonne Durruti, en passant par la Makhnovtchina et la Révolution mexicaine. Nous savons tous comment cela s'est fini. Et pourtant nous n'osons pas imaginer une autre façon de faire. Il n'y a de vraie révolution que les armes à la main ! La guerre russo-ukrainienne est peut-être l'occasion de réfléchir à cela.

L'antimilitarisme anarchiste

Comment ne serait-on pas contre l'armée quand on professe *Ni dieu ni maître* ! L'armée est effectivement un outil de domination et d'aliénation. C'est toute une conception de la société qui est contenue dans l'essence même de son fonctionnement. Mais l'armée au cours des années a changé, s'est modifiée, s'est transformée. Elle a suivi l'évolution technique. Hiroshima est le pivot de cette conversion. Il y a avant et depuis. Les guerres coloniales qui ont suivi ont épuisé l'idée de la conscription obligatoire. Cette dernière a une odeur d'ancien régime. La technologisation continue de l'armement implique un nouveau type de soldat. Le conscrit, présent sous les drapeaux pour quelques mois ou années, n'est plus adapté à ces nouvelles armes. Il faut des professionnels. Peu de soldats mais une efficacité accrue, poussée au maximum. Bien ou mieux payés, ces derniers sont aussi plus fiables pour les pouvoirs. Le risque de les voir se rebeller est de plus en plus mince.

Dans ce contexte l'antimilitarisme traditionnel, le refus de servir sous quelque forme que ce soit tend à disparaître. Cette idée, faute de pratique, ne survit que sous la forme de slogan. Certes, nous sommes antimilitaristes mais comment ? C'est là qu'apparaît l'idée de milices. Présentes de fait en Ukraine avec Makhno, elles ont pris corps, elles se sont instituées en Espagne, pendant la révolution. Devant la nécessité de faire front à l'insurrection nationaliste, tant carliste que franquiste, les anarcho-syndicalistes se sont spontanément organisés en groupes de défense. Ils se sont armés et sont partis au front. La différence essentielle entre ces milices et une armée traditionnelle résidait dans le mode de prise de décision, celle-ci étant collective. Peut-on dire ainsi, qu'il s'agissait d'une armée autogérée ? Je le pense. Que l'on soit dans une milice ou dans une armée classique, le rapport aux armes est identique ; en dernière alternative il faut tuer celui qui est en face. Prendre les armes, c'est faire le pari qu'en face l'arme des oppresseurs ne sera pas plus grosse que la sienne, c'est faire le pari que l'on tuera un max de gens avant d'être tué soi-même et qu'à la fin quand notre camp aura gagné on n'aura plus besoin des armes.

Le poids des armes

En 1938, Voline écrivait (*Terre Libre, n° 53)* à propos de l'armement des milices espagnoles : « *Je suis partisan d'une troupe de choc peu nombreuse, minutieusement sélectionnée et équipée, et jusqu'à un certain point motorisée (autos blindées tous terrains, liaison par radio, avions pour missions spéciales)* [...], *pourvue d'armes automatiques portatives à petit calibre pour le tir rapproché par surprise et de bons fusils à lunette pour le grignotement à distance.* » Je crois que, d'une certaine façon, nous, les « révolutionnaires », en sommes encore là, à un moment où, la guerre d'Ukraine l'a bien illustré, il suffit d'un missile tiré à des milliers de kilomètres de distance pour faire partir en fumée un tel équipement. Un autre oubli parmi les tenants du recours aux armes est patent. Qui fabrique ces armes et à quel coût ? Ce n'est pas gratuit, ni financièrement, ni en exploitation des ouvriers. Il faut pour les acheter de l'argent. Il ne suffit plus de dévaliser quelques pharmacies, épiceries ou commissariats pour s'en procurer. Il faut emprunter, soit aux capitalistes, soit aux truands de tout bord et, après, il faut rembourser, soit politiquement, soit économiquement, soit bien sûr les deux ! Prendre les armes n'est paradoxalement pas très antimilitariste ! C'est dans cette impasse-là que nous sommes. Ce qui est alors surprenant ce sont les réactions virulentes causées par la simple évocation d'une autre possibilité d'antimilitarisme.

« Comme le mot l'indique, l'antimilitarisme a pour objet de disqualifier le militarisme, d'en dénoncer les redoutables et douloureuses conséquences, de combattre l'esprit belliciste et de caserne, de flétrir et de déshonorer la guerre, d'abolir le régime des armées. »

Encyclopédie anarchiste
de Sébastien Faure

« Les anarchistes n'ont rien contre les armes, ils n'ont rien contre le concept de défense face à l'oppression.
Mais par contre, ils en ont beaucoup contre un certain usage des armes, voulu ou commandé par l'État, organisé par les structures répressives. Ils ont beaucoup à dire contre un usage militaire des armes. »

L'anarchisme entre théorieet pratique,
Alfredo M. Bonanno

BLANSKY. LE LANCEUR DE FLEURS. SUR UN MUR DE JÉRUSALEM. 2005

La désobéissance civile ?

Les compagnons russes du Kras (anarcho-syndicalistes russes), dans une interview très intéressante, publiée sur plusieurs sites français, évoquent trois possibilités d'engagement pris par les anarchistes ukrainiens. Pour eux, il y a deux nationalismes en conflit et « *il n'appartient pas aux anarchistes de choisir le "moindre mal" entre les deux* ». Il existerait donc en Ukraine trois positions prises par les compagnons libertaires : le soutien à l'État nationaliste ukrainien, le renforcement de la soi-disant "autodéfense territoriale" et enfin "l'assistance à la population civile et aux victimes des bombardements de l'armée russe". Les compagnons de Longo Maï, présents là-bas depuis longtemps se posent aussi cette question, selon leurs lettres postées sur Radio Zinzine : « *Que veut dire pacifisme dans notre situation ? Pourquoi un très grand nombre de nos ami·es anarchistes ont rejoint l'armée et les unités de défense territoriale ?* »

Ce qui est remarquable ici, mais peut-être est-ce seulement une question d'information, c'est que l'incitation ou la participation à des actions de désobéissance civile n'est pas mentionnée. Ce mode d'action semble poser beaucoup de problèmes aux anarchistes. Je ne sais pas pourquoi. Il semble bien qu'une révolution qui utiliserait ce genre de moyen ne serait pas une Vraie Révolution. La révolution syrienne, dont Omar Aziz, anarchiste déclaré, avait dit avant d'être assassiné : « *Nous ne sommes pas moins que les travailleurs de la Commune de Paris : ils ont résisté pendant 70 jours et nous, nous continuons encore après un an et demi* », n'a jamais été reconnue comme telle alors que le Rojavah, kalachnikov au poing, a rassemblé tous les suffrages. Il en est de même pour la révolution soudanaise qui s'est refusé à prendre les armes contre la clique de généraux criminels qui se maintient au pouvoir appuyée sur les milices qui semèrent la terreur au Darfour. Deux femmes, deux Américaines, Erica Chenoweth et Maria Stephan, peu convaincues de l'efficacité de ce genre de méthodes, ont rassemblé toutes les données possibles à ce sujet. Partant d'une base mondiale de données en sciences sociales et politiques, et après une étude rigoureuse, chiffrée et « multivariée » des faits, le livre d'Erica *Pouvoir de la non-violence,* (sous-titré *Pourquoi la résistance civile marche)* revient sur la question. Il s'agit d'une recherche des plus nuancées qui compare en efficacité 323 campagnes de résistance violentes et/ou non-violentes couvrant une période de 1900 à 2006. De nombreux graphiques et tableaux complètent le texte, de même qu'un « appendice » sur la Toile : les deux chercheuses américaines concluent leur travail en énonçant que « *les mouvements principalement non-violents ont atteint deux fois plus souvent leurs objectifs que les mouvements violents* », et que, depuis 1900, « *une campagne non-violente sur quatre s'est conclue par un échec complet* ». Il est possible de se demander pourquoi ce que l'on peut désigner comme action directe non-violente suscite une telle vague de récrimination parmi nous.

L'action armée n'est du ressort que de quelques-uns, jeunes, mecs la plupart du temps. La désobéissance civile peut être pratiquée par tous, quels que soient le sexe, l'âge, la race, le genre, l'orientation sexuelle, que sais-je ? Au fond, ce n'est que le passage de la lutte sociale à la lutte politique, l'ennemi étant momentanément différent. Aujourd'hui en Ukraine il y a un grand nombre d'actions de ce type. Au Belarus, il y a des sabotages de voies ferrées pour ralentir l'arrivée des renforts en matériel et nourriture.

Peut-on simplement imaginer un pays d'où les industries d'armement seraient absentes ? Un pays où la désobéissance civile ferait l'objet d'enseignement à l'école. Un pays qui n'aurait pas besoin de héros morts au combat. Un pays anarchiste pour tout dire ! Un pays qui ne serait pourtant pas à l'abri d'envie de conquête mais dont le conquérant potentiel saurait qu'il ne pourrait rien en faire.

Nous connaissons aujourd'hui les vainqueurs de cette guerre ignoble en Ukraine, ce sont ensemble les fabricants d'armes et les cimentiers. Pourquoi pas ?

Pierre Sommermeyer
individuel

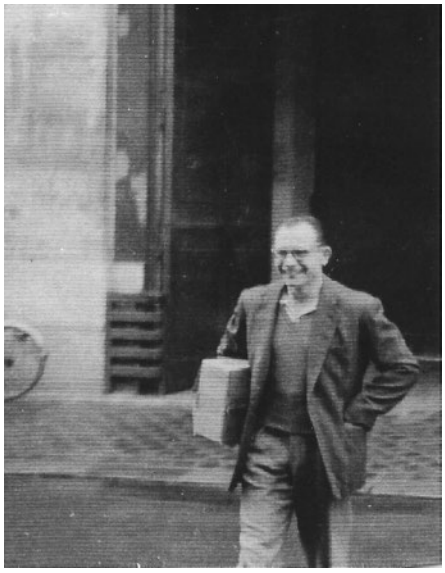
“Moi je ne suis pas français, je suis ouvrier.”

Je me souviens d’une réunion à Toulouse, ce devait être avant l’an 2000. Nous n’étions pas très nombreux, une trentaine peut-être. Georges Fontenis était venu présenter son livre : *L’autre communisme*. Il répondait aux questions, racontait l’histoire de la FCL, et comment cette organisation avait disparu sous les coups de la répression policière et judiciaire pour avoir, dès 1954, soutenu activement l’indépendance algérienne. Georges Fontenis demanda alors le témoignage d’un de ses vieux copains, venu tout exprès du Larzac : Pierre Morain. Et celui-ci raconta la manifestation du 1er Mai 1955 à Lille. Comment, jeune militant, il avait, avec d’autres, rejoint le cortège des ouvriers algériens, dès le départ de la manifestation syndicale et comment les flics avaient chargé, puis tiré, dès l’apparition du drapeau vert et blanc. Lors de son procès il répondit au Procureur ou au Président du Tribunal qui lui demandait ce qu’il faisait, lui, Français, dans cette manifestation : « Moi je ne suis pas français, je suis ouvrier ». Cette phrase je m’en souviens encore, je l’ai citée depuis le plus souvent possible. Mais ce dont je me souviens aussi c’est de Georges Fontenis, la main sur l’épaule de « son vieux camarade » se mettant à pleurer en rappelant ensuite les mois de prison, les amendes énormes, le journal *Le Libertaire* constamment saisi, puis la clandestinité et la disparition de la FCL. Oh, je sais… Cette histoire est incroyable parce que cette résistance là au colonialisme français a été depuis totalement gommée.

Le 1er Mai 1955 à Lille

Le Mouvement National Algérien (MNA) de Messali Hadj appela ses militants à défiler, comme chaque année, auprès des organisations syndicales, mais sous ses propres couleurs. La différence c’est que depuis la Toussaint 54 et le déclenchement de la guerre d’indépendance en Algérie, les conditions avaient bien changé. Les nationalistes algériens du MNA se trouvaient en quelque sorte en guerre en métropole et d’autre part en opposition avec le mouvement communiste.

Dès 8h30, 1200 Algériens, venus de tout le bassin minier, se retrouvèrent rue Gambetta, devant la Bourse du Travail. À 10h15 ils laissèrent passer le cortège de la CGT, emmené par plusieurs fanfares, puis à 10h30, ils se placèrent sur la



chaussée en arborant le drapeau vert et blanc, des pancartes et des banderoles.

Le commissaire de police intima l’ordre de retirer les symboles du nationalisme ce à quoi le responsable du MNA répondit *« que leur présence et leur manifestation n’avaient rien de commun avec celle de la C.G.T. Que leur projet était de réclamer la libération de Messali Hadj ».* Les flics bloquèrent alors les Algériens à l’intersection de la rue Gambetta et du Boulevard Solférino et voulurent enlever banderoles et pancartes ce qui entraîna des affrontements très violents pendant plusieurs heures dans tout le quartier situé entre la préfecture et le théâtre Sébastopol.

« Nous, on s’est dispersé en plusieurs groupes dans les autres rues. Il y avait des voitures des deux côtés de la rue. On a commencé à frapper avec n’importe quoi, surtout des briques. Il y avait des tas de briques juste au bord de la rue, à côté d’une église. C’est là que ça a commencé. Il y avait même un camion plein de bouteilles de lait, des bouteilles de verre. On l’a arrêté, le chauffeur est parti. Toutes les bouteilles de lait sont parties sur les forces de l’ordre. Des fois, ils viennent, on charge. Des fois, on les fait reculer jusqu’à la place. J’ai vu des C.R.S blessés, tombés à côté des trottoirs… C’était le mois de carême à ce moment-là, et on est même resté jusqu’à une heure de l’après-midi. La place de la préfecture était encerclée par les policiers et nous on les encerclait de chaque côté avec des bâtons, des cailloux et des briques. Eux, ils tiraient. Ils ont tiré sur nous. On a eu sept blessés, un qui est resté sur le tas, blessé à la cuisse, il n’a pas pu s’enfuir. Les autres, on les a mis dans les voitures ».

Le quotidien communiste *Liberté : « Alors que la tête du cortège se trouve à l’extrémité de la place de la République, au moment où un important groupe de Nord-Africains, qui attendait rue Gambetta, veut se joindre à la manifestation comme cela se fait chaque année, la police intervient. C’est le déclenchement de la brutalité policière. Les Nord-Africains sont personnellement visés… Des Algériens qui s’étaient réfugiés dans des cafés de la rue Gambetta sont jetés dehors par la police et acculés contre les vitrines et sont matraqués violemment. Les C.R.S. viennent en renfort. Quelques bombes lacrymogènes sont lancées, des vitrines volent en éclats, les Nord-Africains ne savent pas où s’échapper, poursuivis par*

En contact avec les militants du P.P.A-M.T.L.D. et les anarchistes, Albert Camus est le seul intellectuel de renom à intervenir en faveur de Pierre Morain.

La princesse et le couvreur

« PS : Pour en rester aux vulgarités, je signale qu'un jeune militant, Pierre Morain, a été placé sous les verrous pour avoir manifesté un mauvais esprit en matière de politique algérienne. La protestation jusqu'à présent a été limitée à d'étroits secteurs de l'opinion. Morain ayant le double tort d'être ouvrier et libertaire. A l'usage de ceux qui voudraient quand même lui marquer leur solidarité de principe, sinon de doctrine, je donne l'adresse du comité qui le défend : 146, quai de Valmy ».

L'Express, 6 novembre 1955.

les CRS. Bientôt ils ripostent à coups de cailloux… »

Ces événements n'ont pas été le fait de la seule région lilloise mais eurent lieu dans la plupart des villes industrielles de la région. La violence du 1er Mai y était un peu régulière depuis les années 30, les grèves qualifiées d'insurrectionnelles de 1947 étaient encore fraîches dans les mémoires, avec des rapports sociaux très violents, mais aussi en raison du climat très tendu entre les flics et les Algériens. Mais l'isolement des nationalistes algériens et le divorce avec la gauche ouvrière métropolitaine était évident.

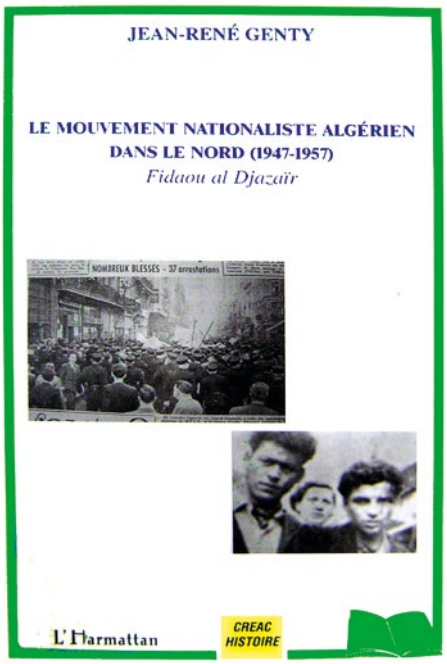
A Paris le 1er Mai 55 avait aussi été très difficile. Des milliers d'Algériens y défilèrent sous leur propres drapeaux et slogans en réclamant la libération de Messali et de Moulay Merbah. Au rassemblement de Vincennes qui suivait le défilé les dirigeants de la CGT leur refusant le micro ils quittèrent en masse le meeting. C'était une pratique courante du MNA devant l'attitude ambiguë de la CGT qui ne refusait pas les adhésions en masse des migrants algériens mais refusait de leur laisser la parole. Les relations entre organisations se dégradèrent rapidement. Par exemple à Lille le quotidien communiste *Liberté* donna une version de l'émeute qui gommait toute césure entre manifestants. Une délégation du PCF, de la CGT et du Secours Populaire protesta contre les « violences policières ». Il fallait tenir compte de l'apport appréciable des effectifs encartés d'ouvriers algériens mais sans se couper des métropolitains en prenant en compte les mots d'ordre nationalistes. Le PCF mettait l'accent sur la lutte contre la guerre et, à partir de 1956, il se mobilisa contre le rappel des réservistes appelés en Algérie.

La répression du mouvement.

Les premiers procès eurent lieu en correctionnelle dans la seconde moitié du mois de mai. Mais dès juillet la presse annonça l'arrestation d'un militant communiste-libertaire : Pierre Morain et le démantèlement d'un groupe anarchiste.

Depuis juin 1952 la Fédération Anarchiste, avait été prise en main par un groupe clandestin l'Organisation-Pensée-Bataille, dirigé par Georges Fontenis. En 1953 elle prit le nom de Fédération Communiste Libertaire. Cette organisation très activiste s'engagea aux cotés des nationalistes algériens. C'est la FCL qui envoya à Roubaix, à la mi-avril 1955, un jeune terrassier originaire de la région parisienne, Pierre Morain, en accord avec la direction du MNA. Militant CGT il devait faciliter les contacts entre nationalistes algériens et syndicalistes français. *« Dans l'entreprise de Roubaix, où je travaillais à partir du 21 avril, je n'ai pas entendu parler de section syndicale. J'étais sur un petit chantier avec surtout des travailleurs algériens. Du côté français pour créer le comité de soutien, je suis parti de zéro et les événements se précipitant, je suis resté au même plan. J'avais bien deux adresses d'abonnés au* Libertaire *sur la région, mais ce n'était pas des militants ».* Sous prétexte d'internationalisme, on renvoyait dos à dos nationalisme algérien et nationalisme français sans prendre parti. »

Pierre Morain vendait donc *le Libertaire* dans les cafés algériens où ce journal était bien accueilli car il donnait beaucoup de place au combat national et aux communications de Messali. Il était donc dans le défilé du 1er Mai et il fut un des rares métropolitains à faire le coup de poing avec les Algériens. Il rédigea ensuite un tract signé du Mouvement de Libération Anticolonialiste (M.L.A.) dont il était militant. Le MLA regroupant à Paris des anarchistes, des trotskistes et des militants appartenant à la mouvance qui deviendra plus tard la « Nouvelle Gauche ». C'est une patrouille de la douane qui releva son identité alors qu'il collait ce tract dans les abris de bus. Dès le lendemain il fut arrêté par la BST qui perquisitionna l'hôtel café restaurant où il logeait. Les policiers procédèrent



à un long interrogatoire pour savoir s'il était l'auteur de l'article sur le premier mai à Lille publié par *Le Libertaire*. Le 29 juin, il fut inculpé de « reconstitution de ligue dissoute » pour sa participation à la manifestation du 1er Mai. *Le Libertaire* titrait le 7 juillet 1955 : « *Notre camarade est le premier militant anticolonialiste français incarcéré depuis le début des événements de novembre* ».

Début juillet la cour d'appel de Douai alourdissait les peines de première instance sur un premier groupe de manifestants.

Le 29 juillet, le procès d'un second groupe de manifestants eut lieu devant le Tribunal Correctionnel de Lille pour reconstitution de ligue dissoute et participation à la manifestation du premier mai.

Pierre Morain figurait parmi les prévenus au titre du premier chef d'inculpation, l'accusation affirmant qu'il était l'auteur des articles publiés par *le Libertaire*.

Les peines semblèrent moins sévères. La police affirmait avoir démantelé une cellule communiste libertaire implantée

“Moi je ne suis pas français, je suis ouvrier.”

chez les migrants algériens alors qu’en fait la réalité était tout autre. Les manifestants arrêtés proclamaient leur appartenance au MNA et se réclamaient de la filiation du M.T.L. Les avocats soutenaient que la manifestation du 1er Mai 1955 était légalement autorisée et que les incidents avaient été provoqués par les charges de la police. La présence d’un ouvrier métropolitain sur les bancs des prévenus n’avait pas vraiment attiré l’attention. Mais à partir de septembre l’affaire Pierre Morain commençait.

La mobilisation des anticolonialistes : « l’affaire Pierre Morain ».

Le Parquet de Lille fit appel de certaines condamnations de juillet. On apprit que Pierre Morain avait être transféré à Paris pour être présenté à un juge d’instruction de la Seine. À la fin septembre, la Cour d’Appel de Douai aggravait les condamnations. Le procureur avait réservé un sort particulier à Pierre Morain dans son réquisitoire : *« pour Morain, le cas est plus grave, car, Messieurs, Morain est français… »*. Face à la lourdeur de la peine et des autres procédures qui s’annonçaient, un comité se constitua à Paris. Il regroupait différents milieux anticolonialistes emmenés par Jean Cassou, Claude Bourdet, Daniel Guérin, et l’avocat Yves Déchezelles. Ce comité était surtout animé par deux militants, Jacques Danos et Armand Robin. Le comité pour la libération de Pierre Morain devint un des premiers lieux de regroupement des anticolonialistes radicaux. Il mena une campagne de popularisation de la cause des nationalistes algériens et notamment de ceux du M.N.A. Le 27 octobre 1955, *Le Libertaire* annonçait l’adhésion au comité de Messali hadj. Le 17 novembre *L’Express* publiait une note en soutien à Pierre Morain signée d’Albert Camus. Au sujet de Camus il faut rappeler que le triomphe du F.L.N. en 1962 et les échos d’une querelle autour de citations placées hors de leur contexte (*la mère ou la justice*) ont fait oublier qu’il avait suivi avec beaucoup d’attention le combat nationaliste, et qu’il conservait des contacts avec des militants dont il avait été parfois proche.

Le 8 décembre Pierre Morain fut transféré à la prison de la Santé par un mandat d’amener pour atteinte à la sûreté de l’État. En février 1956, le comité publia une brochure intitulée *un homme, une cause : Pierre Morain, un prisonnier d’État*. L’instruction traînait en longueur et finalement, Pierre Morain retrouvait la liberté en mars 1956.

Soutien à Pierre Morain (« Le Libertaire », 16 février 1956)

DEFENSE de Pierre Morain

Mes chers amis,
Mes chers camarades,
Et, si vous le permettez, mes Frères,
Nos gouvernants s'obstinent à pré-

CHAQUE militant, chaque sympathisant, chaque lecteur du « Lib », chaque anticolonialiste et antifasciste aura à cœur de LIRE et de DIFFUSER la brochure qui vient d'être publiée par le « Comité de Défense de Pierre Morain ». Cette brochure est en dépôt au service de Librairie du « Libertaire », 79, rue St-Denis, Paris (1er) et vous pourrez vous la procurer à cette adresse.

Le bénéfice de la vente de cette brochure est exclusivement destiné, d'une part à continuer la campagne en faveur de notre camarade maintenant emprisonné depuis 8 mois, d'autre part à permettre de lui remettre, à sa sortie de prison, une somme qui lui permette de subsister jusqu'à ce qu'il ait trouvé du travail et touché sa première paie.

Manifestons tous notre solidarité à Pierre Morain, seul militant français emprisonné pour sa lutte contre la guerre d'Algérie, en achetant et en diffusant massivement sa brochure.

VIENT DE PARAITRE !

« Un homme, une cause : Pierre MORAIN, prisonnier d'Etat »
publié par le « Comité de Défense de Pierre MORAIN »

André MARTY, Claude BOURDET, Daniel GUERIN, Georges FONTENIS, Jacques DANOS vous parlent de Pierre MORAIN, condamné politique pour sa lutte contre la guerre d'Algérie.

Passez vos commandes à : M. MULOT, 36, rue de Normandie
Maisons-Alfort (Seine) - C.C.P. 8919-11 Paris
PRIX DE SOLIDARITE : 50 frs (franco : 65 frs)
Les 10 : 530 frs franco; les 50 : 2.600 frs franco.

UN EXEMPLE A SUIVRE !

LA COMMISSION EXECUTIVE du Syndicat des Employés, Cadres et Divers de la Région Parisienne (C.G.T.-F.S.M.), réunie le mercredi 18 janvier, a adopté à l'unanimité la motion proposée par le camarade Loudet dont voici le texte :

La Commission Exécutive du Syndicat des Employés, Cadres et Divers de la Région Parisienne (C.G.T.), réunie le 18 janvier, demande :

la suspension des poursuites intentées contre de nombreux militants ouvriers français et nord-africains pour activités anticolonialistes;

Elle s'élève notamment contre les condamnations successives infligées à Pierre Morain (C.G.T. du Bâtiment), actuellement emprisonné pour un an et demande la libération immédiate de ce militant.

J’ai pillé complètement le livre de Jean-René Genty : Le mouvement nationaliste algérien dans le nord (1947-1957) *et je l’en remercie.*

Caillou

Post-scriptum : *Pierre Morain est décédé le 27 mai 2013. Il est enterré au hameau de Saint-Martin du Larzac Pierre avait continué à militer notamment pour le Larzac, mais aussi pour la défense des sans-papiers, des palestiniens, contre les OGM et tous les oppresseurs. Jusqu’à ses 80 ans, il n’hésitait pas à se rendre à des manifs à l’autre bout de la France, dormant par terre ou dans le bus.*

Le 1er Mai, un temps dans les luttes

Le 1er mai 1890 à Vienne au sud de Lyon, une manifestation ouvrière de tisseurs avec à sa tête Pierre Martin, anarchiste, futur responsable du *Libertaire*, subit une répression farouche et des arrestations arbitraires, y compris de personnalités absentes le jour même telle que Louise Michel. Claude Rétat, spécialiste de la Grande citoyenne, a déjà publié plusieurs ouvrages sur Louise, y compris ses *Mémoires*[1].
Son nouvel ouvrage *L'anarchie au prétoire* constitue une belle leçon d'histoire.

L'auteur s'appuie sur l'événement, le met en perspective et aboutit à une analyse fine et argumentée sur la répression dont les anarchistes feront l'objet dans les années 1890 aboutissant aux lois scélérates. Elle souligne aussi l'utilisation que ces mêmes anarchistes feront de ces procès à répétition comme caisse de résonance pour expliquer leurs idées et défendre la cause du monde ouvrier. Des brochures sont publiées avec un grand succès, à telle enseigne que la justice de classe interdit de reprendre les propos des accusés dans les comptes rendus d'audience.

Des arrestations arbitraires

Fin avril 1890, des ouvriers de la région de Lyon se cotisent pour faire venir Louise Michel et Alexandre Tennevin, un orateur dans le genre cogneur. Pas de cadeau aux patrons et à la bourgeoisie !! Pour les anarchistes de cette époque, le 1er mai n'est qu'un moment dans les luttes sociales. En effet à la différence d'autres sensibilités socialistes qui estiment le 1er Mai comme un but, les anarchistes ne veulent pas se limiter à cette journée, même si le massacre de Chicago en 1886 est dans toutes les mémoires.

À Vienne, le rassemblement reste pacifique. Pas de violence à l'issue. Les deux orateurs rentrent à Paris où le gouvernement procède à des arrestations préventives par crainte de manifestations le 1er Mai. Cela relève de la provocation de la part de l'État, comme si les pouvoirs publics attendaient des gestes de défense des ouvriers pour les attaquer sauvagement. À leur arrivée, ils sont arrêtés et accusés d'incitation à la violence. À Vienne, les manifestations sont tendues, des cris « Prenez tout », des charges de police, une coupe de drap est jetée dans la boue. Sauvage atteinte à la propriété pour les tenants du pouvoir !! Le frisson de l'incontrôlable avec des drapeaux rouges et noirs dans les rues. Fait étonnant, Tennevin est accusé tout comme Pierre Martin, un des 66 du procès de 1883 à Lyon. En revanche, Louise Michel est libérée mais une menace terrible pèse sur elle, on veut la faire passer pour folle et donc l'interner, elle partira un temps à Londres. En effet, un médecin considère qu'elle ne dispose pas de toutes ses facultés mentales. Ce serait le pire pour Louise. En prison, elle se bat, internée, elle serait inutile à la cause.

Une justice de classe

Les dix-huit accusés sont jugés en août 1890, un procès monstre à Grenoble. La justice de classe ne traîne pas, il faut réprimer en urgence. Toujours ce mythe : classes laborieuses, classes dangereuses, surtout quand les anarchistes sont là. En l'espèce, s'agit-il d'une révolte ouvrière authentique ou de troubles séditieux importés ? *« La procédure judiciaire postule et illustre une définition de l'anarchiste comme individu non représentatif mais capable de faire basculer les « bons » ouvriers ».* Les pouvoirs publics veulent faire croire que les ouvriers furent manipulés de l'extérieur alors que Pierre Martin insiste sur la préparation locale et la mobilisation : *« Ce sont les vagues profondes qui se sont agitées, le vrai peuple, une solidarité ouvrière ».* Son discours donne un sens politique à cette manifestation : les conditions de travail épouvantables, les salaires dérisoires, l'internationalisation des luttes car au même moment les ouvriers européens se mobilisent. Les ténors anarchistes tels Élisée Reclus sont mobilisés. Les journaux comme *Les Temps nouveaux* de Jean Grave relaient les débats. Chacun avec ses mots défend la cause, ses valeurs. Ils seront condamnés sans ménagement. Pourtant, « *Le fond de l'affaire n'est rien sans le récit de l'affaire, cela d'autant plus que le procès est, par excellence, une scène, un lieu d'exhibition publique et de prise de parole pour les anarchistes, une tribune offerte par l'ennemi et gagnée sur lui.* »

Claude Rétat reprend les débats, les témoignages, les rapports de police. Elle démontre l'élaboration en catimini des lois scélérates et la rupture entre la bourgeoisie soutenue par des pouvoirs publics aux ordres et les anarchistes comme Martin qui conclut son intervention par ces mots : *« Je souhaite que la conscience de mes juges soit aussi tranquille que la mienne ! »*

Francis Pian

CLAUDE RÉTAT,
L'anarchie au prétoire
Editions Bleu Autour, 2022

1. Louise Michel, *Mémoires* accompagnés d'un appareil scientifique solide, éd. Gallimard, collection folio histoire inédit, 2021 (*cf* note de lecture site du *Monde libertaire*, 25 avril 2021).

Liberté, Égalité, Féminisme !

Liberté Égalité Féminisme est un manifeste du Front Féministe lancé par les Chiennes de garde et Zéromacho. En effet, ces dernières années, des offensives ont ciblé non seulement le féminisme mais aussi les femmes en tant que femmes. Au 30 mars 2022, le texte est cosigné par 50 associations et réseaux de 7 pays (Allemagne, Belgique, Canada, Espagne, États-Unis, France et Italie). Il a été signé par les deux émissions féministes[1] de Radio libertaire, *Remue-méninges féministe* et *Femmes libres.* Il reste ouvert à la signature d'autres associations.

Si le féminisme est un engagement pour la justice, l'égalité et la dignité, il s'affirme comme universaliste, laïque et solidaire. Et c'est au titre de la solidarité qu'il rassemble des femmes, et aussi des hommes qui, partout dans le monde, combattent le patriarcat, système de violences et d'oppressions fondé sur l'affirmation de la supériorité masculine. Non seulement, les féministes agissent pour l'égalité entre les femmes et les hommes, en droit et dans les faits, mais aussi pour la liberté -indissociable de l'égalité - liberté des êtres humains et la fin des rapports de domination quels qu'ils soient, et ainsi pour l'adelphité, un idéal associant fraternité et sororité. Des actions se multiplient tout au long des années, dans tous les pays, parfois au prix de tortures, d'emprisonnement, de lapidation, d'assassinat.

Or sont à l'œuvre, sur le plan international, la marchandisation des êtres humains par la prostitution, et particulièrement celle des femmes et des enfants, la pornographie, la location d'utérus, la culture du viol, la perpétuation des féminicides, le contrôle du corps des femmes, mais aussi peu à peu l'effacement du sexe au profit du genre. Si le genre est un outil pour analyser les rapports sociaux et les relations de domination, d'oppression, de discrimination, il ne peut conduire à une « identité de genre » comme certains le prétendent dissolvant le sexe dans le genre.

Le sexe n'est pas soluble dans le genre

Depuis quelques années, l'effacement du mot « femme » et du concept de sexe est brandi par des transactivistes qui agressent et menacent des féministes et des lesbiennes, que ce soit dans les manifestations du 8 mars et du 25 novembre, ou dans des réunions, des lieux de lesbiennes, et contre les survivantes de la prostitution : c'est comme si les lesbiennes ou les survivantes étaient des traîtresses, et c'est parce qu'elles s'affirment femmes, avec leurs soutiens féministes, qu'elles sont traitées de transphobes. Bien sûr, toutes les personnes trans ne participent pas à ces exactions, bon nombre ayant transité vers femme ou vers homme trouvent une sérénité. Mais des transactivistes instituent, dans le vocabulaire militant, les « *personnes à vulve* », ou bien les « *TERF* » qui seraient des féministes qui excluent les trans. Ainsi le réseau « Féminicides par compagnons ou ex » a été violemment attaqué comme « transphobe » dans leur ardu travail de comptage de féminicides par compagnons ou ex, car il oublierait d'évoquer les féminicides visant les trans hors lieu conjugal, alors que le réseau s'est construit sur justement ce lieu et ce lien pour dénoncer les assassinats de femmes parce que femmes. « *Nous sommes fatiguées de ce « transplaining » issu de ces groupes « militants » violents qui tentent de s'imposer par la terreur dans les organisations féministes et véhiculent une image de « LA » femme correspondant en tout point aux pires stéréotypes oppressifs issus du patriarcat* ». Si le genre est une construction sociale, le sexe est une caractéristique biologique. Il désigne les caractéristiques biologiques et physiologiques qui différencient les hommes des femmes, tandis que le genre sert à évoquer les rôles qui sont déterminés socialement, les comportements, les activités et les attributs qu'une société considère comme appropriés pour les hommes et les femmes.

Aussi un grand nombre d'associations et de réseaux se sont rassemblés pour réaffirmer le droit des femmes, et ré-insistent sur le respect de leur corps sexué, selon dix principes :

FRONT FÉMINISTE

1. La prostitution est une exploitation sexuelle machiste. Il n'y a pas de droit à la sexualité. Dans de nombreux pays, les clients-prostitueurs sont, selon la loi, coupables d'un délit. Une personne n'est ni une chose ni une marchandise. Les réseaux mafieux et les proxénètes qui organisent la traite d'êtres humains et exploitent la vulnérabilité de femmes et de filles commettent des crimes. Le consentement à un acte sexuel venant d'une femme exploitée lui est extorqué par la contrainte ou l'emprise. L'argent n'efface pas la violence. Les personnes en situation de handicap ne veulent pas acheter des actes sexuels, même masqués sous l'appellation d'« assistance sexuelle », mais vivre dans une société plus ouverte et accessible, ce qui favorisera leur vie sexuelle et affective.

“ Si le genre est une construction sociale, le sexe est une caractéristique biologique. ”

« QU'ÊTRE UNE FEMME NE NOUS COÛTE PAS LA VIE. » (MIKE RAMIREZ MX)

2. **La pornographie** normalise des violences sexuelles infligées à des femmes et à des enfants. Elle met en scène et propage massivement des images de prostitution, relève de la culture du viol et conforte l'ordre machiste.

3. **La gestation pour autrui**, qu'elle se revendique ouvertement commerciale ou prétendument « éthique », revient à louer l'utérus et la vie d'une femme, en programmant la cession d'un·e enfant comme d'un objet, pour satisfaire le désir de tiers commanditaires. Or un être humain ne peut faire l'objet d'un commerce : c'est un principe fondamental du droit. Un désir ne crée pas un droit. Il n'y a pas de droit à l'enfant.

4. **Le viol** a pour unique responsable le violeur. La honte doit peser, non sur la victime, mais sur le coupable. Chercher des excuses au violeur, c'est être complice.

5. **Les violences du conjoint** ne sont pas de l'amour. L'emprise masculine dans le couple hétérosexuel relève de la possessivité et de la domination. On ne bat pas par amour. On ne tue pas par amour.

6. **Le respect du corps** et de son intégrité est un droit. Les filles et les femmes subissent contrôles et critiques de leur corps, trop gros ou trop maigre, hypersexualisé ou contraint à être dissimulé. Les mutilations sexuelles sont des crimes que l'obéissance à une tradition ne peut justifier.

7. **Le voile islamique** est une oppression sexiste. En Iran, en Afghanistan ou en Arabie saoudite, des femmes qui refusent de le porter sont harcelées, emprisonnées, fouettées, tuées. En Occident, des femmes subissent des pressions de leur entourage pour le porter, d'autres le portent volontairement, ce qui n'en modifie pas le sens discriminatoire ; pour autant, cela ne justifie pas des violences envers des femmes voilées.

8. **Le sexe relève de la nature**, et le genre de la culture ; c'est l'association des deux qui constitue la personne. Le sexe est une réalité biologique, inscrite dans chacune de nos cellules, avec de multiples conséquences : production de gamètes, cycle menstruel féminin, etc. Le genre, ou sexe social, est une construction sociale et culturelle des rôles féminins et masculins qui promeut l'infériorisation du féminin et sa soumission au masculin.

9. **Les « personnes trans »** ont droit au respect de leur choix. Elles-mêmes doivent respecter les droits et les choix des femmes.

10. **La mixité femmes-hommes** est notre modèle de société. Néanmoins, les femmes ont droit à des espaces non-mixtes dans certains cas : pour se protéger de la violence masculine (toilettes, vestiaires, prisons ou refuges) ou pour exprimer des souffrances (groupes de parole). La non-mixité peut aussi être un choix politique (groupes féministes) ou de désir (rencontres entre lesbiennes). Quant au sport, admettre des « femmes trans » dans des compétitions féminines est inéquitable pour les femmes.

Des femmes et des filles cumulent plusieurs oppressions, de par leur origine ethnique, leur couleur de peau, leur âge, leur apparence, leur lesbianisme, leur pauvreté, leur handicap, etc. Toutes ont en commun d'être du sexe féminin. Nous sommes solidaires avec elles. Nous voulons un monde juste.

Liberté Égalité Féminisme

Hélène Hernandez et Alain Eludut.
Groupe Pierre Besnard
Émission *Femmes libres* Radio libertaire
Réseau Zéromacho

L'intégralité du Manifeste Liberté Égalité Féminisme, ainsi que la liste des signataires sont disponibles sur :
https://chiennesdegarde.fr/actions/le-front-feministe-presente-un-manifeste-cosigne-par-39-associations-et-reseaux-de-5-pays/
https://zeromacho.wordpress.com/2022/03/07/action-85-8-mars-2022-2/
Une porte-parole de Front Féministe est interviewée le mercredi 4 mai dans l'émission *Femmes libres* : **http://emission-femmeslibres.blogspot.com/**

1. Radio libertaire, 89.4 :
Remue-méninges féministe
le mardi de 12 h 30 à 14 h 30)
et ***Femmes libres***
le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30.

Alors, rat… compte !

Aux Hergé Brothers qui fleurissent dans les manifs. Debout sur ses pattes arrière, Ti Bob est tout à sa mission. Il étire le museau vers le haut, renifle, reconnaît un vieux relent de verveine de Hollande. Des jeunes qui doivent faire tourner un pétard… Pas le temps d'aller y traîner son museau

Vite, retour à la quadrupédie, Ti Bob met le turbo, fonce, se faufile, glisse sur un crachat tout frais, couine un petit coup, évite la semelle d'une Doc Martins, arrive enfin à l'abri contre le trottoir d'en face. Déjà 486 pieds de comptabilisés mais faut pas mollir…

Le jour de gloire pour ce rat des champs devenu rat des villes.

Vite, nouvelle diagonale pour de nouvelles pattes… Courir, compter, slalomer, faire son job. Ti Bob s'applique à mériter la confiance qu'on lui accorde… Et puis, il y a cette dette d'honneur contractée ce jour, dans cette ferme qu'il « visitait ». Des poulets avaient mis en fuite le chat qui en voulait à ses petites pattes charnues.

Ce jour-là, oublié tout son passé de malandrin, Ti Bob embrassait la volaille sur la bouche.

Vite, 576 pattes, 622 pattes, surtout ne pas se tromper. Vite à l'abri, ne pas se faire piétiner, accident du travail… fait comme un rat. Quand on est rat, logique mais pas réjouissant.

Soudain TI Bob s'assoit sur ses pattes arrière, reste immobile en fixant un point imaginaire… Il a entendu un bruit qu'il essaie d'identifier… « Poutpout », le gloussement d'un furet ! Ti Bob se met à trembler avant de se ressaisir. Il y a un de ces *killers* dans le secteur ! Furet des champs devenu furet débile. Nouvel Animal de Compagnie…

Ti Bob sent le danger. Il se lève sur ses pattes arrière, ouvre la bouche, montre ses dents, gonfle son poil pour avoir l'air plus gros… L'ennemi n'a qu'à bien se tenir.

Vite, ne pas perdre le fil du comptage. Compter et surveiller. 940 pattes plus celles du furet. Ou des furets… Le genre de bestioles qu'on peut croiser dans ce genre de circonstances… Furets versus poulets, ça va saigner.

« Qui sème la misère, récolte la colère ! Révolution sociale et libertaire ! »

Vite, 1 048 pattes qui battent le pavé tandis que des slogans explosent contre les tympans de Ti Bob qui, malgré la douleur, continue de compter, de courir ventre à terre, de zigzaguer. 1 312 pattes dont celle qui maintenant lui aplatit la queue. Se mordre les babines pour ne pas couiner à la mort. Compter, 1 458, ne pas en oublier. Vérifier, debout sur les pattes arrière, étirer le museau vers le haut, respirer… Pas d'odeur de sauvagine, plus de furet dans les parages. Ne plus se laisser distraire, 1 988 pattes.

« Qui sème des pommes de terre, récolte des pommes de terre ! »

Tiens, des agriculteurs de la FNSEA se sont trompés de jour…

Vite, des coups de tonnerre suivi d'un drôle de brouillard qui fait pleurer. Difficile de compter dans ces conditions surtout que les pattes s'affolent autour de Ti Bob… 2 518, ne pas compter les pattes chaussées de chaussures à clous ou de bottines militaires. Ti Bob croise un collègue. Ils se reniflent les organes génitaux, histoire de faire plus ample connaissance, comparent leur calcul et tombent d'accord sur 2 644 pour l'instant. Juste le temps de se frotter le museau et voilà qu'une grenade amie éparpille le malheureux rat inconnu…

A moitié sourd, choqué, ne pas abandonner pour autant sa mission. « Ami, si tu tombes y a Ti Bob qui trouve le nombre à ta place. »

Vite, une nouvelle vague de pattes. Les prudentes qui attendaient que le brouillard se soit dissipé. Les compter toutes pour le rapport final. 3 006 pour l'instant, Ti Bob trouve un vieux reste de quignon de pain. Pause syndicale, toutes dents devant. Mais compter, 3 792. « *Moins vite, je mange !* » Manifestement les pattes ont décidé d'accélérer la cadence, 4 612.

« On ne négocie pas la régression sociale, on la combat ! »

Vite, compter les nouvelles pattes… 4 830… ont l'air stressées et déterminées. 5 210, nouveaux coups de tonnerre, que se passe-t-il là-haut ? Ti Bob ne voit que des chaussures de loin et des semelles de presque trop près. Faire attention, 5 348, le brouillard qui revient. 5 482, les yeux qui ne demandent qu'à pleurer. 5 806, boulot de con… 5 808… Ouf, c'est fini, Ti Bob a comptabilisé toutes les pattes.

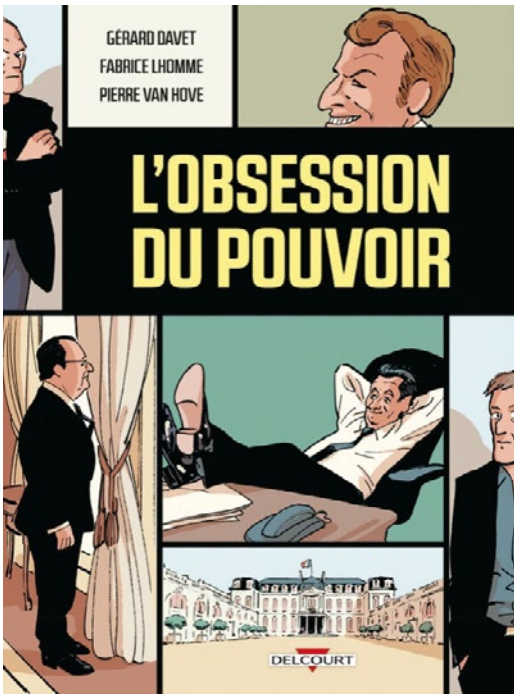
Ti Bob fonce ventre à terre faire son rapport. Ti Bob est un rat, un rampant, adepte de la quadrupédie obséquieuse, possible vecteur de la peste brune… L'auxiliaire parfait pour les poulets. Voyons, 5 808 pattes, Ti Bob sait convertir… 5 808 pattes, pour ce vulgaire quadrupède de rat, cela fait 1452 autres quadrupèdes…

1 452 : Chiffre que s'empresseront de communiquer ces vulgaires bipèdes de poulets. Et tant pis pour les 2 904 manifestants…

Biscotte

Les hommes des présidents

Un livre d'immersion au cœur de ce maudit Pouvoir, ou plutôt des pouvoirs…



“ When seagulls follow the trawler, it is because they think sardines will be thrown into the sea[1]. ”

Eric Cantona.

Le rémora est un poisson attachant… La ventouse qui remplace chez eux la première nageoire leur permet de se fixer aux requins et aux tortues marines. Cette association est de l'ordre du « gagnant-gagnant », l'un se nourrissant tandis que l'autre est ainsi débarrassé des parasites et bactéries.

Certains journalistes, dociles, sont en quelque sorte les rémoras des requins de la politique. Nous ne rangerons pas Gérard Davet et Fabrice Lhomme dans cette catégorie. Grands reporters au *Monde*, s'ils suivent les hommes politiques, ce sera pour leur appétence aux pouvoirs, au Pouvoir. Après avoir enquêté sur les trois derniers locataires de l'Élysée, avoir écrit trois best-sellers — ***Sarko m'a tué, Un président ne devrait pas dire ça…*** et ***Le Traître et le Néant*** — voici qu'ils nous proposent une bande dessinée, ***L'obsession du pouvoir*** aux Éditions Delcourt.

Ces années à côtoyer ces trois « cratophiles », leur ont donné matière à raconter. Mais plus qu'un énième livre sur Sarko — « *Sarkozy, courageux ? Opportuniste, surtout.* » dixit François Hollande — ou sur Hollande — « *Hollande a un atout formidable, celui de ne pas avoir été pris au sérieux par ses pairs.* » dixit Sarko, sans oublier Macron — « *Je pense que Macron est authentiquement de gauche.* » dixit Hollande toujours aussi fin politologue — ***L'obsession du pouvoir*** propose une double piste de lecture. On retrouvera bien sûr nos trois élyséens avec leurs embrouilles (en vrac Clearstream, Karachi, la police couverte pour la mort de Ziyed et Bouna, Julien Dray, Tapie, DSK et le Sofitel, les fadettes…), leurs hommes de main et de paille, leurs coups bas, leurs coups de gueule… « *Je ferai rendre gorge à ceux qui ont voulu me piéger.* » dixit Sarkozy.

Ce n'est pas, à mon avis, la piste la plus intéressante de ce livre. La poursuite de ces trois requins est l'occasion pour les deux journalistes d'entrer dans l'histoire. On va les suivre dans leurs démarches, leurs enquêtes, leurs hésitations. On va plonger dans les coulisses du 4e pouvoir. Tiens, voici la moustache d'Edwy Plenel, Franz-Olivier Giesbert !… On va être témoin des intimidations, menaces et autres enveloppes contenant des balles. On va être témoin des rendez-vous secrets entre Gérard Davet, Fabrice Lhomme et leurs informateurs.

Le moment de parler du troisième homme, Pierre Van Hove[2], à qui l'on doit les illustrations de cette BD. ***L'obsession du pouvoir*** entre les mains, je me suis amusé à visualiser mentalement les scènes que je feuilletais. Les têtes connues prenaient alors vie, j'imaginais le vrai moment de chaque instant.

Travail facilité par le graphisme de Pierre Van Hope. Impossible de fixer une vignette sans entendre les personnages dire les répliques, sans donner une voix connue aux phylactères[3] de l'album.

Ou presque… Je reviens aux rendez-vous secrets entre Gérard Davet, Fabrice Lhomme et leurs informateurs. Pour les intégrer à l'album, l'illustrateur n'a fait qu'une silhouette grise. À la découverte de ces personnages secrets, instantanément a résonné à mes oreilles la voix de Gorge profonde[4]…

Gérard Davet, Fabrice Lhomme et Pierre Van Hove venaient de m'offrir un livre aussi captivant que *Les hommes du président*, film sur l'affaire du Watergate avec Dustin Hoffman et Robert Redford dans les rôles de deux journalistes d'investigation du *Washington Post*.

Y a pire comme comparaison.

Bernard P.
Groupe d'Aubenas

1. « Quand les mouettes suivent le chalutier, c'est parce qu'elles pensent que des sardines vont être rejetées à la mer. »
2. À lire absolument Algues vertes, l'histoire interdite. Inès Léraud — Pierre Van Hope. Éditions Delcourt. 2019
3. Ou si vous préférez « aux bulles des vignettes ».
34 Mark Feld - alias Gorge profonde - agent du FBI, avait révélé à des journalistes l'affaire des micros posés au Watergate, siège du Parti démocrate. Le scandale entraîna la démission de Nixon

« Soyez résolus de ne servir plus, et vous voilà libres »

Parce qu'il s'oppose à l'autonomie et à la créativité, parce qu'il est source d'exploitation et d'oppression, parce qu'il n'engendre que la souffrance et le désenchantement, le capitalisme est depuis ses origines l'objet de critiques. Parfois au prix de légères concessions, ce système a toujours jusqu'à présent su récupérer les discours alternatifs. Hier, il se nourrissait des revendications soixante-huitardes ; aujourd'hui autour de la consommation responsable, des préoccupations environnementales ou de l'altruisme humanitaire, il intègre la participation active des clients ou usagers. Plateformes informatiques, marché de l'occasion, ateliers de réparation… tout est bon pour accroître le profit des grandes enseignes en surfant sur la « transition écologique ».

Ces remarquables capacités de récupération et de réorganisation du système capitaliste semblent avoir effacé de l'imaginaire collectif et renvoyé aux calendes grecques le schéma classique de l'action révolutionnaire : la « grève générale expropriatrice et autogestionnaire ». Les circonstances historiques, l'évolution des classes sociales n'ont pas offert au syndicalisme la place qu'il aurait sans doute mérité — même s'il peut lui être vertement reproché d'avoir notamment négligé deux domaines essentiels, les questions écologique et féminine. Cette sombre perspective peut légitimement décourager, voire désespérer, ceux dont la mobilisation dans les luttes sociales a été constante.

Et pourtant, deux mouvements sont à l'œuvre depuis quelques années, et dont la dynamique pourrait — l'histoire n'est pas écrite — connaître une progression rapide. Le plus sûr, c'est l'effondrement, sinon total au moins très significatif, d'un système qui, non seulement s'empêtre dans ses contradictions internes (notamment des inégalités sociales ahurissantes), mais se heurte surtout aux limites physiques de la planète, et donc sape les bases matérielles sur lesquelles il repose, ouvrant ainsi des brèches dans lesquelles il serait salutaire de s'engouffrer. Le deuxième concerne la défiance envers ce système manifestée par une frange, certes encore faible, mais grandissante de la population, et que l'on peut qualifier de crise existentielle.

Des faits significatifs

Face à l'arrachement à la nature, à l'homogénéisation des cadres et des modes de vie, à la trépidation des villes métropolisées, à l'emprise de l'hyperconsumérisme, de plus en plus nombreux sont ceux qui s'extraient de cet univers aliénant, morbide, destructeur. Selon G. Faburel, on estime qu'en France 600 000 à 800 000 personnes ont quitté les espaces métropolitains entre 2015 et 2018. D'après une enquête Obsoco (Observatoire société et consommation) parue en mai 2021, 2,6 millions d'individus auraient décidé de changer de métier ou de déménager en un an.

Vivre de peu mais intensément, refuser la réussite, le « progrès » (téléviseur, ordinateur, voiture…), privilégier la vie de famille, l'épanouissement personnel, retrouver des savoir-faire et le sens de la mesure, se reconnecter à la nature, rechercher la maîtrise de son temps, la richesse des interactions sociales, le sentiment d'utilité… Si les motivations originelles ne sont pas proprement révolutionnaires, elles peuvent s'élargir et revêtir une dimension politique : questionnement sur le salariat, la hiérarchie, la compétition, le Marché, attrait pour les collectifs autogérés, les formes d'entraide, la désobéissance civile ou l'éducation populaire. Elles recherchent a minima une cohérence entre une réflexion et des pratiques.

Les partisans d'une pureté idéologique, qui parfois militent depuis leur salon via un ordinateur, ne manqueront ni de crier à la collaboration de classes ni de fustiger les alternatives vers lesquelles peuvent s'orienter ces déserteurs : ZAD, chantiers participatifs, écovillages, jardins partagés… D'abord, de quelle victoire peuvent se targuer les donneurs de leçons ? Ensuite, la « révolution » sera crédible, non pas seulement théorisée, mais vécue, incarnée.

La reproduction des élites en panne ?

Mais surtout, dans le contexte d'un rapport de forces très défavorable aux exploités, le rejet systématique de toute stratégie ne relevant pas d'une orthodoxie, serait préjudiciable. Or il se trouve que, parmi les choix de vie en rupture, parmi les trajectoires à contre-courant, de plus en plus nombreux sont les surdiplômés des classes supérieures qui, souffrant d'un décalage énorme entre les injonctions de leur travail et les valeurs, les convictions personnelles qui les animent, décrochent. Si certains, pleins d'illusions, ont cru un temps pouvoir humaniser les « mégastructures », ceux qui ont choisi d'alerter, de déserter ont compris que le système capitaliste ira jusqu'au bout de sa logique, une logique suicidaire — croître ou mourir — parce que fondée sur la surexploitation du vivant dans son ensemble.

Ils avaient « tout pour réussir » : capital social, culturel, symbolique, revenus confortables. Ils avançaient sur

une voie toute tracée : un « *bonheur conforme* » (F. Brune). Et pourtant, impuissants à changer les choses de l'intérieur, en recherche de sens, de nombreux ingénieurs démissionnent (ce phénomène atteint d'ailleurs aussi, dans une moindre mesure, la Fonction publique, soumise au droit de réserve et à une hiérarchie autoritaire). Conscients d'avoir été formatés pour obéir et se taire, conscients aussi des conséquences sanitaires ou écologiques de leurs activités professionnelles, se heurtant à des blocages indépassables, pouvant se livrer à certaines formes de sabotage, ils refusent de continuer à « faire semblant », à mettre leurs compétences au service du Marché. Ils refusent de demeurer un maillon de la chaîne, de transformer avec obstination un « premier de la classe » en futur cadre dirigeant, de « *coopérer avec tout ce qui humilie* » (Gandhi).

« Il ne sert à rien de rouler à vélo quand on travaille pour une compagnie pétrolière. »

Ils n'adhèrent plus à cette course épuisante à l'ascension sociale et dénoncent l'illimitation et la fuite en avant dans l'hédonisme marchand. Non sans souffrances : sentiment d'isolement, marginalisation, harcèlement, brimades, chantages, périodes de dépression, burn-out… Ce qui nécessite un entourage bienveillant, une organisation collective, des rencontres militantes ; d'où la pertinence de l'association « Vous n'êtes pas seuls » dans le conseil et l'accompagnement. Dans la mesure où leurs fonctions constituent une courroie de transmission qui permet aux possédants d'exploiter la classe laborieuse, les démissionnaires, s'ils parvenaient à provoquer une contagion, contribueraient à développer une stratégie non négligeable. Stratégie qui rappellerait d'ailleurs celle proposée - en 1549 ! - par E. de la Boétie dans son *Discours de la servitude volontaire* : « *Soyez résolus de ne servir plus, et vous voilà libres. Je ne veux pas que vous le poussiez ou l'ébranliez, mais seulement ne le soutenez plus, et vous le verrez, comme un grand colosse à qui on a dérobé sa base, de son poids même fondre en bas et se rompre* ».

C'est ce dont témoigne M. Miller dans *La Révolte Enquête sur les jeunes élites face au défi écologique* (Seuil). Sciences Po, Centrale-Supélec, HEC, Droit, Informatique… ils sont de plus en plus nombreux à ne plus vouloir ingurgiter « des savoirs scientifiques stabilisés non soumis à la controverse », à contester le modèle de la grande entreprise, à rejeter le « système ». Contre le projet d'installation d'un centre de recherche et d'innovation de Total sur le campus, un collectif a même été créé, qui s'intitule « *Polytechnique n'est pas à vendre* » !!! S'ils passent du marketing, de la finance, de l'ingénierie ou du conseil à l'artisanat ou à l'agriculture, c'est avec beaucoup d'amertume : domination outrancière de mathématiques, déconnectées de la macroéconomie, approche dépolitisée et neutre de la technique, aucune préparation à comprendre le monde, vision désocialisée et dé-historicisée de l'économie, une économie qui se résume aux thèses libérales, « imaginaire » politique inexistant, ignorance programmée sur la crise environnementale dans les cursus des écoles de commerce… Ceux à qui on continue de rabâcher qu'ils sont l' « élite de la nation » comprennent qu'ils seront les premiers à subir directement les conséquences du dérèglement climatique, qu'il ne sert à rien de rouler à vélo quand on travaille pour une compagnie pétrolière, qu'il ne suffira pas de verdir les campus : beaucoup sont prêts à sortir de leurs « zones de confort ». Certes, tous ne sont pas concernés, mais un manifeste diffusé en septembre 2018 recueillait quand même plus de 32 000 signatures d'étudiants. Autant de futurs rouages essentiels au capitalisme en moins.

Il ne s'agit pas de sombrer dans l'illusion d'une victoire déjà acquise : s'il y avait une voie connue pour sortir du capitalisme, on le saurait depuis longtemps. Mais encore une fois, dans l'hypothèse improbable d'un soulèvement populaire, d'une réplique de 1789, il semble que l'affaiblissement de la coalition État-capital, d'une part, via un effondrement qui a déjà commencé, et qui nous entraîne en terrain inconnu (menaces accrues de dysfonctionnements, augmentation des coûts écologiques et humains de la reproduction du système…), et d'autre part le refus de collaborer d'une part croissante de la population, constituent peut-être la perspective la plus prometteuse.

« Le capitalisme n'a que la force qu'on veut bien lui fournir. »

Aucune échelle, même modeste, ne doit être négligée dans la pluralité et la complémentarité des luttes, des résistances, des initiatives. Trouver des points d'appui pour des avancées ultérieures. Faire par soi-même dans des espaces de coopération, hors des circuits de l'économie, c'est contribuer à fragiliser les firmes par la multiplication des processus de « désadhésion », de non-collaboration, d'insubordination. Le capitalisme n'a que la force qu'on veut bien lui fournir ; le priver de cette force, c'est la responsabilité de chacun. « *Nul ne commit plus grande erreur que celui qui ne fit rien sous prétexte qu'il ne pouvait faire qu'un petit peu* », écrivait E. Burke, penseur irlandais du XVIII[e] siècle. Propos auxquels font écho ceux de A. David-Néel : « *Négligez les petites choses sous prétexte qu'on voudrait en faire des grandes, c'est l'excuse des lâches* ».

Jean-Pierre Tertrais

ALGUNAS BESTIAS (QUELQUES MONSTRES)

Un film chilien de Jorge Riquelme Serrano

Abjection dans une famille bourgeoise

« Algunas Bestias est un miroir, un portrait de la société chilienne. C'est un film douloureux, naturaliste et urgent, qui s'attache à faire réfléchir le public, d'une manière franche et douloureuse. [...] Je voulais que l'abus marque transversalement toute l'histoire, comme une espèce de symptôme social dont souffre la société chilienne. On le voit actuellement, il y a un réveil social après des années d'abus. C'est ce sentiment de vivre dans un pays très injuste, abusif sur tous les plans, très inégal, qui, avec une rage accumulée a éclaté en octobre 2019. Il me semblait urgent d'en parler parce que lorsque je regardais les nouvelles, je discutais avec les gens, j'avais la sensation que dans ce pays prospère, avec une précarité interne, une poubelle était cachée sous un tapis très lourd. »

Jorge Riquelme Serrano

Le film se déroule dans une maison isolée sur une île battue par les vents, elle garde le charme du passé avec ses vieux murs de bois. Des couchers de soleil de rêve, une forêt de myrtes dans laquelle on peut se perdre, des plages douces où l'on peut se promener sans croiser personne et une lumière veloutée qui arrondit les objets et adoucit le regard.

Une île paradisiaque

Chaullín, une île paradisiaque au large de la côte chilienne de Calbuco, a la forme d'un cœur fendu, qui semble retenir la flèche qui l'a transpercé. On dit dans la région qu'une histoire d'amour ancienne et interdite s'y est déroulée. Une île en forme de cœur brisé, qui ne battra plus jamais.

Algunas Bestias s'ouvre sur un plan zénithal d'une île qui semble idyllique. La famille, un couple marié, leur fille, leur gendre et leurs deux petits-enfants, une fille et un garçon adolescents, arrivent sur l'île. Ils vont passer une nuit dans la maison que la fille et le gendre veulent transformer en entreprise touristique pour des visiteurs argentés en quête de paix et de déconnexion. Un concept écologique sous le label du bio-tourisme, très à la mode au Chili.

Antonio, un bourgeois classique, interprété par Alfredo Castro, ne possède que les biens de sa femme, lorsqu'il se rend compte des intentions de sa fille et de son gendre, il les accuse de l'avoir piégé sous le prétexte d'une invitation à passer la fin de semaine en famille.

Tout se déroule selon les paramètres normaux de toute famille, où les enfants demandent de l'aide à leurs parents, mais il y a un déclencheur qui fait apparaître la bête qui sommeille en chaque être humain.

Le séjour est prolongé lorsque Nicolás, le gardien et le majordome, effrayé par la famille, décide de s'enfuir avec l'unique bateau qui relie l'île au continent. Victime de harcèlement, de mépris de classe et de maltraitance, Nicolás rend la famille prisonnière de l'île.

Ce groupe d'habitants de la capitale, Santiago, incapable de s'entraider, devra survivre, par ses propres moyens, aux intempéries, au manque d'eau potable et d'électricité. *Alguna Bestias*

nous démontre qu'il n'y a pas d'animal plus barbare que les hommes contraints à l'enfermement.

Une famille prisonnière

Ce qui devait être au départ un week-end paradisiaque fait de promenades sous les arbres au bord de la mer et de discussions à la lumière d'un feu de camp, se transforme peu à peu en une rencontre dramatique qui libère les pires pulsions des membres d'une famille bien plus perverse que son apparence raffinée ne le laisse supposer. Un drame qui commence tranquillement et atteint une transformation monstrueuse. Dans ce thriller insulaire, il est révélé que les situations les plus terrifiantes n'ont pas besoin de fantômes ou d'événements paranormaux, mais simplement d'un groupe de personnes incapables de s'aimer et de se respecter mutuellement.

Un regard sans complaisance sur la famille bourgeoise

Le réalisateur reprend les arguments de *l'Ange exterminateur* de Luis Buñuel où des membres de la haute bourgeoisie, contraints à vivre ensemble dans un lieu clos, finissent par faire exploser l'expression factice de leur civilité. Jorge Riquelme Serrano maintient un sentiment d'angoisse du début à la fin, presque comme si nous assistions à la représentation d'une tragédie grecque, parfaitement chorégraphiée, dans laquelle l'hypocrisie et la dégénérescence sociales sont au premier plan.

C'est un film politique, un portrait de la société chilienne, il met en scène des affrontements sur l'héritage, les différences générationnelles, les conversations pleines de fiel marquées par le sexisme, l'homophobie et le racisme. Les rapports de classe et les abus de pouvoir génèrent une violence latente.

« *Le film raconte l'oppression des femmes, de la classe populaire et aussi la décadence de la bourgeoisie. Il y a plusieurs « couches » de lecture de la domination sociale. Il y a une forme de chantage de la part de l'ancienne génération qui a le pouvoir de l'argent et qui entretient une domination sur les plus jeunes. Cette domination passe aussi par l'inceste et l'abus qui se reproduit certainement de génération en génération. Dans les familles, il y a toujours un secret qui n'en est pas un.* » Jorge Riquelme Serrano

Le deuxième long-métrage de Jorge Riquelme Serrano est le portrait morbide d'une famille dont personne ne sort indemne, pas même le spectateur, contraint d'assister à un tableau si répugnant qu'il donne envie de fuir, ce qu'aucun personnage ne parvient à faire.

Attachez vos ceintures de sécurité. Dans un procédé narratif magistral, au lieu d'expliquer la cause et de montrer ses conséquences, le cinéaste opte pour un mécanisme inverse. Dans le comportement des membres de la famille, nous découvrons des attitudes étranges, des gestes déplacés, des réactions exagérées, des actions qui n'ont aucun sens apparent.

L'atmosphère sinistre accompagne chacun des personnages dès les premières secondes du film, elle se combine avec l'asphyxie d'un lieu sans échappatoire, avec l'amère perception que quelque chose de très pervers se cache derrière les humains comme s'il s'agissait de bêtes nuisibles.

L'hypocrisie et la crasse

Ce serait un sacrilège de dévoiler l'intrigue et la scène finale. Le réalisateur aborde les thèmes qui empoisonnent notre société à l'aide de plans qui réduisent aussi l'espace des protagonistes dans un lieu qui, de paradisiaque, devient claustrophobe.

Dans le film, il y a deux parties de cartes qui concentrent toute la tension dramatique. Dans la deuxième partie, l'hypocrisie et la crasse de cette famille de monstres remontent enfin à la surface.Jorge Riquelme Serrano met l'accélérateur dramatique avec la réaction brutale de la grand-mère à un geste d'apparente innocence : la petite-fille a pris son rouge à lèvres pour se maquiller. Ce geste déclenche un ouragan de colère dont nous comprendrons les profondeurs stagnantes quelques minutes plus tard.

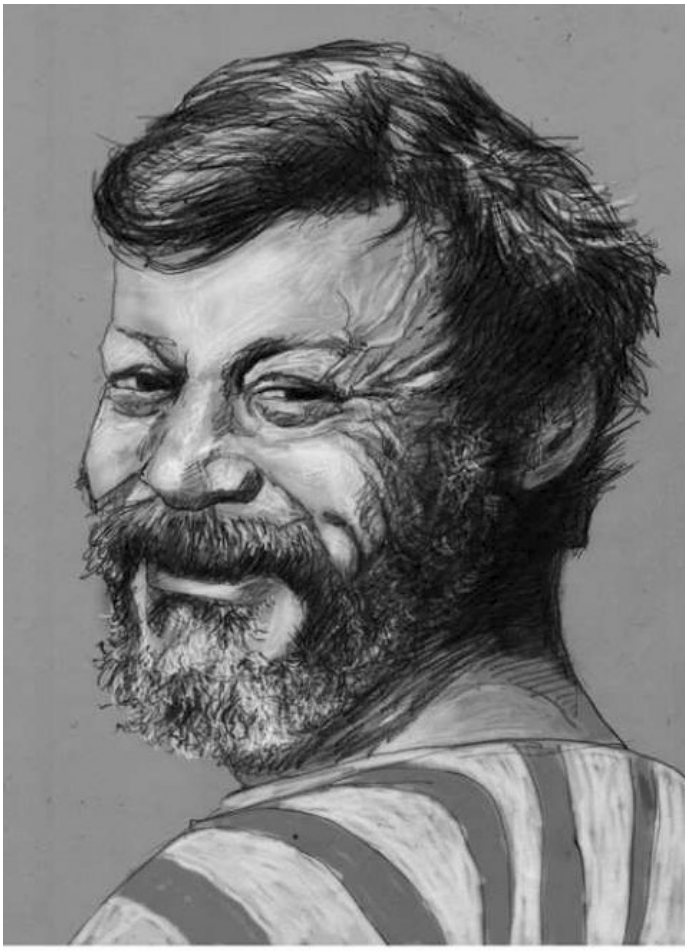
Pour effectuer ce double salto arrière cinématographique et sans filet, le réalisateur s'est appuyé sur une équipe de sept interprètes talentueux. Deux des meilleurs acteurs du cinéma chilien actuel brillent au-dessus de tous : la toujours splendide Paulina García et Alfredo Castro, caméléon glaçant qui joue ici le rôle le plus difficile qu'il ait eu à incarner.

Mireille Mercier et Daniel Pinós

Le film a remporté le prix spécial du jury au Festival de La Havane 2019, et la même année, son réalisateur a reçu le prix des nouveaux réalisateurs au Festival de San Sebastián en Espagne.
Sortie en salles le 20 avril 2022

CLIN D'ŒIL À L'ARTISTE

Comme le temps passe vite, déjà cinquante ans que Boby Lapointe, plus exactement Robert Jean-François Joseph Pascal Lapointe nous a quitté, le 29 juin 1972 à Pézenas dans l'Hérault. Il avait une façon inimitable de chanter dans un style qui lui était propre, Poète mais aussi mathématicien, il avait inventé le « Système Bibi-binaire », un mode de représentation graphique et phonétique des chiffres hexadécimaux[1].



Né le 16 avril 1922 à Pézenas, 2022 est également le centième anniversaire de sa naissance.

Sa vie a été bien remplie par ses passions, l'amitié, l'humour, la mer, sans oublier les femmes. C'était un adepte de Raymond Queneau, admirateur de la langue française. Il n'écrira qu'une soixantaine de chansons, parfois difficiles à comprendre, trop intellectuelles pour le goût du public. Il n'aura pas la notoriété escomptée de son vivant et il faudra attendre la sortie de son coffret en 1976 avec l'intégrale de ses chansons, sur l'insistance pendant un an de son ami Joe Dassin, pour qu'il soit reconnu à sa juste valeur.

Boby Lapointe, un personnage déroutant et loufoque pour son époque, un marginal en quelque sorte. Dès sa jeunesse, il brillait dans l'art de faire des blagues, des farces dans son village. Il s'en prenait déjà au clergé et aux notables du coin, en narguant et en ridiculisant les bourgeois. Il se rapprochera dans sa carrière professionnelle, d'artistes de renom tels que Georges Brassens et Jacques Brel, de réputation anarchiste. D'ailleurs Brassens viendra à plusieurs reprises à son secours en épongeant des dettes, suite à la fermeture de son café-concert, Le Cadran Bleu.

La période yéyé ne va pas l'aider, son style musical de fanfare ne fera plus recette et il reprendra une carrière cinématographique entre 1969 et 1971, auprès de Claude Sautet dans : *Max et les ferrailleurs* (1971) et *Les choses de la vie* (1970), de Marcel Carné *Les assassins de l'ordre* (1971). Le plus étonnant c'est dans un western italien *Chapagua* (1970) de Giancarlo Romitelli, dont il aura le rôle principal. Pierre Etaix le comédien et réalisateur comptait tourner plusieurs films en utilisant le potentiel de Boby Lapointe, mais ces projets ne verront jamais le jour, l'ami-poète disparaissant trop tôt d'un cancer du pancréas. Il meurt à cinquante ans. Il trouvera la force de chanter tous les soirs entre décembre 1971 et janvier 1972 à Bobino, en première partie de son ami et admirateur Pierre Perret.

« **...Les soirs où son amitié et sa bonhomie me manquent un peu, je fais comme si de rien n'était, j'écoute ses chansons pour qu'il continue à vivre le bougre et il continue...** » (Georges Brassens - 1976).

Juan Chica Ventura.
Groupe La Rue

1. Brevet d'invention no 1.569.028, Procédé de codification de l'information, Robert Jean Lapointe, demandé le 28 mars 1968, délivré le 21 avril 1969.

Décimal	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Héxadécimal [0-9A-F]	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	A	B	C	D	E	F
Binaire	0000	0001	0010	0011	0100	0101	0110	0111	1000	1001	1010	1011	1100	1101	1110	1111
Répartition	0 0 0 0	0 0 0 1	0 1 0 0	0 1 0 1	0 0 1 0	0 0 1 1	0 1 1 0	0 1 1 1	1 0 0 0	1 0 0 1	1 1 0 0	1 1 0 1	1 0 1 0	1 0 1 1	1 1 1 0	1 1 1 1
Notation bibi-binaire																
Prononciation	HO	HA	HE	HI	BO	BA	BE	BI	KO	KA	KE	KI	DO	DA	DE	DI

LE SYSTÈME BIBI-BINAIRE, TABLE DE CORRESPONDANCE ENTRE LE BIBI-BINAIRE ET LES AUTRES NOTATIONS.

La faim ou à genoux !

Le ***Journal d'une assiégée, Douma, Syrie*** est composé de textes publiés sur la page Facebook de Samira al-Khalil, une des figures des « quatre de Douma », enlevées et disparues en décembre 2013, les trois autres étant Razan Zaitouneh, Wael Hamada et Nazem al-Hamadi.

Militante des droit s humains, opposante au régime d'Assad père et fils, Samira passa quatre années et demie dans la prison pour femmes de Douma. Le 21 août 2013, c'était le massacre chimique sur la Ghouta orientale, la nuit, entraînant la mort de 2000 victimes qui dormaient sans savoir que ce serait leur dernière nuit. Outre les incessants bombardements aériens intenses, les tirs de roquettes étaient chargés de gaz sarin, pour cette deuxième attaque, qui ne fut pas la dernière.

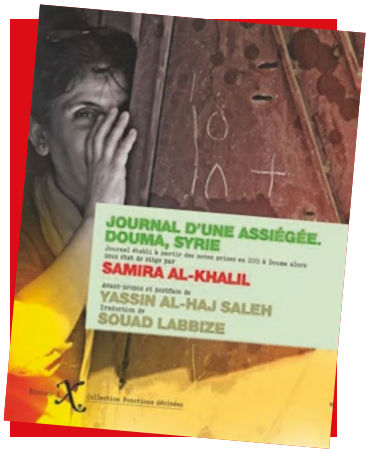
Dans son journal, Sazmira relate combien la ville assiégée à la Ghouta orientale était plus insupportable que les geôles du régime syrien, avec ses privations et tortures. Cela faisait un an que l'électricité était coupée quand l'opération « *La faim ou à genoux* » débuta pour durcir le siège, fermant toutes les routes, le 11 octobre 2013. Plus d'eau, plus de nourriture, plus de médicaments, répète-t-elle, « *ce que je vois actuellement dépasse en cruauté la somme de mes souvenirs de prison* ». D'octobre 2013 au printemps 2018, la Ghouta orientale fut la plus grande prison à ciel ouvert du monde, après Gaza. Samira rapporte ce que vivent les assiégé·es, vieux, jeunes, enfants, femmes, hommes, quelques soient leurs convictions : la faim, le froid, la maladie, la peur, la vie, la mort.

Et pourtant, la richesse des histoires « *est dans la spontanéité de la larme qui accompagne la parole* ».

Son récit s'arrête avec son enlèvement. Son compagnon Yassin al-Haj Saleh a pu récupérer des bribes de notes qu'il a mis en forme. C'est la chronique d'un désastre, avec une rage de vie par celle qui fut une figure emblématique du soulèvement du printemps 2011, qui travaillait au Centre de documentation des violations en Syrie et qui avait créé deux lieux d'accueil pour les femmes de Douma, en banlieue de Damas.

« *Ces images, la mémoire les conserve, impossible de les effacer. Pour les supprimer, il n'y a que la mort ou une victoire rapide.* »

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard



SAMIRA AL-KHALIL,
Journal d'une assiégée, Douma, Syrie,
éditions iXe, 2022

http://emission-femmeslibres.blogspot.com/ avec Oristelle Bonis, des éditions iXe, 30 mars 2022.

Les bolcheviks à la conquête de l'espace.

Ce roman fort amusant est très fortement inspiré par la lecture de *l'Étoile rouge*, roman d'anticipation d'Alexandre Bogdanov, publié en 1908, qui envisageait une forme de socialisme industriel dont l'économie planifiée aurait été gérée par les organisations syndicales et par la vie de son auteur.

Bogdanov est un médecin de formation, rallié au Parti bolchevik en 1903. En concurrence directe avec Lénine, avec qui il se dispute sur le rôle de l'art mais surtout sur celui de l'économie, il s'éloigne une première fois en 1911 avant d'y revenir en 1917. Se passionnant pour l'art il fonde avec Vladimir Kirillov, dans l'effervescence des débuts de la révolution russe, ***Prolekult***, la culture du prolétariat, courant artistique, prône une nouvelle définition de l'art conçu comme expérimental, devant se débarrasser des anciennes formes de culture. Bogdanov abandonne alors définitivement en 1921 pour se consacrer à la médecine, dont les expériences lui coûtent la vie, et d'inventer une nouvelle théorie dans laquelle l'homme pourrait se régénérer éternellement dans l'espace.

Des romanciers italiens, sous le pseudonyme collectif de Wu ming qui signifie en chinois « anonyme », ont rédigé ce nouveau roman après avoir publié l'œil de Carafa — dont le titre italien Q est un canular, récupéré par l'extrême droite américaine — évocation des émeutes anabaptistes dans l'Europe du XVIe siècle et renouvelé par leur intervention romanesque les formes du récit en Italie.

Leur dernière contribution est drolatique et historiquement tragique, relisant l'histoire de la prise du pouvoir par les bolcheviques et les conflits pour le contrôle du Parti-État soviétique.

L'ouvrage commence par des échanges entre Kamo, le pseudonyme de Ter-Petrossian, et Koba, qui ne s'appelle pas encore Staline, au sujet des différents barrages qu'ils viennent de réaliser en Géorgie, permettant une projection dans les luttes pour le pouvoir qui sont à l'œuvre dans la deuxième partie du roman. Les deux héroïnes Denni et Natalia croisent les dirigeants bolcheviks comme un bilan de la prise du pouvoir par les communistes : une révolution confisquée et assassinée où les libertés ont disparu une à une.

Parallèlement, les auteurs analysent les transformations artistiques dont ***Prolekult*** est une des institutions centrales. Enfin, ils imaginent l'une des inventions littéraires et des constructions théoriques de Bogdanov : atteindre l'immortalité et conquérir l'espace.

Passionnant et drôle.

Sylvain Boulouque

WU MING
Proletkult
Métallié, 2022
346 pages, 22 €

La Commune, un bateau ivre ?

Tel est titre du premier chapitre du livre de M. Léonard intitulé *L'ivresse des communards* dans lequel il démonte pied à pied le mythe inventé par la réaction versaillaise sur le Communard ivrogne comme elle le fit pour les femmes autour des prétendues pétroleuses. Certes, l'auteur en convient, on a bu durant la Commune comme partout en France et sur tous les fronts d'ailleurs mais en accusant les partageux d'ivrognerie, Thiers et sa clique de fusilleurs évitaient d'en analyser les causes réelles et pouvaient légitimer le bain de sang comme un opération d'hygiène sociale.

La littérature de caniveau propagea l'idée que la bouteille était l'« instrument de règne » de la Commune et l'alcoolisme populaire hissé au rang de « pathologie sociale » du moment révolutionnaire théorisé par un monde médical hygiéniste et réactionnaire, chantre d'une régénération nationale.

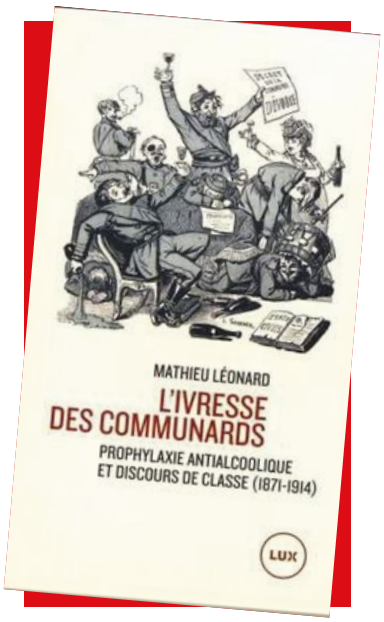
Néanmoins, quelquefois durant la Commune, à l'exemple de la mairie du XV[e] arrondissement, et au cours du temps, le mouvement ouvrier se préoccupa aussi du fléau alcoolique, considérant celui comme une cause de résignation sociale. *De facto*, il s'agissait pour les fusilleurs de calomnier l'œuvre de la Commune et les communards et « d'avilir une population insurgée » en recherche d'égalité sociale et d'émancipation.

Il apparaît donc clairement, selon l'auteur, qu'après 1871, le terme alcoolisme va servir de « mot codé » pour discréditer l'irrationalité de la classe ouvrière » tout en considérant les « meneurs » de la Commune comme de dangereux illuminés voire comme des demi-aliénés manipulateurs. Dès lors la propagande antialcoolique devient « un levier contre le danger » social et la subversion que l'alcool favoriserait.

La CGT révolutionnaire traitera aussi du sujet et certains, dont Pouget, s'opposeront aux mesures coercitives étatiques en appelant à une exemplarité militante. Quant aux anarchistes sociaux sensibles à cette question, ils refuseront « de dissocier la lutte contre l'alcoolisme de la critique des conditions de travail ». Le courant individualiste ira même parfois jusqu'à prôner l'abstinence absolue.

Malgré quelques longueurs cet ouvrage a le mérite de rendre justice à un alcoolisme ouvrier souvent caricatural mais aussi largement partagé par une bourgeoisie par ailleurs moralisatrice et répressive.

Hugues
groupe Commune de Paris



M. LÉONARD
L'ivresse des communards, prophylaxie antialcoolique et discours de classe (1871-1914)
Québec, Ed. Lux, 2022

Salvador Puig Antich, 48 ans après

Il y a 48 ans, en mars 1974, l'anarchiste catalan Salvador Puig Antich était exécuté à Barcelone par garrot vil sous la dictature franquiste. Un livre paru en 2019 en Espagne retrace son parcours personnel et politique ainsi que l'histoire du MIL (Mouvement de libération ibérique), auquel il appartenait. D'abord publié en catalan, puis traduit en castillan en 2020, il nous a semblé important aux *Éditions du Monde libertaire* et aux *Éditions Noir et Rouge* de traduire en français cet ouvrage qui revient sur la période post-68 et le bouillonnement qui secouait le monde et en l'occurrence l'Espagne.

Qui était Puig Antich ?

Quel était le but des nombreux groupes révolutionnaires de cette époque ? Le MIL, l'OLLA (Organisation de lutte armée), les Groupes autonomes ouvriers, les Groupes autonomes de combat… ?

Quel était le panorama des luttes radicales et des grèves innombrables qui secouaient l'Espagne, alors que le droit de grève n'était pas reconnu par l'État franquiste et violemment réprimé par sa police ?

Pourquoi ces groupes révolutionnaires rejetaient-ils les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier ?

Pourquoi dépassaient-ils le simple combat antifranquiste et mettaient-ils en avant la lutte anticapitaliste, rejetant ainsi et la dictature, et son remplacement par une démocratie bourgeoise qui n'aurait pas changé fondamentalement l'exploitation capitaliste ?

Leur stratégie : l'agitation armée ; quelle différence avec la lutte armée ?

Leur rejet du léninisme et leur refus d'être une nouvelle avant-garde.

Leur fonctionnement organisationnel, leurs actions, la création de leur maison d'éditions (Éditions Mai 37), leur pratique des « expropriations de banques »…

La fin tragique de Salvador Puig Antich, malgré une mobilisation internationale pour tenter de le sauver.

Ça fait beaucoup de questions et de points auxquels répond cet ouvrage collectif coordonné par Ricard de Vargas Golarons, qui regroupe des textes de ce dernier, de Bru Rovira, de Jean-Marc Rouillan, Felip Solé, des sœurs de Salvador Puig Antich, et bien sûr de Puig Antich lui-même (textes et courriers restés inédits jusqu'à présent).

Autrement dit un livre qui mérite amplement de rejoindre votre bibliothèque.

Ramón Pino
Groupe anarchiste Salvador Seguí

SALVADOR PUIG ANTICH
Guérilla anticapitaliste contre le franquisme.
248 pages, 16 €
en vente à Publico

Les mômes, ceci n'est pas un conte de fées…

Publié une première fois en 1983, aux éditions Les Lettres libres (sous l'égide de Serge Livrozet), ce livre de Denis Langlois, *La Politique expliquée aux enfants*, est un véritable classique. Pour preuve, les couvertures des multiples éditions tant en France qu'à l'étranger, reproduites dans le volume publié à présent.

Né en 1940, Denis Langlois a été insoumis au service national, puis, des années plus tard, avocat. Les plus âgés se souviennent peut-être l'avoir entendu sur les ondes, comme porte-voix des opposants à la guerre du Golfe en 1991. Auteur de récits (*Le Cachot*, *Le Déplacé*), de romans (*Un Assassin très ordinaire*, *L'Aboyeuse de Djibouti*) et d'essais et d'enquêtes qui ont marqué leur époque (*Guide du militant*, *Les Dossiers noirs de la police française*, *L'Affaire Seznec*), il a rédigé cet ouvrage quand il s'est rendu compte que, pour convaincre les adultes, s'adresser aux enfants, en préalable, pouvait être une solution. « *Les grandes personnes commencent par être des enfants. Pourquoi ne pas essayer de gagner du temps en parlant dès maintenant aux enfants de politique ? Pas de la même façon, pas avec les mêmes mots, mais en leur donnant des informations et des conseils pour devenir des personnes qui voudront à leur tour améliorer la vie sur terre* », écrit Denis Langlois, à qui nous ne saurons reprocher que son optimisme : la politique, est-ce toujours tenter d'améliorer le sort de l'humanité ?

La campagne présidentielle française ne prouve-t-elle pas le contraire ?

Mais nous voyons bien ce que l'auteur entend mettre en avant : ce rôle « noble », si l'on peut dire, de l'action politique, autrement dit de l'action citoyenne. Et, comme l'on sait, refuser de se mêler de politique, c'est laisser à d'autres le soin de prendre notre vie en main — pour le pire et le pire, en général. Il n'est donc jamais trop tôt pour s'intéresser aux choses sérieuses.

Ce livre est un excellent cadeau à faire aux enfants de tous âges, d'autant qu'il reprend le texte de 1983, complété, presque quatre décennies plus tard, par les réflexions que notre époque inspire à Denis Langlois. Justice, police, guerres, désarmement, terrorisme, pauvreté, pollution, inégalités… Qu'est-ce qui a ou n'a pas changé ?

« *En fait, ce ne sont pas les livres qui sont importants. Mais ce qu'on pense, ce qu'on rêve, ce qu'on fait après les avoir lus.* » C'est-à-dire l'action politique qui en découle.

Thierry Maricourt

DENIS LANGLOIS
La Politique expliquée aux enfants
(illustrations de Plantu)
La Déviation, 2022

L'inévitable effondrement.

Je n'aime pas jouer les Cassandre, j'aurais du me tenir éloigné du livre de Carlos Taibo publié aux Éditions libertaires. Le titre est pourtant clair : *Effondrement*, mais les deux années que nous venons de vivre ont modifié mon approche : répression, dictature sanitaire, pertes de liberté, globalisation, mondialisation, échec de la Cop26 rendent tellement raison au constat de l'écrivain anarchiste espagnol qu'on ne peut se passer de cette lecture pierre angulaire pour aborder et penser la suite. Une suite loin d'être rose.

Le constat est simple, connu de tous : *L'homo colossus prédateur et consommateur de ressources rares à l'appétit illimité et au projet insoutenable, semble décidé à en finir avec une planète qui est la raison même de l'existence de l'être humain*. Taibo analyse finement la notion d'Effondrement autour de deux axes : le changement climatique et l'épuisement des ressources. Dans les deux cas, il met en évidence l'aveuglement coupable du modèle économique aussi bien l'ultra-libéral que le plus ou moins communiste dans leur obsession de la croissance. Il n'épargne pas cependant l'aveuglement individuel de chacun d'entre nous, citoyens de pays riches, pris dans l'hyper-consommation et refusant de remettre en question de façon radicale ses pratiques quotidiennes.

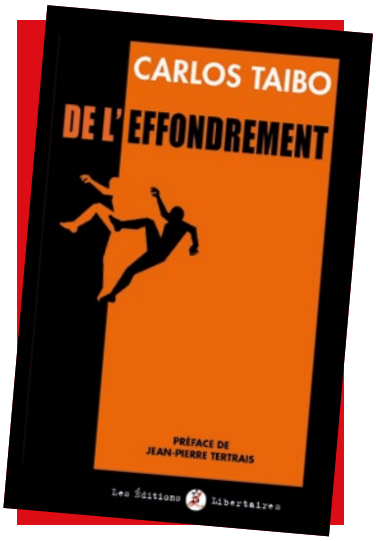
L'Effondrement sera global, la rareté des ressources, le changement climatique provoqueront crises et guerres, s'en suivront les inévitables crises migratoires. Les pays riches continueront à détruire les sols des pays pauvres à la recherche de rares matières premières, le projet Total en Ouganda vient de nous le rappeler. Les pandémies, Taibo écrit avant Covid, grâce aux transports, seront elles aussi mondialisées.

L'Effondrement est certain, sa date prochaine reste inconnue.

Les perspectives tracées par Taibo sont peu nombreuses, l'une positive est la réorganisation après l'effondrement d'une société sur le mode de communautés collectivistes alternatives et décroissantes basées sur l'autogestion et la démocratie directe. Les autres, font penser au scénario noir des films post-apocalyptiques : replis sur soi, réduction de la population, mécanismes autoritaires.

On sort de ce livre éprouvé mais lucide quant à la si proche croisée du chemin.

Thierry Guilabert



CARLOS TAIBO
Effondrement
Capitalisme terminal, transition éco-sociale, éco-fascisme
Editions Libzertaires, 2021
en vente à Publico
ou sur le site des éditions

24 heures dans la vie d'une femme

23 000 respirations
86 400 secondes
100 000 battements de cœur…
De quoi est faite la journée d'une femme ?

Un matin, une voix neutre à la radio annonce qu'une femme a été défenestrée par son compagnon. Elle n'aura aucun versement de son assurance, qui considère que Madame est en partie responsable de son sort. Responsable ! Il ne s'agit pourtant, à aucun moment, d'une tentative de suicide. Elle vit dorénavant en fauteuil roulant. Combien d'annonces de ce genre à la radio, la télévision, dans la presse ? Combien de faits de violences, de harcèlement, d'insultes… dans le silence médiatique, bien que les féminicides soient comptabilisés par *Féminicides par compagnons ou ex* ? « *Être femme est toujours un ticket gagnant pour un supplément d'emmerdements* ».

« ***12 h****… Il nous faut cet instinct quand c'est une femme qui crie, de lui venir en soutien,… Ma chérie, tu le veux comment ton mari ? Bien saignant ou à poings par centaines dans la gueule ?* » *Le cri défendu* de Jo Gustin.

« ***18 h****… Il hochait la tête avec sympathie mais dans ses yeux j'ai vu le doute et comme de l'ironie, finissons-en, madame, ça suffit, vous nous soûlez avec vos scènes de ménage, on a des affaires plus sérieuses à traiter ici, ils disaient, ses yeux* ». *Je brûle* d'Ersi Sotiropoulos.

« ***23 h****… Ne pas penser au métro. Ne pas penser à cet homme qui s'est frotté contre moi l'air de rien. J'aurais du faire quelque chose au lieu juste de rougir* ». *Nuit rouge* de Kaouther Adimi.

Deux documentaristes, Nathalie Masduraud et Valérie Urrea, se sont engagées avec 24 écrivaines pour égrener 24 faits singuliers sur les 24 heures dans la vie d'une femme. Et elles ont demandé à des comédiennes d'interpréter ces textes dans la série de films *H24* pour Arte. « *Dix langues différentes, onze pays, 24 écrivaines, 24 tons… mais toujours une même sororité* ». Des histoires courtes (3 pages maximum), denses qui viennent tambouriner et nous interroger sur l'intolérable, avec humour, mais aussi terrifiantes, vibrantes, incisives, révoltées, autant que révoltantes.

« *Geste politique, et pourquoi pas une mise en parole* ». Un livre coup de poing pour rendre visible ce que vivent les femmes au quotidien. Pour nous, nos filles, nos sœurs, nos voisines…

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

H 24
24 heures dans la vie d'une femme
Actes Sud/Arte Éditions, 2021
https://www.facebook.com/feminicide/

Une écologie brune

Philippe Pelletier a montré que derrière l'écologie pouvait se cacher un spectre idéologique allant de l'extrême gauche à l'extrême droite[1]. L'écofascisme est une réalité et un thème de propagande que dissèque aujourd'hui l'un des meilleurs spécialistes de l'extrême droite, Étienne François.

Il ne s'agit pas de réduire l'écologie à cette dimension politique mais au contraire de souligner qu'elle existe aussi dans ce courant. Étienne François montre comment depuis les années 1910, des nationalistes s'en inspirent pour prôner le mythe éternel de la communauté originelle.

Ainsi dans la communauté végétalienne de *Monte Verità* fondée à la fin du XIXe siècle dans le Tessin suisse, plusieurs acteurs de la révolution conservatrice allemande sont venus expérimenter le goût de la nature.

De même dans les années 1920 et 1930, les anticonformistes — très marqués à droite — et des nationaux-bolcheviques, comme Otto Strasser, ont aussi pensé que la communion avec la nature était une source d'inspiration.

Dans les années 1980, le théoricien de la nouvelle droite Alain de Benoist reprend cette thématique, présente également chez le très conservateur britannique Roger Scruton.

Depuis que l'écologie est devenue quasiment un produit commercial, une partie de l'extrême droite a tenté de récupérer une part du marché… une autre reste profondément ancrée dans la culture industrielle et le climato scepticisme — de Trump à Zemmour en passant par Orban ou Poutine.

Étienne François montre quels en sont les courants et les ressorts, dont l'origine vient principalement des proches de De Benoist et du courant néopaïen comme *Terre et peuple*, de cette famille politique. Elle repose sur un véritable culte de la terre, régénérescence du mythe vichyste de « *la terre ne ment pas* » articulé à une lecture reprenant les canons de l'ancien régime : la terre incarne ceux qui prient, qui combattent et qui travaillent. Dès lors, il semble légitime pour certains de vanter les vertus identitaires de l'écologie, qui se retrouvent chez les membres des revue *Limites*, *Réfléchir et agir* ou encore l'association *Terre et peuples*. Ces militants, pour augmenter le confusionnisme ambiant, prônent des rapprochements entre l'hostilité au capitalisme mondialisé, un retour au local et une analyse techno critique de la société. Convergences apparentes qui obligent à se montrer d'autant plus vigilant et à connaître les contours de cette extrême droite mouvante…

Sylvain Boulouque

STÉPHANE FRANÇOIS
Les Verts-bruns
L'écologie de l'extrême droite française,
Le bord de l'eau, 2022
284 pages, 18 €

1. Notamment dans *Noir et Vert*, Le Cavalier bleu, 2021. *L'imposture écologiste*, GP/RECLUS, 1993.

CHRONIQUES NOIR & ROUGE

Revue trimestrielle de critique bibliographique du mouvement libertaire

n° 8 – mars 2022 – 5 euros

LE FEU ! CETTE FOIS !
Hélène Hernandez

IMAGINATION THÉORIQUE ET DESTRUCTION DES MYTHES
Mireille Mercier

JUSTICE ET GUERRE EN AUSTRALIE ABORIGÈNE
Guillaume de Gracia

DE L'HISTOIRE AU MYTHE IDENTITAIRE
Guillaume de Gracia

BRISEURS DE FORMULES
Claire Auzias

L'ÉCHEC ANARCHISTE DES CONCEPTS PHILOSOPHIQUES D'ANARCHIE
Pierre Bance

LES TRENTE INGLORIEUSES
Marie-Claire Calmus

LA WALKYRIE DE LA RÉVOLUTION
Frank Mintz

UN HISTORIEN FRANÇAIS PARLE DE MARINUS VAN DER LUBBE
Miguel Chueca

DE LA MISÈRE DES TEMPS PRÉSENTS
J.-L. Debry

POUR L'AUTONOMIE OUVRIÈRE ENCORE ET TOUJOURS !
Richard Wilf

GLOBAL 1968
Claire Auzias

EXPLOSIONS DE LIBERTÉ EN CATALOGNE
Mireille Mercier et Daniel Pinós

À BAS TOUTES LES RELIGIONS !
Guy Girard

WUHAN. UNE PAROLE LIBÉRÉE DANS UNE VILLE CLOSE
Frank Mintz

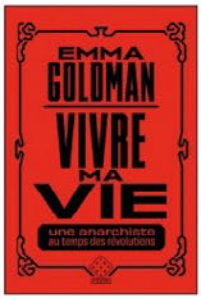
NOTES DE LECTURE

Éditions Noir et Rouge, Appt 150, 75 avenue de Flandres, 75019 Paris
ed.noiretrouge@gmail.com
Abonnement : 20 € pour 4 exemplaires

LIBRAIRIE PUBLICO
La librairie du Monde libertaire

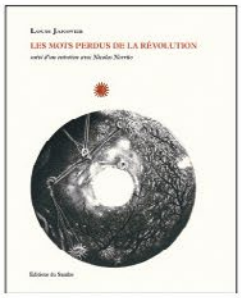
Dernières parutions mai 2022

Commandes à adresser à Librairie PUBLICO 145 rue Amelot 75011 Paris
Chèque à l'ordre de PUBLICO (Frais de port : 15 %, minimum 2 €)
ou **https://www.librairie-publico.com**
Contact : 01 48 05 34 08 librairie-publico@sfr.fr



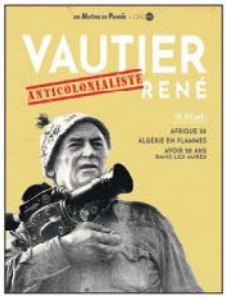
Vivre ma vie, une anarchiste au temps des révolutions
Emma Goldman, L'Échappée (poche)
1128 p., 19,90 €

Née en 1869 dans l'Empire russe, Emma Goldman s'exile aux États-Unis à 16 ans, plongeant à corps perdu dans le chaudron politique et intellectuel. Expulsée en 1919 vers la Russie, elle découvre une réalité qu'elle ne cessera de dénoncer.



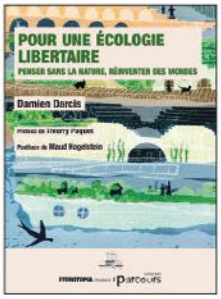
Les Mots perdus de la révolution
Louis Janover, Éditions du Sandre
290 p., 18 €

Louis Janover recompose une généalogie de la révolte libérée des faux-semblants de la subversion. Revenir aux mots perdus de La Révolution surréaliste et du Manifeste communiste, c'est aussi renouer avec la poésie et la critique vivantes.



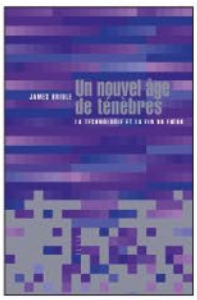
Anticolonialiste
Coffret de 4 DVD (17 films)
de René Vautier + 1 livre de 190 p.
Les Mutins de Pangée & Ciao Film, 35 €

Ce coffret réunit les films du cinéaste sur la guerre d'Algérie et les luttes anticoloniales, dont *Avoir 20 ans dans les Aurès*, ainsi que de nombreux compléments pour (re)découvrir cette œuvre d'une extraordinaire diversité.



Pour une écologie libertaire
Penser dans la nature, réinventer des mondes
Damien Darcis, Eterotopia, 200 p., 19 €

Nous faisons un pari : assumer l'artificialité des découpages modernes permet de dégager d'autres manières de composer des mondes, plus riches en vivants, mais également plus libres...

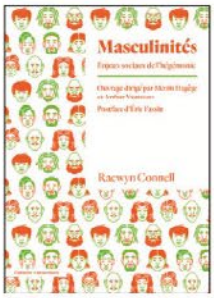


Un nouvel âge de ténèbres
La technologie et la fin du futur
James Bridle, Éditions Allia, 310 p., 20 €

James Bridle analyse l'enchevêtrement croissant de l'humanité avec un réseau de processus technologiques multiples et complexes. Il nous invite à comprendre les outils que nous utilisons, leur fonctionnement technique et leurs implications éthiques.

Kate Millett, pour une révolution queer et pacifiste
Marie-Hélène Dumas, Libertalia, 256 p., 10 €

Figure majeure – et souvent oubliée – de la deuxième vague du féminisme états-unien, elle lutte avec les femmes et les minorités sexuelles, se bat contre le racisme, la guerre, la violence personnelle autant qu'instituée, l'homophobie et l'enfermement qu'elle a connus elle-même.

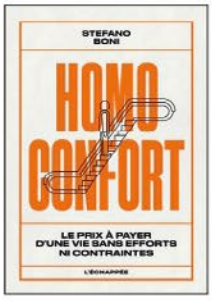


Masculinités, enjeux sociaux de l'hégémonie
R. Connell, M. Hagège, A. Vuattoux
Éditions Amsterdam, 340 p., 20 €

À l'heure où les mouvements masculinistes agitent l'épouvantail d'une « crise de la virilité », cet ouvrage montre la dimension éminemment relationnelle du genre, contre la victimisation des hommes.

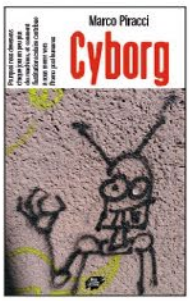
Défaire le racisme, affronter le fascisme
U. Palheta, O. Slaouti, La Dispute, 168 p., 12 €

Face au racisme d'État, à la possibilité du fascisme, à la perspective d'un nouveau duel électoral entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron, il est urgent de rendre accessible au plus grand nombre les expériences et outils, académiques et militants, issus des luttes antiracistes et antifascistes, passées et en cours.



Homo confort. Le prix à payer d'une vie sans efforts ni contraintes
Stefano Boni, L'Échappée, 256 p., 19 €

Le confort ne sert plus seulement à satisfaire nos besoins réels, mais constitue le coeur d'une logique économique, sociale et psychologique dans laquelle notre sentiment de bien-être repose sur l'accumulation d'objets pratiques et sur le recours systématique à la technologie.



Cyborg, Marco Piracci,
Atelier de création libertaire, 128 p., 8 €

L'auteur s'interroge sur le caractère inéluctable de l'affirmation de l'Homo cyborg. Va-t-il vraiment remplacer l'Homo sapiens comme le prétendent de nombreuses études ? Enfin, comprendre le lien profond entre l'innovation technologique actuelle et la culture défendue et répandue par l'école traditionnelle.

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 Paris

les mails **@federation-anarchiste.org** ont été abrégés en **@fede...**

00 NOMADE
Groupe La Roulotte Noire
groupe-nomade@fede...

02 AISNE
Groupe Kropotkine
kropotkine02@riseup.net
kropotkine.cybertaria.org
• Le Loup Noir
8, rue Fouquerolles
02000 Merlieux
03-23-80-17-09
• L'Étoile Noire
5, rue Saint-Jean 02000 Laon
09-75-55-47-06
Ouverture tous les jours
13 h- 19h sauf le dimanche.

03 ALLIER
Liaison Étoile Noire
etoile-noire@fede...
https://liaisonetoilenoire.home.blog/

04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Liaison Metchnikoff
metchnikoff@fede...

07 ARDÈCHE
Groupe d'Aubenas.
fa-groupe-daubenas@wanadoo.fr
Liaison Bookchin Nord Ardèche
bookchin@fede...

09 ARIÈGE
Liaison Ariège
ariege@fede...

12 AVEYRON
Liaison Sud-Aveyron
sud-aveyron@fede...

13 BOUCHES-DU-RHÔNE
Groupe Germinal
groupe-germinal@riseup.net
www.groupegerminal.lautre.net
Liaison La Ciotat
la-ciotat@fede...

14 CALVADOS
Groupe Germaine Berton
groupesanguinfa14@laposte.net
https ://m.facebook.com/facalvados/
https ://facaen.wordpress.com

16 CHARENTE
Liaison Charente
charente@fede...

17 CHARENTE-MARITIME
Groupe « Nous Autres »
35 allée de l'Angle, Chaucre
17190 Saint-Georges-d'Oléron
nous-autres@fede...

20 CORSE
Liaison Corsica
corse@fede...

21 CÔTE-D'OR
Groupe « La Mistoufle »
Maison des Associations
Les Voix sans Maître Boîte BB8
2, rue des Corroyeurs,
21068 Dijon Cedex
lamistoufle@fede...

22 CÔTES-D'ARMOR
Liaison Jean Souvenance
souvenance@no-log.org

23 CREUSE
Liaison Granite
http://anarsdugranite23.eklablog.com

24 DORDOGNE
Groupe Emma Goldman Périgueux
perigueux@fede...
http://fa-perigueux.blogspot.fr

25 DOUBS
Groupe Proudhon
c/o CESL BP 121
25014 Besançon cedex
• Librairie l'Autodidacte
5 rue Marulaz,
25000 Besançon
ouverte du mercredi au samedi
de 15 h 00 à 19 h 00
groupe-proudhon@fede...

26 DRÔME
Groupe « la rue râle »
la-rue-rale@riseup.net

28 EURE-ET-LOIR
Groupe Le Raffût
fa.chartres@free.fr

29 FINISTÈRE
Groupe Le Ferment
leferment@fede...
Liaison May Piqueray
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

30 GARD
Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com

31 HAUTE-GARONNE
Groupe Libertad de Toulouse
Le chat noir
33 rue Puget
31000 Toulouse
libertad@fede...
http://libertad-fa.org

32 GERS
Liaison Anartiste 32
anartiste32@fede...
Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@fede...

33 GIRONDE
Cercle Barrué
http://cerclelibertairejb.wordpress.com
www.facebook.com/cljb33
cerclelibertairejb33@riseup.net
Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@fede...
Liaison Saint-Médard-en-Jalles
liaison-st-medard-en-jalles@fede...

34 HERAULT
Groupe Son of anarchy 34
sunofanarchy34@fede...

35 ILLE-ET-VILAINE
Groupe La Sociale.
c/o local « La Commune »,
17 rue de Châteaudun
35000 rennes
contact@falasociale.org
Liaison Lacinapse
liaison-lacinapse@fede...
Liaison Redon
redon@fede...

37 INDRE-ET-LOIRE
Liaison Libertalia
libertalia@fede...

42 LOIRE
Groupe Makhno
Bourse du Travail Salle
15 bis Cours Victo r Hugo
42028 Saint-Étienne cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE-ATLANTIQUE
Liaison de Saint-Nazaire
saint-nazaire@fede...
Groupe de Nantes
nantes@fede...

45 LOIRET
Groupe Gaston Couté
groupegastoncoute45@riseup.net

46 LOT
Liaison Figeac
figeac@fede...

50 MANCHE
Groupe Manche
famanche@riseup.net
www.facebook.com/famanche

51 MARNE
Liaison Reims
reims@federation-anarchiste

54 MEURTHE-ET-MOSELLE
Groupe Emma Goldman de Nancy
emma-goldman@fede...

56 MORBIHAN
Groupe René Lochu
c/o Maison des associations
31 rue Guillaume Le Bartz
56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net

57 MOSELLE
Groupe de Metz
groupedemetz@fede...
Groupe Jacques Turbin Thionville
jacques-turbin@fede...

58 NIÈVRE
Liaison Pierre Malézieux
pierre.malezieux@fede...

59 NORD
Groupe ô Rage Noire
o.rage.noire@federation...

60 OISE
Liaison Beauvais
scalp60@free.fr
Liaison anarcho-syndicaliste L'éponge noire
lepongenoire@riseup.net

62 PAS-DE-CALAIS
Groupe FAST
fast@fede...

63 PUY-DE-DÔME
Groupe Spartacus
spartacus@fede...
Liaison Combrailles
liaison.Combrailles@fede...

64 PYRENEES-ATLANTIQUES
Liaison Béarn
béarn@fede...

66 PYRÉNÉES ORIENTALES
Groupe John Cage
vente du *Monde libertaire*
au 13 El Taller Treize
13 rue Sainte-Croix
66130 Ille-sur-Tet
john-cage@fede...
Liaison Pierre-Ruff
pierre.ruff.fa66@gmail.com

67 BAS-RHIN
Liaison Bas-Rhin
liaison-bas-rhin@fede...
Groupe de Strasbourg
groupe-strasbourg@fede...

68 HAUT-RHIN
Groupe du Haut Rhin.
groupe-haut-rhin@fede...
Liaison Colmar-Maria Nikiforova
colmar@fede...
(entre Colmar et Mulhouse)

69 RHÔNE
Groupe Graine d'anar
grainedanar@fede...
https ://grainedanar.org

71 SAONE-ET-LOIRE
Liaison « La vache noire »
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

73 SAVOIE
Groupe de Chambéry
federationanarchiste73@protonmail.com

74 HAUTE-SAVOIE
Groupe Lamotte Farinet
lamotte-farinet@fa74.org

75 PARIS
Liaison William Morris
william-morris@fede...
Groupe Salvador Segui
groupesalvadorsegui@gmail.com
Groupe Botul
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
botul@fede...
Groupe « Commune de Paris »
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
commune-de-paris@fede...
Groupe Louise Michel
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
groupe-louise-michel@fede...
Groupe libertaire La Rue
Bibliothèque La Rue
10 rue Robert Planquette
75018 Paris
permanence tous les samedis
de 15 h 30 à 18 h 00
gllr@fede...
Groupe La Révolte
la-revolte@fede...
Groupe Pierre Besnard
vente du *Monde libertaire*
le dimanche
de 10 h 30 à 12 h 00
place des fêtes Paris XIXe
pierre-besnard@outlook.fr
Groupe Émile Armand
e.armand@fede...
emille.armand@protonmail.com
https ://eanl.org

76 SEINE-MARITIME
Groupe de Rouen
rouen@fede...

78 YVELINES
Groupe Gaston Leval
gaston-leval@fede...

80 SOMME
Groupe Georges Morel
amiens@fede...

81 TARN
Groupe les ELAFF
elaf@fede...

84 VAUCLUSE
Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com

85 VENDÉE
Groupe Henri Laborit
henri-laborit@fede...

86 VIENNE
Liaison Poitiers
poitiers@fede...

87 HAUTE-VIENNE
Groupe Armand Beaure
armand-beaure@fede...

92 HAUTS-DE-SEINE
Groupe Fresnes-Antony
fresnes-antony@fede...

93 SEINE-SAINT-DENIS
Groupe Henri Poulaille
c/o La Dionyversité
4 Place Paul Langevin
93200 SAINT-DENIS
groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr

94 VAL-DE-MARNE
Groupe Élisée Reclus
Publico
145 rue Amelot 75011 Paris
faivry@no-log.org

95 VAL-D'OISE
Groupe les Insurgé·e·s
liaison95@fede...

97 GUADELOUPE
Liaison Guadeloupe Caraïbes
liaison-guadeloupe-caraibes@fede...

98 NOUVELLE CALÉDONIE
Individuel Albert
nouvelle-caledonie@fede...

BELGIQUE
Groupe Ici et Maintenant
groupe-ici-et-maintenant@fede...

SUISSE
Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
rue du Soleil
92300 La Chaux-de-Fonds
Suisse
flm@fede...

ANGLETERRE
Liaison Coventry
liaison-coventry@fede...

FEDERATION ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

Le site de la Fédération anarchiste
une mine d'informations sur ces groupes, sur leurs blogs, leurs sites, leurs librairies, leurs activités
www.federation-anarchiste.org/ ? g=FA_Groupes

ITÔ NOÉ

Texte : MLT & Dessins : OLT

Le 21 janvier 1895 Itô Noé naît sur l'île de Kyushu. Diplômée à 16 ans de l'École de filles Ueno de Tokyo. Contrainte à un mariage arrangé elle s'enfuit du foyer.

Son professeur d'anglais, le poète libertaire et traducteur de Stiner, Jun Tsuji, la recueille.
Il soutiendra Itô Noé dans la poursuite de ses études.
Mariés ils auront deux fils.

En 1912 à Tokyo, elle fréquente les premiers groupes féministes, collabore à la revue culturelle *Seito* (« Bas-bleu »).

Traductrice de *La tragédie de l'émancipation féminine* d'Emma Goldman, elle est remarquée par l'anarchiste Sakae Ôsugi, qu'elle rencontrera en septembre 1914.

Itô Noé devient la rédactrice en chef de *Seito* en janvier 1915.

Le journal de Sakae Ôsugi *Shimbun Heimin* (« Journal de la plèbe ») est interdit par la police. Itô Noé le défend dans *Seito*.

Les thématiques de l'avortement, la maternité, la prostitution sont abordés par Itô.
En février 1916 elle clôt la publication de *Seito*, quitte Tsuji Jun pour vivre en concubinage avec Ôsugi Sakae. Déjà marié, il entretient aussi une liaison avec la journaliste Ichiko Kamichika.

Jalouse Ichiko Kamichika poignardera Ôsugi à la gorge.
L'affaire cause un scandale,
la femme d'Ôsugi divorce.

Ôsugi Sakae guérit, le couple vit maritalement dans une maison, où naîtra leur premier enfant en 1917.

La surveillance permanente de la police les contraints régulièrement à déménager, autant pour des raisons financières que politiques.

Le 24 avril 1921 Itô Noé est conseillère pour la fondation de « Société de la Vague Rouge », la Sekirankai, première association socialiste de femmes japonaises.

Sekirankai défile lors des réunions politiques du 1er mai 1921. Les militantes sont arrêtées. L'article 5 de la loi public interdit aux femmes d'être présentes aux manifestations politiques.

Elles participent en octobre à la propagande socialiste vers l'armée. L'organisation est dissoute par le gouvernement en décembre, huit mois après sa création.

Le 1er septembre 1923 le séisme de Kanto dans l'île de Honshu dévaste Tokyo et Yokohama. 141 720 morts seront dénombrés. Malgré la déclaration de la Loi Martiale, la panique et le chaos causent la propagation de rumeurs insensées. En ville des milices populaires tuent les résidents coréens, chinois ou les Japonais identifiés à tort comme Coréens.

Les polices militaires (Kenpeitaï) et civiles (Tokkeitai) exécutent sommairement des militants communistes, socialistes et anarchistes, pour « *pensées dangereuses* ».

« L'incident d'Amakasu » eut lieu le 16 septembre 1923. Itô Noé, Ôsugi Sakae et son neveu de six ans sont battus à mort, jetés dans un puits par le groupe Kenpeitaï du lieutenant Amakasu.

Ces meurtres à l'encontre d'anarchistes reconnus et d'un enfant émeuvent et mettent en colère les citoyens japonais.

Condamné à dix ans de prison Masahiko Amakasu n'effectuera que trois ans de sa peine.

Prochaines élections
Nouveaux suffrages

RETOUR AU SOMMAIRE